20/3/22



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 MARS 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY 18TH MARCH, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agaté).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, *avant la deuxième* publication, qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, *before the second* publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 31

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 32

Lettres patentes

"Latter Brothers Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1922, constituant en corporation : Frank Breadon Common, avocat; Francis George Bush, comptable, et George Robert Drennan, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer de toutes manières le commerce consistant à manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de la papeterie et de l'outillage de bureau;

Faire affaires comme papetiers, imprimeurs, éditeurs, relieurs, graveurs, annonceurs, de toutes manières, comprenant le commerce de l'espace destiné à la publicité dans toutes les sortes et catégories de publications, ou autre;

Faire affaires comme artistes, relieurs, lithograveurs, stéréotypeurs, photograveurs, électrotypeurs, graveurs en relief, graveurs en couleurs, agents de publicité, éditeurs de journaux et publications commerciales, exercer aussi le commerce consistant à manufacturer les boîtes en papier, étiquettes et écriteaux;

Acquérir, imprimer, lithograver, graver, publier, gérer, répandre ou autrement disposer d'un ou plusieurs journaux, livres, périodiques, illustrés ou autres publications;

Manufacturer, acheter, vendre ou aliéner des formules, matières, droits d'auteurs clichés, caractères, presses mécaniques ou autres outillages ou machines d'utilité dans les établissements typographiques;

Exercer un commerce général d'organisation, de ventes à commission, ventes d'occasion, d'agence et de courtage en rapport avec la publicité de toute espèce;

Faire affaires comme peintres, décorateurs, artistes, afficheurs sur tableaux et dans les tramways, en rapport avec les services de publicité de la compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de tout genre, de toute catégorie d'enseigne, carte d'annonce, nouveauté, plaque de nom, insigne, bouton, calendrier ou autre dispositif, et géné-

Letters patent

"Latter Brothers Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate; Francis George Bush, bookkeeper, and George Robert Drennan, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in stationery and office equipment in all its branches;

To carry on the business of stationers, printers, publishers, book-binders, engravers, advertisers, in all its branches, including the business of dealers in advertising space in all kinds and classes of publications or otherwise;

To carry on the business of designers, binders, lithographers, stereotypers, photogravers, electrotypers, embossers, dye stampers, advertising agents, newspaper and trade journal publishers, and to carry on the business of manufacturing and dealing in paper boxes, tags and labels;

To acquire, print, lithograph, engrave, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers, books, periodicals, pictorial works or other publications;

To manufacture, buy, sell or dispose of ready, prints, patent plates, copyrights, bases, type, printing machinery or any other plant or machinery useful in printing establishments;

To carry on a general promotion, commission, jobbing, agency and brokerage business in connection with advertising of all kinds;

To carry on the business of painters, decorators, designers, bill posters, billboards, street car advertising in connection with the advertising department of the company's business;

To manufacture, buy, sell, and deal in every kind and description of sign, show card, novelty, label, name plate, badge, button, calendar or other devise and generally in specialities of all

ralement des spécialités de toute espèce servant à la publicité commerciale et autre;

Exercer aucune autre industrie, que la compagnie croira propre à être exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitable;

Acquérir par achat, bail ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce;

Payer l'actif, le commerce, la propriété ou les droits acquis par la compagnie, les services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en argent, soit en actions entièrement libérées ou avec aucunes valeurs que la présente compagnie peut émettre, ou partiellement d'une manière et partiellement d'une ou plusieurs autres manières et généralement aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucun gouvernement, aucune autorité municipale ou locale, avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats avec ou sans cautionnement ou autrement aider aucune telle personne, société, compagnie ou aucune personne, firme ou compagnie entreprenant de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété et de l'actif de la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables, et particulièrement pour des actions, débentures et valeurs d'aucune autre compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignement ainsi acquis;

Distribuer aux actionnaires, en espèces, au

kinds to be used in advertising for commercial and other purposes;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the assets, business, property or liabilities of any person, firm or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To pay for any assets, business, property or rights acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which this company has power to issue, or partly in one mode and partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to or otherwise assist any such person, firm or company or any person, firm or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company, or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular for the shares, debentures and securities of any other company;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To distribute among the shareholders in specie

moyen de dividende, boni, ou d'aucune autre manière estimée judicieuse, aucune propriété de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la compagnie;

Exercer aucun autre commerce, faire les actes et choses précités soit comme principaux, soit comme agents, par l'entremise de fiduciaires, procureurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec une ou plusieurs autres personnes;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou approprié à l'obtention d'aucune des fins, à la réalisation d'un ou plusieurs objets ci-haut mentionnés, sous le nom de "Latter Brothers, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

707 C.-J. SIMARD.

by way of dividend or bonus or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or dispose of any property of the company;

To carry on or do any other businesses, acts and things aforesaid either as principals or agents or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated, under the name of "Latter Brothers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

708 Assistant Provincial Secretary.

"D. W. Ross Co'y".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1922, constituant en corporation: D. W. Ross, jr., entrepreneur, Jas. W. Ross, gérant, de la cité de Montréal, R. B. Ross, jr., marchand, Geo. A. Ross, architect, K. I. Ross, commis, Miss M. Ross, fille majeure, Jas. S. Ereaux, secrétaire-trésorier, de la cité de Westmount, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute sortes d'effets, denrées et marchandises;

Exercer aucune autre industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitables, connexe ou subsidiaire à icelle;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira convenables ou appropriés aux fins de son commerce, aussi ériger et construire des bâtisses et structures de toute espèce;

Acheter la totalité ou aucune partie (comprenant l'achalandage) du commerce, de l'entreprise, de la propriété, de l'actif foncier ou personnel, des meubles ou immeubles, des patentes, droits, réclamations, privilèges, concessions, contrats ou autres avantages d'aucune compagnie, d'une ou plusieurs personnes exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui, ou en possession d'aucune propriété convenant aux fins d'icelle, les payer totalement ou partiellement en obligations, en débentures, en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, assumer aussi le passif d'aucune telle compagnie ou personne;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, à la coopération avec aucune personne, firme, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer

"D. W. Ross Co'y".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1922, incorporating: D. W. Ross, jr., contractor, Jas. W. Ross, manager, of the city of Montreal, R. B. Ross, jr., merchant, Geo. A. Ross, architect, K. I. Ross, clerk, Miss M. Ross, spinster, Jas. S. Ereaux, secretary-treasurer, of the city of Westmount, for the following purposes;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any busine s which the company is authorized to carry on or which may seem to the company calculated directly or indirectly to benefit the company or to enhance the value of or render profitable any of the company's properties and rights;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, rights or privileges which the company may think suitable or convenient for any purposes of its business, and to erect and construct buildings and works of all kinds;

To purchase all or any part (including the goodwill) of the business or undertaking or the property or assets, real or personal, moveable or immoveable, patents, rights, claims, privileges, concessions, contracts or other advantages of any company, person or persons, carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable shares of the capital stock of the company, and to assume the liabilities of any such company, person or persons;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or co-operation with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any

ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; subventionner, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle compagnie ou personne;

Acheter et acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre des actions, débentures, obligations et autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur ces actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et durant possession de ces actions du capital, de ces obligations, débentures, valeurs ou autres titres, exercer tous pouvoirs de vote conférés par ses officiers compétents ou par procureur dûment nommé, administrer aussi la propriété, les franchises, entreprises et affaires d'aucune corporation dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie moyennant la rémunération qu'on croira raisonnable et appropriée ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Vendre, louer ou disposer de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux, moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et plus particulièrement des actions, obligations ou débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre personne, compagnie ou corporation, avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune personne, compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminé;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles, soit seuls soit conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, sous le nom de "D. W. Ross Co'y", avec un fonds social total de cent quatre-vingt-dix

business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to subsidize, guarantee the obligations of or otherwise assist any such company, person or persons;

To purchase and acquire and to own, hold, sell and re-issue shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee the payment of the principal of or dividends and interests on such shares, bonds, debentures or other securities, and, while the owner of any such shares of stock, bonds, debentures, securities or other obligations, to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed, and to manage the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To enter into any arrangement with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the fulfilment of the objects of the company or any part thereof, and to obtain from such government, or authority, any rights, privileges and concessions, which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such considerations as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or other securities or otherwise any other company, corporation, person or persons, and to guarantee the performance of contract by any such company, corporation, person or persons with whom the company may have business relations;

To invest the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities of any other company or corporation belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "D. W. Ross Co'y", with a total capital stock of one hundred and ninety thousand dollars ($190,000.00)

mille piastres ($190,000.00), divisé en mil neuf cents (1900) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 32 rue Saint-Sulpice, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

781 C.-J. SIMARD.

"Derome, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1922, constituant en corporation: Marcel Bédard, avocat, Maurice Bourgeois, étudiant, Montréal, Ovila Bélair, agent, Saint-Lambert ; dans les buts suivants :

Faire le commerce de livres, de papeteries et de librairie, d'imprimeur, de relieur et d'éditeur ;

Fabriquer, acheter et vendre en gros et en détail des fleurs artificielles, des rubans et autres marchandises sèches, semblables, ainsi que des objets, effets et fournitures servant à l'ornementation des églises, des théâtres, des vitrines et à toutes sortes de décorations, importer, acheter et vendre des fleurs et plantations naturelles, agir comme décorateurs ;

Faire toutes les autres choses qui seront considérées nécessaires ou utiles à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Derome, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

779 C.-J. SIMARD.

"The Arrow Knitting Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Michael Matta, 1488c, blvd Saint-Laurent, industriel, Fred Matta, 121 rue Bishop, industriel, Edmund Bernard, 1759a rue Hutchison, gérant de ventes, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer toutes espèces de marchandises tricotées; trafiquer de, acheter, vendre, échanger et fabriquer tous genres de filés de laine, cotonnades, toiles, bordures, et toutes matières servant en rapport avec la fabrication de toutes les sortes d'accoutrements tricotés à l'usage des hommes, femmes et enfants, exploiter des fabriques et ateliers pour manufacturer toute espèce de tricots pour hommes, femmes et enfants, manufacturer aussi tous genres de tricots de drap, laine, soie, coton, ainsi que des vêtements de drap de toute espèce;

Construire et louer des bâtisses pour faire affaires comme manufacturiers et "jobbeurs" de tricots, pour tisser, confectionner, vendre, distribuer les filés et autres matières employés en rapport avec les tricots, dans les négoces de gros et de détail;

Acheter, vendre et acquérir toutes les machines et la machinerie nécessaire à la fabrication, ou

divided into one thousand nine hundred (1900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at 32 Saint Sulpice street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

782 Assistant Provincial Secretary.

"Derome, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1922, incorporating : Marcel Bédard, advocate, Maurice Bourgeois, student, Montreal, Ovila Bélair, agent, Saint Lambert for the following purposes :

To deal in books and stationery and to carry on the business of booksellers, printers, bookbinders and editors ;

To manufacture, buy wholesale and retail artificial flowers, ribbons and other similar drygoods, as well as objects, effects and furnitures used in the ornamentation of churches, theatres, show-cases and any other sort of decoration, import, buy and sell flowers and natural plants, act as decorators ;

To do all other things deemed necessary or suitable for the attainment of the foregoing objects, under the name of "Derome, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the corporation, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

780 Assistant Provincial Secretary.

"The Arrow Knitting Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1922, incorporating : Michael Matta, 1488c, St. Lawrence Blvd, manufacturer, Fred Matta, 121 Bishop St., manufacturer, Edmund Bernard, 1759a Hutchison St., sales manager, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture all kinds of knitted goods, deal in, buy, sell, exchange and manufacture all kinds of woolen yarns, cotton goods, linens, linings, and all materials used in connection with the manufacturing of all kinds of knitted wearing apparel for men, women and children, and to operate factories and workshops for the manufacture of all kinds of knitted goods for men, women and children, and to manufacture all kinds of knitted cloth of wool, silk and cotton and cloth garments of all kinds ;

To build and lease buildings for the purposes of carrying on business as manufacturers and jobbers of knitted goods and the weaving, making, selling, distributing of yarns and other materials used in connection with knitted goods for the wholesale and retail trades ;

To purchase, sell and acquire all the machines and machinery required in connection with the

tout ce qui est indispensable dans les industries que pourra exercer la compagnie;

Faire des contrats avec aucune corporation publique ou privée pour fabriquer ou vendre tous articles dont trafique la compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre, ou échanger de la laine, soie, du coton et aucune autre matière employée dans l'exercice de l'industrie;

Bâtir, maintenir et louer des entrepôts, agences et dépôts pour emmagasiner tous genres de marchandises requis en rapport avec l'exercice de l'industrie de la compagnie;

Importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce de nouveautés, soies, satins, accoutrements, garnitures, étoffes, de tous genres de cotonnades, draperies et lainages d'une manière générale, au profit de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et de temps à autre vendre, échanger, louer ou autrement aliéner les terrains nécessaires ou avantageux à l'exercice de l'industrie de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'industrie d'aucune compagnie, firme ou personne exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la compagnie, avec toutes les bâtisses, machines, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques de commerce, les noms de commerce et l'actif généralement de cette industrie; les payer totalement ou partiellement en actions libérées et non sujettes à appel de la compagnie, en argent, en obligations, débentures ou avec d'autres titres;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements, relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis; et prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, publications de livres et périodiques;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Rémunérer, avec l'assentiment des actionnaires, une ou plusieurs personnes ou corporations pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital ou autres titres de la compagnie, à l'occasion de la formation et de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

S'amalgamer avec, assumer, à titre de firme exploitée ou autrement, aucune autre compagnie

manufacturing or anything required by the business or the businesses which may be carried on by the company;

To enter into contracts with any corporation, public or private for the manufacturing or sale of any article or articles which may be handled by the company;

To manufacture buy, sell, or exchange wool, silk, cotton and any other materials used in the carrying on of the business;

To build, maintain and lease warehouses, agencies and depots for the storing of all kinds of merchandise required in connection with the carrying business of the company;

To import and export, to buy, sell and to do business in all kinds of dry goods, silks, satins, garments, trimmings, tissues of all kinds, cottons, cloths and woolens in general, for the benefit of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and from time to time, sell, exchange, let or otherwise dispose of any lands necessary or convenient for the company prosecution of its business;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on business in whole or in part similar to that of the company, together with all buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill, trade-marks, trade-names and assets generally of such business; to pay for the same, wholly or in part in fully paid up and non assessable stock of the company, or cash, bonds, debentures or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, trade-marks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret of, or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise and develop and grant licenses in respect, of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired and to take such means in order to make the products of the company known, as will be deemed advisable, and particularly through advertising in the papers, through circulars, through the purchase and exhibition of works of art, through the publication of books and periodicals;

To enter into partnership, or any arrangement for sharing of the profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any firm, person or company, carrying on business, or engaged in, or about to engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business transaction capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any shares of the capital stock of the company, or the obligations or other values of the company or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise, any other company or

ou industrie possédant comme un tout, ou séparément, des objets semblables à ceux de la compagnie, et aux conditions estimées judicieuses;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'industrie ou de l'entreprise de la compagnie pour de l'argent, ou des actions, obligations, débentures, valeurs ou parts d'aucune autre compagnie;

Acheter, acquérir, souscrire par souscription originaire ou autrement, détenir aussi, avec ou sans garantie, vendre ou autrement aliéner les actions, ordinaires ou privilégiées, les débentures, bons et autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables aux objets de la présente compagnie, et qui exerce une industrie propre à être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, voter aussi sur les actions ainsi détenues par le procureur que nommeront les directeurs;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune affaire, franchise, entreprise, propriété, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, biens-fonds, parts, obligations, débentures ou autres valeurs ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer des billets promissoires, lettres de change, de crédit, connaissements, traites et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "The Arrow Knitting Mills, Limited", avec un fonds social total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres ($99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de janvier, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

789 C. J. SIMARD.

business, having altogether, or in part, objects similar to those of the company, and on such terms as may be deemed advisable;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business or undertaking for cash, or for stocks, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

To purchase or acquire or take by original subscription or otherwise, and to hold, with or without guarantee, to sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in and of any other company having objects similar to the objects of this company, and carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares, through such agent, as the directors may appoint;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To issue and allot fully paid up shares of the company in full payment of or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds, debentures, or other property or rights, which it may lawfully require, by virtue of the powers granted herein;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of ladings, drafts and other negotiable and transferable instruments;

To do all acts, exercise all powers, and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To do all or any of the above things, as principals, agents, or attorneys, under the name of "The Arrow Knitting Mills, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred dollars ($99,900.00), divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the corporation, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

790 Assistant Provincial Secretary.

"Laiterie des Cultivateurs, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1922, constituant en corporation : Elie Beauregard, avocat, domicilié au No 849 de la rue Durocher, dans la cité d'Outremont; Charles Desmarais, comptable, domicilié au No 800 de la rue Marie-Anne; et Télesphore Primeau, courtier, domicilié au No 1840 de l'Avenue Chateaubriand, Montréal; dans les buts suivants :

Acheter et vendre, en gros et en détail du et les sous-produits du lait et autres produits de la ferme; fabriquer et empaqueter du beurre pour la consommation locale; fabriquer du beurre et du fromage et l'empaqueter en boîtes et bocaux hermétiquement clos pour exportation; fabriquer des réceptacles et matériel d'empaquetage pour ces produits; utiliser et vendre les sous-produits du lait et des œufs; fabriquer du lait et de la

"Laiterie des Cultivateurs, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1922, incorporating : Elie Beauregard, advocate, of the city of Outremont, Charles Desmarais, accountant; and Télesphore Primeau, broker, of the city of Montreal; for the following purposes :

To buy and sell, wholesale and retail, milk and by-products of milk and other farm products; to manufacture and pack butter for local consumption; to make butter and cheese and to pack the same in boxes and hermetically sealed recipients for export; to manufacture recipients and packing materials for such products; utilize and sell the by-products of milk and eggs; to manufacture condensed milk and cream; to buy and

crème condensés; acheter et vendre la machinerie et l'outillage nécessaire aux fins de la compagnie; ouvrir des magasins de détail pour y vendre les sous-produits du lait et de la crème à la glace; établir des succursales et agences avec même pouvoirs que la maison principale; acheter, vendre et construire les bâtiments nécessaires à la fabrication du beurre, du fromage, du lait et de la crème; acheter, exploiter, et vendre les terrains nécessaires aux fins de la compagnie, ainsi qu'à l'élevage des bestiaux et volailles, avec pouvoir de construire, utiliser et vendre des entrepôts frigorifiques ;

Exercer aucune industrie autre que celle précitée que la compagnie croira propre à être convenablement exercée, en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle ,ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteur, patentes, licences,concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif ou se rapportant à aucune convention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, aussi utiliser, développer, exercer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les droits, biens et renseignements ainsi acquis ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété et du passif et de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie, exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et de l'actif et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, ou risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne, société, association, ou compagnie exerçant, se livrant ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer, ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, aussi les vendre, détenir, ré-émettre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer, exécuter et jouir de licences, autorités, franchises,concessions, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement, aucune autorité, corporation, aucun corps public, peut accorder et les payer, aider, et contribuer à leur donner effet, employer les actions, obligations et autres valeurs de la compagnie à en payer le coût et les frais et dépens nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, au moyen de boni, prêts, promesses, endossement,

sell the machinery and equipment necessary for the company's purposes; to open retail stores for the sale of milk by-products and ice cream; to establish branches and agencies with the same powers as the main establishment; buy and sell and construct the buildings necessary for the making of butter, cheese, milk and cream; buy, exploit and sell the lands necessary for the company's purposes, as well as the breeding of cattle and poultry, with power to construct and sell cold storage plants ;

To carry on any business other than the foregoing which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any part thereof, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To apply for, buy or otherwise acquire copyrights, patents, licenses, concessions and the like conferring any limited, exclusive or non-exclusive right to use any secret or other information as to or connected with any invention or process capable of being used for any of the company's purposes, and the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, also utilize, exercise, develop, grant rights in respect of or otherwise turn to account the rights and informations so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and assets and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the company's purposes, also issue paid up shares, bonds, or both in payment of the purchase price thereof;

To promote one or several companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, guarantee also the payment of the capital, dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities, as well as the performance of contracts by any such companies;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person, partnership, or association or company carrying on, engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which the present company may carry on or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company, also lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership or company, and to sell, hold, reissue with or without warranty or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, authority, franchises, concessions, rights and privileges which any government, any authority, corporation or public body may be empowered to grant and to pay for the same, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate the shares, bonds and securities to defray the necessary costs, charges and expenses ;

To raise and assist in raising monies by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee

garanties d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs de la présente compagnie ou d'aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats pour aucune telle société, compagnie ou corporation ou personne avec laquelle on fera affaires ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie, et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres et particulièrement les actions, débentures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou de partie de l'actif et du passif de la compagnie, ou les obligations, actions, débentures d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Se consolider et s'amalgamer avec aucune autre compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et du commerce et de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures, ou obligations d'aucune autre compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire toutes choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, par fiduciaires, procureurs ou autres, soit seuls, soit avec d'autres, sous le nom de "Laiterie des Cultivateurs, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

663 C.-J. SIMARD.

of bonds, debentures or other securities of the present company and of any other company and corporation, guarantee also the performance of contracts by any such partnership, company or corporation or person with which the company may have business dealings ;

To invest the available funds of the company and to dispose thereof in such manner as may from time to time be determined;

To distribute in kind or otherwise any securities of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities received as the selling price of the whole or any part of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed for taking over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company ;

To draw, underwrite, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments ;

To consolidate or amalgamate with any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the business, property, undertaking of the company, or any part thereof, for such price as the company may think expedient, and particularly for shares, debentures or bonds of any other company, the objects of which are in whole or in part similar to those of the present corporation ;

To do all things incidental or conducive to the attainment of the above objects, do all the above things or any of them, as principals, agents, contractors, through trustees, attorneys or others either alone or in conjunction with others, under the name of "Laiterie des Cultivateurs, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00), dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company will be in the town of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

664 Assistant Provincial Secretary

"Hochelaga Cement Company, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1922, constituant en corporation : Joseph-Charles-Groves Contant, publiciste; Royal LeSage, ingénieur-civil; Alfred Haemerlé, banquier, tous de la cité de Montréal; dans les buts suivants :

Pour la fabrication et manufacture du ciment sous toutes ses formes, en faire le commerce en gros et en détail, construire et ériger tous moulins, magasins, entrepôts et autres constructions propres à servir aux fins dudit commerce de la manufacture du ciment; construire et mettre en opération sur les terrains de la compagnie des usines pour le pouvoir électrique, pour l'éclairage, le chauffage et autres utilités; construire des voies ferrées sur les terrains de ladite compagnie et mettre en opération cesdites voies ferrées, soit par l'électricité, vapeur ou par traction mécanique pour les raccorder à des tronçons principaux ;

Acquérir par achat, location ou autrement, et détenir, employer, jouir, en octroyer des permis

"Hochelaga Cement Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1922, incorporating : Joseph Charles Groves Contant, publicist, Royal LeSage, civil engineer ; Alfred Haemerlé, banker, all of the city of Montreal ; for the following purposes :

The making and manufacture of cement under all forms, deal therein, wholesale and retail, construct and erect all plants, stores, warehouses and other constructions capable of being used for the purposes of the said business and manufacture of cement ; construct and operate on the lands of the company plants for electric power, lighting, heating and other utilities ; construct railways on the lands of the said company and operate the said railways either by electricity, steam or mechanical traction to connect with main lines ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold, use, enjoy, grant licenses in respect of or let

oules louer, vendre, louer, exploiter ou autrement faire valoir tous ou aucun brevet ou autres droits dans aucunes inventions ou procédés actuellement employés ou inventés ou qui pourront être créés plus tard en rapport avec tel invention, ces procédés et améliorations, les payer totalement ou partiellement en espèces ou totalement ou partiellement en obligations, débentures, stock-débentures, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement; manufacturer, réparer, acheter, vendre, louer, échanger, disposer ou autrement trafiquer de toutes espèces de machinerie, fournitures, appareils et instruments mécaniques en rapport avec la fabrication du ciment, agir comme agents pour d'autres compagnies fabriquant, opérant, vendant, louant, échangeant et disposant de toutes espèces de marchandises, fournitures, appareils et instruments mécaniques en rapport avec la fabrication du ciment ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercée en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement, à augmenter la valeur ou à rendre profitables aucun droits ou biens de la compagnie ;

Acquérir par achat, concession, échange et autre titre légal, construire, ériger, exploiter, maintenir, gérer, tous biens-fonds, fabriques, ateliers de machines en rapport avec la fabrication du ciment et autres bâtiments et édifices nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière ou immobilière nécessaire ou utile pour l'exécution d'aucune fin de la compagnie, les louer, vendre, ou en disposer ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou permettre pour une royauté ou autrement, acquérir, détenir, employer, posséder, exploiter, présenter, vendre, céder ou autrement disposer d'aucune marque de fabrique, nom de commerce, brevet d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autrement utiles aux affaires de la compagnie, les employer, exercer, développer, en octroyer des licences ou autrement faire valoir aucune telles marques de fabrique, noms de commerce ou aucunes telles propriétés ou droits en rapport avec la fabrication du ciment ;

Conclure des arrangements avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres seront de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et exécuter ou exercer et se conformer à tous les arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Émettre et répartir des obligations, débentures, stock-débentures ou actions acquittées du capital-stock de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété mobilière, immobilière, personnelle ou mixte ou pour droits, concessions, achetés ou acquis par la compagnie ou avec l'approbation des actionnaires pour services à rendre ou rendus à la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre, réémettre des actions, débentures, obligations et autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation exerçant en tout ou en partie une industrie semblable à celle de la compagnie et les payer totalement ou partiellement en espèces, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, garantir le paiement du principal ou des dividendes et intérêts de telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs; exploiter, conduire, gérer les propriétés, franchises, entreprises et affaires d'aucune corporation dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs

rent, sell, exploit or otherwise turn to account all or any patents or other rights in any inventions or processes presently employed or invented or which may be created in the future in connection with such invention, processes and improvements; pay for the same wholly or partly in bonds, debentures debenture-stock, paid up shares or other securities of the company or otherwise; manufacture, repair, buy, sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal in all kinds of machinery, equipment, apparatuses and mechanical instruments in connection with the manufacture of cement, act as agents for other companies manufacturing, operating, selling, leasing, exchanging and disposing of all kinds of goods, equipment, apparatuses and mechanical instruments in connection with the manufacture of cement ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the company's property or rights ;

To acquire by purchase, concession, exchange and other legal title, construct, erect, exploit, maintain, manage real estate, factories, machine shops in connection with the manufacture of cement and other buildings and edifices necessary for its business and any other moveable or immoveable property necessary or suitable for the accomplishment of any of the company's purposes, lease, sell or dispose of the same ;

To apply for, obtain, register, buy, lease or permit the use on royalty or otherwise, acquire, hold, employ, own, exploit, present, sell, assign or otherwise dispose of any trade mark, trade name, patent, improvements and processes, registered or otherwise, useful for the company's business, use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade mark, trade name, or any such property or rights in connection with the manufacture of cement ;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authorities all the rights, privileges, concessions which the company may think fit to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To issue and allot bonds, debentures, debenture stock or paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of any moveable, immoveable, personal or mixed property or for rights, concessions bought or acquired by the company or with the approval of the shareholders for services rendered or to be rendered to the company ;

To buy, acquire, own, hold, sell, re-issue shares, debentures, bonds or other securities of any company or corporation carrying on in whole or in part a business similar to that of the company and to pay for the above wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, guarantee the payment of the principal, dividends and interests on such shares, bonds, debentures or other securities ; exploit, conduct and manage the properties, franchises, undertakings and businesses of any corporation the shares, bonds, debentures or other securities of which are held by the company for such remu-

sont détenus par la compagnie pour telle rémunération qu'il pourra sembler raisonnable et convenable ;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets similaires à ceux de la compagnie; acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif et les payer totalement ou partiellement en espèces, actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ;

Promouvoir ou aider à promouvoir aucune compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucuns des biens et engagements de la compagnie ou pour aucun autre but qui semblera directement ou indirectement d'une nature avantageuse pour la compagnie et devenir actionnaire d'aucune compagnie subsidiaire, alliée ou autre, exerçant ou ayant pour objet l'exercice d'aucune industrie en tout ou en partie similaire à celle de cette compagnie; conclure les arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec aucune telle personne ou compagnie; prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de telle, partiellement en espèces, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les détenir, vendre, réémettre avec ou sans garantie du principal, des intérêts ou des dividendes ou autrement en disposer ;

Acquérir l'achalandage, biens, droits, actif et assumer tous les arrangements de toute personne, maison ou compagnie endettée envers la compagnie ou exerçant une industrie semblable à celle que la compagnie exerce, et les payer en espèces ou en valeurs de la compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie des biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie pour telle compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets similaires à ceux de la compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exercer, jouir de tous ou aucun des biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs, et privilèges détenus ou en jouissance d'aucune compagnie ou compagnies exerçant ou formées pour exercer en tout ou en partie une industrie semblable à celle que cette compagnie est autorisée d'exercer, soit en son nom ou au nom d'aucune telle personne, maison ou compagnie et payer totalement ou partiellement pour tels biens, franchises, achalandages, droits, pouvoirs et privilèges, en espèces ou, en tout ou en partie, en actions libérées de la compagnie ou autrement, et assumer les engagements d'aucune telle personne, maison ou compagnie ;

Distribuer parmi ses membres, en espèces ou autrement, comme il pourra en être résolu, aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie qui pourrait prendre tout ou partie des biens et des engagements de la compagnie ;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer par paiement en espèces, stock, obligations, parts ou actions acquittées et réglées de la compagnie ou de toute autre manière en faveur de toute personnes ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou à propos de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires ;

neration as may be deemed fit and expedient ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the company ; acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such corporation and to take over the liabilities thereof and to pay for the same, wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To promote or aid in promoting any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company having for object the carrying on of any business or trade altogether or partly similar to that of the company ; to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any such person or company ; to take or otherwise acquire the shares and securities of such company, partly in cash, shares, bonds or other securities of the company and to hold, sell, reissue, with or without warranty as to principal, interests or dividends or otherwise dispose of the same ;

To acquire the goodwill, property, rights, assets and to take over the arrangements of any person, firm or company indebted towards the company or carrying on a business similar to that carried on by the company, and to pay for the same in cash or in securities of the company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the property, rights, franchises and undertakings of the company for such consideration as the company may think fit and especially for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company ;

To buy, lease or otherwise acquire, hold, exercise, enjoy all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any company or companies carrying on or formed for the carrying on, in whole or in part, of a business similar to that which this company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm or company and to pay in whole or in part for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges in cash or, in whole or in part, in paid up shares of the company or otherwise, and to take over the liabilities of any such person, firm or company ;

To distribute among its members, in specie or otherwise, as may be resolved, any of the property of the company, and particularly any shares, bonds, debentures or securities of any other company which may take over the whole or part of the property and liabilities of the company ;

With the approval of the shareholders, remunerate by the payment in cash, stock, bonds, paid up and non-assessable shares of the company or in any other manner, in favor of any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

Faire toutes choses nécessaires, utiles, convenant et convenables à l'accomplissement d'aucune des fins ou pour atteindre un ou plusieurs des objets ci-dessus énumérés ou qui pourront en aucun temps paraître nécessaires à la protection ou aux intérêts de la compagnie ;

Les pouvoirs conférés dans aucun des paragraphes précédents ne seront limités ou restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe ;

Les directeurs de la compagnie seront au nombre de cinq, qui seront élus par les actionnaires de la compagnie en remplacement des trois directeurs provisoires ci-après nommés, sous le nom de "Hochelaga Cement Company, Limited" ;

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de trois millions de piastres ($3,000,000,00), divisé en trente mille (30,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune, dont vingt mille (20,000) actions seront des actions ordinaires et dix mille actions des actions privilégiées ;

Lesdites actions privilégiées seront privilégiées quant au capital des dites actions et aussi quant aux dividendes cumulatifs à raison de neuf pour cent par année. Les actions privilégiées auront droit de vote au même titre que les actions ordinaires, mais quel que soit le nombre autorisé des directeurs de la compagnie, l'un de ces directeurs devra être élu exclusivement par le vote des détenteurs d'actions privilégiées.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
705 C.-J. SIMARD.

To do all things necessary, suitable, convenient and conducive to the attainment of any of the purposes or the accomplishment of one or several of the objects above enumerated, or which may at any time appear necessary for the protection or in the interest of the company ;

The powers granted in any of the foregoing paragraphs shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph ;

The directors of the company shall be five in number and shall be elected by the shareholders of the company in the place of the three provisional directors named below, under the name of "Hochelaga Cement Company, Limited".

The capital stock of the company shall be of three million ($3,000,000.00) dollars, divided into thirty thousand (30,000) shares of one hundred ($100.00) dollars each, of which twenty thousand (20,000) shares shall be common shares and ten thousand (10,000) shares shall be preference shares.

The said preference shares shall be preferred as to capital and cumulative dividends of nine per centum per annum.

The preference shares shall carry the same right to vote as the common shares and whatever may be the number of the authorized directors of the company, one of the directors shall be elected by the holders of preference shares exclusively.

The head office of the corporation, will be at Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,
706 Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Grain & Provision Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1922, constituant en corporation: J.-Placide Girard, J.-Lactance Pouliot, tous deux négociants, de la cité de Québec, et J.-Albert Cadrin, voyageur de commerce, de Saint-Vallier, dans les buts suivants :

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail de grain, farine et provisions;

Vendre à commission tous grains, farine et provisions, sous le nom de "Dominion Grain & Provision Company, Limited", avec un capital total de deux mille piastres ($2,000.00) divisé en cent (100) actions de vingt piastres ($20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
697 C.-J. SIMARD.

"Dominion Grain & Provision Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1922, incorporating: J. Placide Girard, J. Lactance Pouliot, both merchants, of the city of Quebec, and J. Albert Cadrin, commercial traveller, of Saint Vallier, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail merchants of grain, flour and provisions;

To sell on commission all grain, flour and provisions, under the name of "Dominion Grain & Provision Company, Limited", with a total capital stock of two thousand ($2,000.00) dollars, divided into one hundred (100) shares of twenty ($20.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,
698 Assistant Provincial Secretary

"J. A. Perreault, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1922, constituant en corporation : Joseph-Aristide Perreault, Louis-Clovis Fortin, marchands, Jean-Baptiste Lalime, bourgeois; dame Alma Lalime, veuve de Théophitus Galipeau, rentière, Montréal, Joseph-

"J. A. Perreault, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1922, incorporating : Joseph-Aristide Perreault, Louis-Clovis Fortin, merchants; Jean-Baptiste Lalime, gentleman, Dame Alma Lalime, widow of Theophitus Galipeau, independent lady, Montreal, Joseph Sylvio-Per-

Sylvio Perreault, commis, Laval-des-Rapides, district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail de brimborions et de toute marchandise sèche du même genre, ainsi que le commerce d'épicerie en gros et en détail; faire l'importation et l'exportation de brimborions et autres articles de même espèce et nature, ainsi que de toute marchandise sèche; en un mot, agir comme marchands en gros et en détails de tels articles, et acquérir le fonds de commerce maintenant exploité par "J.-A. Perreault & Cie," et le payer soit en argent, soit en parts acquittées, sous le nom de "J.-A. Perreault, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

649 C.-J. SIMARD.

reault, clerk, Laval-des-Rapides, district of Montreal, for the following purposes :

To deal, wholesale and retail in knickknacks and in any dry goods of a like nature, and to carry on a wholesale and retail grocery business; to import and export knickknacks and other like articles as well as any dry goods; generally act as wholesale and retail merchants of all such articles, and to acquire the stock in trade now exploited by "J.-A. Perreault & Cie", and to pay for the same either in cash or in paid up shares, under the name of "J.-A. Perreault, Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand ($49,000.00) dollars, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

650 Assistant Provincial Secretary

"Maple Leaf Bottling Works, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février, 1922, constituant en corporation : E.-Gaudias Gagnon, manufacturier, de Saint-Charles-de-Bellechasse; E.-Alexandre, Boucher, négociant; et Joseph-Napoléon Parent, comptable, ces deux derniers de la cité de Québec; dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de fabricants d'eaux minérales, gazeuses et artificielles et autres boissons; de pourvoyeurs et fournisseurs pour les fêtes et amusements publics en général; de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, théâtres, tavernes, lieux et rafraîchissements et autres semblables;

Fonder, aider à fonder et devenir actionnaire dans toute compagnie filiale ou autre exerçant une industrie semblable ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Etablir en tous endroits que la compagnie jugera à propos des succursales, agences pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur, y compris la vente de la bière, des vins et autres boissons alcooliques ou non alcooliques dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles, et autres breuvages, et obtenir à ces fins une ou des licences de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent, en obligations, valeurs ou titres de la présente compagnie totalement ou partiellement acquittés ;

Organiser une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acquérir et assumer l'actif et le passif de l'entreprise actuellement exploitée sous le nom de "Maple Leaf Mineral Water, Registered" ;

"Maple Leaf Bottling Works, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1922, incorporating : E.-Gaudias Gagnon, manufacturer, of Saint-Charles-de-Bellechasse; E. Alexandre Boucher, merchant; and Joseph Napoléon Parent, accountant, the last two of the city of Quebec; for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of mineral, aerated and artificial waters and other beverages; caterers and purveyors for feasts and public amusements in general; keepers of hotels restaurants, cafes, theatres, taverns, refreshment rooms and like establishments ;

To promote, assist in promoting and to become a shareholder in any subsidiary or other company carrying on a business similar or partly similar to that of the company ;

To establish at any place which the company may think fit, branches, agencies for any kind of trade or business carried on by the company ;

To carry on generally and in all its branches the business of restaurateur, including the sale of beer, wines and other alcoholic or non-alcoholic beverages, the sale of which is now or may be in the future allowed by the laws of the Province of Quebec, as well as aerated, mineral, artificial waters and other beverages, and to obtain for the above purposes one or more club licenses or any other license which may be deemed expedient for the purposes of the undertaking ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, company or corporation carrying on any business which the present company is authorized to carry on, and to pay for the above in cash, bonds, securities or titles of the present company, fully or partly paid up ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company;

To acquire and take over the assets and liabilities of the undertaking presently carried under the name of "Maple Leaf Mineral Water, Registered."

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucune des licences ou permis de la compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "Maple Leaf Bottling Works, Limited", avec un capital total de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

653 ALEXANDRE DESMEULES.

To carry on any other business which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly enhance the value of any of the licenses or permits of the company or render them profitable, under the name of "Maple Leaf Bottling Works, Limited", with a total capital stock of fifty thousand ($50,000.00) dollars, divided into one thousand (1,000) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES,

654 Acting assistant Provincial Secretary.

"Lamothe & Vachon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1922, constituant en corporation : Henri-Médéric Lamothe, Joseph-Oscar Vachon, marchands, Georges Boivin, entrepreneur, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général de ferronneries, quincailleries, huiles et peintures et toutes autres choses s'y rapportant, agir comme courtiers, facteurs ou agents, et exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales, vendre, acheter, échanger, arrenter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie ou pour la compagnie, en tout ou en partie, faire toutes autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre à toutes personnes et compagnies faisant commerce semblable, sous le nom de "Lamothe & Vachon, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province.

783 C.-J. SIMARD.

"Lamothe & Vachon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenih day of February, 1922, incorporating : Henri Médéric Lamothe, Josep Oscar Vachon, merchants, Georges Boivin, contractor, all of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in shelf and heavy hardware, oils and paints and in any other goods incidental thereto, act as brokers, factors or agents, and to carry on generally any other kind of commercial undertakings, sell, buy, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company or for the company, in whole or in part, do all other things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects and purposes, to amalgamate with any persons or companies carrying on a similar business, under the name of "Lamothe & Vachon, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

784 Assistant Provincial Secretary.

"Society Publishing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février, 1922, constituant en corporation : George-Adélard Morrison, Egbert-William Westover, avocats, de la cité de Montréal, et Jacques Marchand, secrétaire, de la cité de Saint-Lambert, aux fins suivantes :

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs de livres, magasines, périodiques, papiers-nouvelles, journaux, revues, pamphlets, les faire circuler et vendre ;

Acheter et vendre de l'espace ou des privilèges de publicité, acquérir et exploiter des franchises pour fins de publicité, pour acheter ou vendre des privilèges de publicité, et généralement se livrer aux affaires générales de publicité ;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute catégorie et descriptions d'enseignes, cartes d'annonces, de la bimbeloterie, écussons, boutons, calendriers ou plan et généralement d'objets spéciaux de toute espèces à servir pour fins commerciales et autres ;

"Society Publishing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1922, incorporating : George Adelard Morrison, Egbert William Westover, advocates, of the city of Montreal, and Jacques Marchand, secretary, of the city of Saint Lambert, for the following purposes :

To carry on business as printers and publishers of books, magazines, periodicals, newspapers, journals, reviews, phamphlets, to circulate and sell the same ;

To buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling advertising privileges and generally to carry on a general advertising business ;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show-card, novelty, badge, button, calendar or device and generally in specialities of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes ;

Agir comme agents pour syndicats récents, éditeurs et imprimeurs ;

Solliciter, acquérir par achat ou autrement et disposer du droit de reproduction d'aucun livre, article, d'aucune historiette, ou autre matière imprimée reproductrice d'autres ;

Préparer, acquérir ou acheter et disposer d'œuvres littéraires et scientifiques, traductions et compositions.

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement disposer de clichés, matrices, bases, caractères, imprimeries ou aucune autre machine en usage dans les établissements typographiques ;

Faire des concours relatifs aux contributions à être insérées dans aucune publication ou relatifs à l'augmentation de la circulation, ou à aucune publication, offrir des prix, récompenses ou primes, aux conditions estimées convenables ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, de l'actif et de l'entreprise de la compagnie moyennant les prix dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, en espèces ou en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, débentures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer ;

Faire tous les contrats nécessaires, et généralement faire tout ce qui est indispensable ou nécessaire à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée ;

Les pouvoirs mentionnés aux présentes ne seront pas interprétés comme limitant d'aucune manière les pouvoirs de la compagnie dans la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée ;

A compter de la première assemblée générale des actionnaires de la compagnie, ses affaires seront gérées par un conseil de trois directeurs jusqu'au temps où le nombre en sera duement changé par règlement, tel que prévu en loi, sous le nom de "Society Publishing Company, Limited", avec un fonds social total de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

787 C.-J. SIMARD.

To act as agents for new syndicates, publishers and printers ;

To apply for, acquire by purchase or otherwise and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copyrighted others ;

To prepare, acquire or purchase and dispose of any literary and scientific works, translations or compositions ;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise of ready prints, patent plates, bases, types, printing machinery or any other machinery for use in printing establishment ;

To establish competitions in respect of contributions for insertions in any publication or in respect to increasing circulation or any publication and to offer prizes, rewards or premiums on such terms as may be expedient ;

To sell, lease or otherwise dispose of all the properties, assets and undertaking of the company or any part or parts thereof, for such considerations as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar to those of this company, in specie or in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To enter in all necessary contracts and generally to do everything requisite or necessary for carrying out the objects for which the present company is incorporated ;

The powers herein enumerated are not to be construed as limitative in any way of the powers of the company in carrying out the purposes for which the company is incorporated ;

From the date of the first general meeting of the shareholders of the company, its affairs shall be managed by a board of three directors until such time as the number thereof be duly changed by by-law as provided by law, under the name of "Society Publishing Company, Limited", with total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the corporation, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

788 Assistant Provincial Secretary.

"B. Trudel & Cie".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1922, constituant en corporation : Benoit Trudel, industriel; Joseph-Henri Trudel, comptable; Jean Trudel, avocat, tous trois de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter et vendre les machineries, instruments, appareils, agrès, outils, matériaux, réceptacles; les substances, essences, ingrédients, et autres produits servant à la préparation, transformation, fabrication et à l'empaquetage des produits et sous-produits du lait et généralement en faire le commerce en gros et en détail.

Fabriquer, acheter et vendre les machineries, instruments, appareils, agrès, outils, matériaux, et accessoires servant à l'installation et l'exploitation des moulins à scie et à farine, des usines

"B. Trudel & Cie".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1922, incorporating: Benoit Trudel, manufacturer; Joseph Henri Trudel, accountant; Jean Trudel, advocate, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell the machinery, instruments, implements, apparatuses, tools, materials, receptacles, substances, extracts, ingredients, and other products used in the preparation, transformation, manufacture and packing of milk products and by-products, and generally deal therewith wholesale and retail;

To manufacture, buy and sell the machinery, instruments, implements, tools, materials, and accessories used in the installation and operation of saw-mills and flour-mills, shops and plants of

et établissements du même genre, et généralement en faire le commerce en gros et en détail;

Fabriquer, acheter et vendre les instruments aratoires, les outils, appareils et accessoires employés dans une exploitation agricole et en faire le commerce en gros et en détail;

Fabriquer, transformer, acheter et vendre en gros et en détail le beurre, le fromage, le lait condensé et en poudre, la crème à la glace, les produits alimentaires, substances, breuvages, ou la crème et le lait, ou les dérivés ou les sous-produits d'iceux entrent pour partie;

Faire le commerce en gros et en detail des grains, des fruits, des œufs, des volailles, des bestiaux de ferme sur pied ou abattus, généralement de tous les produits agricoles;

Extraire, fabriquer, transformer, préparer, composer les produits et sous-produits du pétrole, les huiles lubrifiantes, les graisses et généralement en faire commerce en gros et en détail;

Agir comme principal ou agent pour l'une ou quelques-unes des fins se rapportant audit commerce ou à ladite industrie;

Acheter la clientèle, l'achalandage, l'actif, et assumer le passif du commerce et de l'industrie actuellement exploités par la raison sociale "B. Trudel & Cie", et en payer le prix total ou partiel en argent, actions libérées, obligations ou autres titres de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, ériger, construire, exploiter des glacières, des réfrigérateurs, des entrepôts frigorifiques, des élévateurs, des fabriques, des magasins, des boutiques de réparages, généralement tous bâtiments et usines nécessaires audit commerce et à ladite industrie;

Acheter ou autrement acquérir, demander, obtenir des brevets, franchises, lettres patentes ou autres titres semblables, conférant des droits ou privilèges exclusifs à des formules, recettes, procédés, marques de commerce, droits d'auteur, inventions, se rapportant à l'un des objets de la compagnie, et les utiliser, exploiter, vendre ou autrement céder, louer, de toute façon qui sera jugée avantageuse pour la compagnie;

Exploiter tout commerce, toute industrie que la compagnie jugera à propos d'entreprendre en rapport avec l'un des objets ci-dessus énumérés, promouvoir ou aider toute compagnie voulant exploiter ou exploitant une industrie ou un commerce en tout ou en partie identique;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou partie des biens mobiliers ou immobiliers, privilèges, droits de toute personne, société ou compagnie exploitant un commerce ou une industrie en tout ou en partie semblable, et payer pour telle acquisition en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres titres de la compagnie;

Vendre ou autrement céder, louer, échanger la totalité ou partie des droits, franchises, entreprises et généralement des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour telle considération qui sera jugée convenable, en particulier pour des actions, obligations ou autres titres de toute compagnie ayant en tout ou en partie un objet identique;

S'associer, se fusionner par achat, vente ou autrement avec toutes compagnies, sociétés, ou personnes exploitant un commerce ou une industrie en tout ou en partie identique et faire des avances de deniers à toutes telles compagnies, sociétés ou personnes, garantir leurs entreprises ou les aider de toute autre manière;

Souscrire ou autrement acquérir des actions et titres de toute autre compagnie ayant en tout ou

the same kind, and generally deal therewith, wholesale and retail;

To manufacture,buy and sell the farm implements, tools, apparatuses and accessories used in farming operations and to deal therewith, wholesale and retail;

To manufacture, transform, buy and sell, wholesale and retail, butter, cheese, condensed and powder milk, ice cream, alimentary products, substances and beverages in which cream and, milk or the derivatives or by-products thereof enter for a part;

To deal wholesale and retail in grain, fruit, eggs, poultry, farm cattle on the hoof or slaughtered, and generally in all farm produce;

To extract, manufacture, transform, prepare, compound the products and by-products of oil, petroleum, lubricating oils, fats, and generally deal therewith, wholesale and retail;

To act as principal or agent for any or several of the objects incidental to the said business or trade;

To buy the goodwill, custom, assets, and take over the liabilities of the business and industry presently carried on by the partnership "B. Trudel & Cie", and to pay for the same in full or in part in cash, paid up shares, bonds or other securities of the company;

To acquire by purchase or otherwise, erect, construct, operate ice-houses, refrigerating and cold storage plants, elevators, factories, stores, repair shops, and generally all buildings and shops necessary for the said business and industry;

To buy or otherwise acquire, apply for, obtain patents, franchises, letters patent, or other similar titles conferring exclusive rights or privileges to formulas, recipes, processes, trade marks, copyrights, inventions connected with any of the objects of the company, and to utilize, exploit, sell or otherwise assign, lease the same in any manner deemed advantageous for the company;

To carry on any business and trade which the company may think fit to undertake in connection with any of the aforementioned objects, to promote or assist any company desiring to carry on or carrying on any business or trade in whole or in part similar to its own;

To buy or otherwise acquire the whole or part of the moveable or immoveable property, privileges, rights of any person, partnership or company carrying on a wholly or partly similar business or trade, and to pay for such acquisition wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To sell or otherwise assign, lease, exchange the whole or part of the rights, franchises, undertakings and in general the moveable or immoveable property of the company for such consideration as may be deemed fit, and in particular for shares, bonds or other securities of any company having in whole or in part a similar object;

To associate, amalgamate by purchase, sale or otherwise with any companies, partnerships or persons carrying on a wholly or partly similar business or trade and to make advances of money to any such companies, partnerships or persons, guarantee their undertakings or assist them in any other way;

To subscribe for or otherwise acquire shares or other securities of any other company having

en partie un but identique, et en disposer de toute façon qui sera jugée avantageuse;

Emettre et donner des actions entièrement libérées, des obligations ou autres titres de la compagnie en paiement total ou partiel du prix de biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie à quelque titre que ce soit; du prix de toutes actions, obligations et titres d'autres compagnies ou corporations; du prix de toutes licences, de tout bail, privilège, exercés par la compagnie; de tout travail fait ou à faire pour la compagnie et de tout service à elle rendu ou à être rendu;

Généralement faire tous actes et opérations, exercer tous pouvoirs propres à atteindre les fins de la compagnie, sous le nom de "B. Trudel & Cie", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

703 C.-J. SIMARD.

to issue and hand over fully or partly paid up shares, bonds or other securities of the company in full or part payment of the price of any moveable or immoveable property acquired by the company under any title whatever; the price of any shares, bonds and securities of any other companies or corporations; the price of any licenses, lease, privilege, exersised by the company; of any work done or to be done for the company and of any service rendered or to be rendered to the company;

Generally to do all acts and operations, exercise all powers conducive to the attainment of the company's purposes, under the name of "B. Trudel & Cie", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand ($199,000.00), dollars, divided into one thousand nine hundred and ninety (1,990) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

704 Assistant Provincial Secretary.

" The Thomas J. Dyer Company, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1922, constituant en corporation: honorable William James Shaughnessy, Chilion Graves Heward, conseils du Roi, Rufus Clement Holden, jnr., avocat, Alfred Boreham Wright, et Bruce Forbes, sténographes, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme plombiers, fabricants, entrepreneurs en plomberie et posage d'appareils et accessoires de plomberie dite hygiénique, de systèmes de chauffages et de ventilation, d'accessoires, tuyaux, apprêts, appareils et réparations d'accessoires de chauffage, d'éclairage, de gaz ou d'hydrauliques, comme entrepreneurs généraux et constructeurs;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et détenir, utiliser (à bail, sous licence ou autrement), aussi exercer, développer, introduire et vendre, céder, louer, accorder des permis y relatifs, ou autrement aliéner ou faire valoir les patentes, droits brevetés, marques de commerce, inventions, droits d'auteur, données de génie, dessins, plans, renseignements, licences, droits de concession, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, procédé, à aucune matière ou chose paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir d'aucune manière, et posséder, détenir, vendre avec ou sans garantie et négocier des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune corporation, compagnie ou entreprises dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie, ou aucun commerce propre à être exercé de manière

"The Thomas J. Dyer Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1922, incorporating: Honourable William James Shaughnessy, Chilion Graves Heward, King's Counsels, Rufus Clement Holden, jnr, advocate, Alfred Boreham Wright, and Bruce Forbes, stenographers, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the perpective businesses of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sanitary fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heat, light, gas or water supplies, general contractors and builders;

To apply for, purchase or otherwise acquire and hold, use (on lease, license or otherwise) and exercise, develop and introduce and sell, assign, lease, grant licenses in respect of or otherwise dispose of or turn to account any patents, patent rights, trade marks, inventions, copyrights, engineering data, drawing, designs, information, licenses, licensing rights, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information, as to any invention, process, matter or thing which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To take, purchase or otherwise acquire in any way and to own, hold, sell with or without warranty and deal in shares, debentures, bonds or other securities of any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on business similar to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pro-

à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi promouvoir, contribuer à, subventionner, ou autrement aider aucune telle corporation ou entreprise;

S'amalgamer ou conclure d'autres arrangements pratiques avec aucune personne, compagnie ou entreprise exerçant aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi administrer, exploiter et gérer la propriété, les entreprises et affaires d'aucun tel commerce, et l'acquérir avec son achalandage, des droits, le passif et les autres accessoires par achat, bail ou autrement;

Emettre, distribuer et livrer, comme entièrement libérées et non-sujettes à appel, les actions, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie en paiement intégral ou partiel des titres, droits ou choses qu'elle peut acquérir, en paiement intégral ou partiel des services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation, lancement, son commerce, ou autre chose;

Vendre, louer ou autrement disposer ou trafiquer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie, de son actif, de l'achalandage, des droits et obligations d'aucune espèce, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, y compris des actions, débentures et autres titres d'aucune autre corporation dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie, distribuer aussi à ses actionnaires ces valeurs ou autres considérations ainsi reçues;

Acquérir l'achalandage, la propriété, les droits et l'actif, en assumant ou non les obligations d'aucune personne, firme, corporation ou entreprise endettée envers la compagnie ou transigeant aucune affaire semblable à celle transigée par la compagnie, ou propre à être exercée directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie; les payer en argent ou en actions entièrement libérées et non-sujettes à appel, ou en valeurs de la présente compagnie, ou autrement;

Consentir des avances, garantir les obligations, les contrats ou autrement aider d'aucune manière toute compagnie dont les actions du capital, les bons ou autres obligations sont détenues en tout ou en partie par la présente compagnie; faire aussi tout acte, toute chose propre à conserver, améliorer ou accroître la valeur de ces actions, bons ou obligations; et avancer de l'argent de la même manière, garantir les contrats, ou autrement aider aucune personne, firme ou compagnie en affaires avec la compagnie, ou endettée envers elle;

Conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque conjoint, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne, compagnie ou entreprise exerçant ou se proposant d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire ou contributaire dans aucune telle compagnie ou entreprise, en acheter ou acquérir les actions et titres, aussi les détenir, vendre, réémettre ou autrement en disposer;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations avec la compagnie, placer les fonds ou valeurs disponibles pour les fins de la compagnie, et en disposer de la manière estimée judicieuse;

Conclure, avec aucun pouvoir ou gouvernement municipal, local ou autre, aucun arrangement paraissant approprié aux objets de la compagnie, et obtenir de tout pouvoir ou gouvernement municipal, local ou autre, tout droit, privilège et concession qui peuvent paraître propres à favoriser les objets de la compagnie;

mote and contribute to or subsidise or otherwise assist any such corporation or enterprise;

To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its goodwill, rights, liabilities and other accessories by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any securities, rights or things that it can acquire in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with its promotion and organisation or its business or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and goodwill, and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company and to distribute among its shareholders any such securities or other considerations so received;

To acquire the goodwill, property, rights and assets, either with or without assuming the liabilities, of any person, firm, corporation or enterprise indebted of the company or transacting any business similar to that transacted by the company or capable of being conducted directly or indirectly to benefit the company; and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

To make advances to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held in whole or in part by this company; and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, company or enterprise carrying on or proposing to carry on any business which this company is authorized to carry on or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder or participator in any such company or enterprise and to purchase or acquire the shares and securities thereof, and to hold, sell, re-issue or otherwise deal with the same;

To lend money to persons or companies having dealings with the company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the

pagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de cette autorité les droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'on croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits et avantages, aussi faire licencier, enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes, faire tous actes et choses qui paraîtront avantageux pour, selon les lois de ce pays, représenter la compagnie, et la mettre en état d'efficacement exercer son commerce ou d'y transiger ses affaires là ou ailleurs;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger ou autrement disposer ou trafiquer des biens-fonds, terrains, bâtisses, autres propriétés ou droits nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des commerces de la compagnie;

Payer tous les frais connexes à l'obtention de la charte de constitution en corporation, se rattachant à la formation et à l'organisation de la compagnie, faire aussi toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie des entreprises, valeurs, droits ou obligations de la présente compagnie, ou pour aucuns autres objets qui paraîtront susceptibles de profiter à la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surintendants ou en une autre qualité et par l'entremise de fiduciaires, d'agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, faire aussi toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Thomas J. Dyer Company, Limited", avec un fonds social total de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

711 C.-J. SIMARD.

company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognised in any foreign country and to designate persons therein and to do such acts and things as may be expedient under the laws of such country to represent the company and to enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell, improve, manage, develop, exchange or otherwise dispose of or deal with any real estate, lands, buildings or other property or rights necessary or useful for the carrying on of any of the company's business;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organisation of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Thomas J. Dyer Company, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1922.

C. J. SIMARD,

712 Assistant Provincial Secretary.

"E.-D. Ouellet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février, 1922, constituant en corporation : François-Désiré alias Emile-Désiré Ouellet, maître-boulanger, Trefflé Bérubé, employé de chemin de fer, Emile Bérubé, ingénieur stationnaire ; Emile Ouellet, fils, journalier ; et Joseph Bouchard, commis, tous de la cité de Rivière-du-Loup ; dans les buts suivants :

Exercer le métier général de boulanger et exercer le négoce et faire le commerce général de manufacturier et de marchands en gros et en détail de toutes sortes de pains, biscuits, pâtisseries et confiseries, de sucre, de tabacs, cigares, cigarettes, pipes et toutes espèces d'articles analogues, grains, farine, fruits, provisions, produits alimentaires, liqueurs douces, épiceries, et tous autres produits et articles du même genre ou

"E.-D. Ouellet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1922, incorporating : François Désiré alias Emile Désiré Ouellet, master-baker, Trefflé Bérubé, railway employee, Emile Bérube, stationary engineer ; Emile Ouellet, jr., laborer, and Joseph Bouchard, clerk, all of the city of Rivière-du-Loup, for the following purposes :

To carry on the trade of bakers and the trade and general business of manufacturer and wholesale and retail merchants of all kinds of bread, biscuits, pastry, confectionery, sugar, tobacco, cigars, cigarettes, pipes and all other similar products, grain, flour, fruits, provisions, alimentary products, soft drinks, groceries and all other products and articles of a like nature or manufactured or sold ordinarily by the manufacturers or

fabriqués ou vendus habituellement par ceux qui fabriquent ou qui vendent les produits ou articles ci-dessus ou quelqu'un d'entreux ;

Exercer le négoce de commerçant de bonbons, chocolats, crème à la glace, thés, cafés et autres épiceries, médicaments brevetés en gros et en détail, et généralement faire tous actes, toutes transactions et se rattachant à l'exercice de tel négoce et commerce ;

Faire affaire comme agents, manufacturiers, importateurs, exportateurs, producteurs, acheteurs, vendeurs des articles ci-dessus énumérés et autres quelconques, se rapportant au commerce et négoce ci-dessus ;

Exercer le négoce de commerçants d'automobiles et de leurs accessoires, de gazoline, d'huiles, et de tous articles, accessoires et parties d'automobiles ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, le commerce, la propriété moibilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, droits, privilèges, contrats, entreprises, associations, compagnies ou corporations exerçant un commerce semblable à icelui, les payer en argent ou en débentures ou en obligations, ou actions acquittées de la compagnie ;

Accepter (pour le recouvrement de créances), recevoir des immeubles et hypothèques en paiement de telles créances, ou dettes existantes ou en garantie d'icelles ;

Louer, vendre ou autrement disposer de tout ou de partie du commerce, de la propriété et entreprises de la compagnie, moyennant le prix qu'elle jugera convenable de même que pour les conditions de paiement, garanties ou autre cause ;

Faire aucunes conventions ou arrangements par l'union, la fusion, l'association ou le partage des bénéfices, l'union des intérêts, concessions réciproques ou coopérations, gestion d'affaires avec aucune personne, communauté, société, compagnies, corporations, exerçant ou sur le point d'cexercer un commerce semblable avec la présente compagnie ou s'y rattachant ;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera convenables pour les fins de son commerce et en aucun temps, et aussi souvent qu'elle jugera à propos, et faire lesdits emprunts sous les termes, conditions et garanties et hypothèques que jugera convenables la compagnie ;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement d'aucunes marchandises, propriétés, mobilières qu'elles pourra détenir ou qu'elle détiendra ou services rendus ou futurs ;

Acheter ou autrement détenir, louer, vendre ou autrement disposer des propriétés mobilières ou immobilières, de droits, privilèges, concessions, patentes, plans, marques, ou noms de commerce, qui peuvent être utiles à l'exercice du commerce et de l'industrie de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "E.-D. Ouellet, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

719 C.-J. SIMARD.

sellers of the above products or articles or any of them ;

To carry on the business of dealer, in bonbons, chocolates, ice cream, teas, coffees, and other groceries, patented medicines wholesale and retail and generally do all acts and transactions incidental to the carrying on of such trade and business ;

To carry on the business of agents, manufacturers, importers, exporters, producers, buyers, sellers of the above mentioned or other articles whatever connected with the above trade and business ;

To carry on the business of dealers in automobiles and the accessories thereof, gasoline, oils and all automobile supplies, accessories and parts ;

To acquire by purchase, lease or otherwise the business, moveable or immoveable property, assets, goodwill, rights, privileges, contracts, undertakings, associations, companies or corporations carrying on a business similar to that of the company, and to pay for the above in cash, or in debentures, bonds or paid up shares of the company ;

To accept (for the recovery of its claims), receive immoveables and hypothecs in payment of such claims or existing debts or as the security thereof ;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or part of business, property and undertaking of the company for such price it may think expedient, and likewise as to the conditions of payment, guaranties or other causes ;

To enter into any agreements or arrangements for union, amalgamation, association or sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operations, management of business with any person, community, partnership, companies, corporations carrying on or about to carry on a similar business to that of the present company or incidental thereto ;

To borrow all amounts which the company may think expedient for the purposes of its business and that at any time and as often as it may think fit, and to contract the said loans under the terms, conditions and securities and hypothecs the company may think suitable ;

To issue paid up shares of the company in payment of any merchandise, moveable property it may hold or will hold or for services rendered or to be rendered ;

To buy or otherwise acquire, hold, lease, sell or otherwise dispose of the moveable or immovable property, rights, privileges, concessions, patents, plans, trade-marks or names which may be useful for the carrying on of the business and trade of the company ;

To do all other things incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "E. D. Ouellet, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The principal place of the corporation will be the city of Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

720 Assistant Provincial Secretary.

"Beaver Trading Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février, 1922, constituant en corporation : Jean-Charles Duhamel, commerçant ; Georges-Marie Duhamel, comptable, Joseph-Dugas Duhamel, employé civil, tous de Montréal ; dans les buts suivants :

Commissionnaires en gros, agents ou représentants de maisons de commerce, et toute autre opérations commerciale quelconque ;

Fabrication et embouteillage de parfums, poudres, savons et tous autres objets de toilette, et de tout produit pharmaceutique à l'exclusion des drogues ou poisons énumérés dans la cédule A aux articles 5007, 5008, 5009, 5014 et 5018 des Statuts refondus de Québec, 1909 ;

Détenir, acquérir, louer et vendre tous brevets, marques de commerce ou autres privilèges se rapportant à la fabrication desdits objets de toilette ou produits pharmaceutiques à l'exclusion des drogues ou poisons énumérés dans la cédule A aux articles 5007, 5008, 5009, 5014 et 5018 des Statuts refondus de Québec, 1909, sous le nom de "Beaver Trading Company," avec avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

777 C.-J. SIMARD.

"Beaver Trading Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1922, incorporating : Jean Charles Duhamel, trader, Georges Marie Duhamel, accountant, Joseph Dugas Duhamel, civil employee, all three of Montreal, for the following purposes :

Wholesale commission merchants, agents or representatives of business houses and any other mercantile operations whatever ;

The manufacturing and bottling of perfumes, powders, soaps and any other toilet articles, and any pharmaceutical products, with the exception of drugs or poisons enumerated in schedule A, annexed to articles 5007, 5008, 5009, 5014 and 5018 of the Quebec Revised Statutes, 1909 ;

To hold, acquire, lease and sell any patents, trade marks, or other privileges connected with the manufacture of the said toilet articles or pharmaceutical products with the exception of the drugs or poisons enumerated in the Schedule A, annexed to articles 5007, 5008, 5009, 5014 and 5018 of the Quebec Revised Statutes, 1909, under the name of "Beaver Trading Company," with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the corporation, will be in the town of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

778 Assistant Provincial Secretary.

"Prima, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1922, constituant en corporation : Joseph Leclerc, comptable, Antoine Rochette, employé civil, Cirice Gagnon, commis de banque, tous de Québec, dans les buts suivants :

Exploiter tous systèmes propres à promouvoir la vente de certaines marchandises en particulier et de toutes les marchandises en général ;

Acquérir tous brevets, droit de brevets, plans de vente, appareils, dispositifs, royautés exclusives ou partielles, propres à atteindre ces fins ;

Acheter des espaces et privilèges de publicité et les vendre ;

Acquérir et exploiter des franchises pour fins de publication pour l'achat ou la vente de privilèges d'annonces ;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous commerces, marques de commerce, brevets, licences, concessions, exploitations, royautés et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, de s'en servir ou de toute information secrète ou autre sujet de toute invention pouvant être employée pour toutes les fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou information ainsi acquis ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, utiliser, occuper et jouir de, vendre, louer ou autrement aliéner ou faire valoir aucuns terrains ou bâtiments et généralement acheter, prendre à

"Prima, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1922, incorporating : Joseph Leclerc, accountant, Antoine Rochette, civil employee, Cirice Gagnon, bank clerk, all of Quebec, for the following purposes :

To exploit any systems calculated to promote the sale of certain merchandise in particular and of all merchandise in general ;

To acquire any patents, patent rights, sales plans, apparatuses, appliances, exclusive and partial royalties, suitable for the attainment of these purposes ;

To buy advertising spaces and privileges and sell the same ;

To acquire and exploit franchises for advertising purposes or the purchase or sale of advertising privileges ;

To apply for, buy or otherwise acquire any business, trade marks, patents, licenses, concessions, exploitations, royalties and the like conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention capable of being used for any of the company's purposes or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to utilize, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or informations so acquired ;

To buy, lease or otherwise acquire and hold, utilize, occupy and enjoy, sell, lease or otherwise alienate or turn to account any lands or buildings, and generally buy, take on lease or otherwise

bail ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, des avantages, licences, franchises, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations ;

Payer totalement ou partiellement en numéraire ou en actions entièrement acquittées, ou par des bons, débentures, ou d'autres obligations de la compagnie ou d'autres valeurs, tous achats, acquisitions, concessions accordées à la compagnie, jouissances, locations, prises à bail, ou toutes autres valeurs acquises par la compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir des actions, obligations, débentures ou d'autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie, et les payer en tout ou en partie en actions entièrement libérées, en obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, aussi détenir, vendre ou autrement négocier les actions, obligations, débentures ou d'autres valeurs ainsi acquises, et durant détention exercer tous droit et pouvoirs de propriété qu'elles confèrent, y compris le droit de vote, garantir le paiement du capital, des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, organiser aussi aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ou propres directement ou indirectement à profiter à la corporation ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, et souscrire ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, les détenir ou réémettre, avec ou sans garantie du capital et des intérêts, ou autrement les négocier ou en disposer ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, subventionner au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune compagnie ou corporation dans le capital de laquelle la compagnie possède des actions, ou aucune compagnie, corporation ou personne avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, ou aucune compagnie, corporation ou personne exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires que la corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, et agir comme employeur, agent ou administrateur d'aucune telle compagnie, corporation ou personne, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par aucune autre personne avec laquelle la compagnie pourra avoir des relations d'affaires ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point de s'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, compagnie ou corporation, souscrire aussi ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie ou corporation, et les vendre, les détenir, les émettre ou réémettre

acquire any real or personal property, advantages, licenses, franchises, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its undertakings ;

To pay in whole or in part in cash or in fully paid up shares, bonds, debentures or other obligations of the company or other securities, for any purchases, acquisitions, concessions granted to the company, enjoyments, leases, rents or other securities acquired by the company ;

To subscribe for, buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures or other securities of any corporation or company, and to pay for the same wholly or partly in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, also hold, sell or otherwise deal with shares, bonds, debentures or other securities so acquired, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership attached thereto, including voting power, guarantee the payment of the principal, dividends and interests on the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, promote also any other company or corporation the objects of which are similar to those of the present company or calculated to directly or indirectly benefit the corporation ;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the present corporation is authorized to carry on or engage in, and to subscribe for or otherwise acquire the shares or other securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without warranty as to principal or interests, or otherwise deal with the same ;

To raise or assist in raising monies, subsidize by way of bonuses, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any person or corporation in the capital stock of which the company holds shares, or any company, corporation or person with which the company may have business dealings, or any company, corporation or person carrying on, engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the corporation is authorized to carry on or engage in, and to act as employer, agent, administrator of any such company, corporation or person, guarantee also the performance of contracts by any such company, corporation or person with which the company may have business dealings ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the corporation, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such person, company or corporation, subscribe for or otherwise acquire the shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, issue or re-issue with or without warranty as to principal or interests, or otherwise deal with or

avec ou sans garantie du capital ou des intérêts, ou autrement les négocier ou en disposer ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et avoir la possession, l'exercice, la jouissance, en son propre nom ou au nom des personnes, sociétés, compagnies ou corporations auxquelles il est ci-dessus référé, de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société, compagnie ou corporation exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce totalement ou partiellement semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, et payer ces propriétés, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges, totalement ou partiellement en numéraire ou en valeur, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie, et exercer les droits, pouvoirs et franchises d'aucune corporation dont le capital-action est possédé ou contrôlé par la compagnie, au nom d'aucune telle compagnie, ou au nom de la corporation ;

Affecter la totalité ou aucune partie des deniers de la compagnie à l'achat d'actions dans aucune autre corporation, ou à l'acquisition des valeurs et de l'achalandage d'aucunes sociétés ou personnes exerçant aucun négoce ou commerce quelconque, et payer tout cela totalement ou partiellement en actions libérées de son capital, en numéraire ou en obligations de la compagnie ou autrement, tel que jugé convenable;

Payer toutes les dépenses de formation, enregistrement et organisation de la compagnie, rémunérer aucune personne ou corporation pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, ou d'aucunes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans où à l'occasion de la formation de la corporation, ou la gestion des affaires de la compagnie, et ce totalement ou partiellement en numéraire, ou en actions entièrement acquittées, ou par des bons, ou débentures, ou d'autres obligations de la compagnie ou toutes autres valeurs ;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune autre compagnie ou entreprise dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, et à cette fin nommer et rémunérer aucuns directeurs, comptables, autres experts ou agents, acquérir aussi et exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le négoce ou les objets de la corporation, ou propre directement ou indirectement à accroitre la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière que les directeurs de la corporation détermineront de temps à autre ;

Vendre, louer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la propriété, des droits, franchises et de l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que les directeurs de la corporation jugeront convenable, et spécialement pour ces actions libérées, des obligations, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change-

dispose of the same;

To buy, lease or otherwise acquire and own, exercise, enjoy in its own name or in the na re of the persons, partnerships, companies or corporations mentioned above, the whole or any part of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, partnership, company or corporation carrying on or formed for the carrying on of any business altogether or partly similar to that which the present corporation is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, wholly or partly, in cash or in securities, wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, to take over also the liabilities of any such person, partnership or company, and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation the capital stock of which is held or controlled by the company, in the name of any such company, or in the name of the corporation;

To apply the whole or any part of the funds of the company to the purchase of shares in any other corporation, or the acquisition of securities and goodwill of any partnerships or persons carrying on any business or trade whatever, and to pay for the whole of the above, wholly or partly, in paid up shares of its capital stock, in cash or in bonds of the company or otherwise, as may be deemed fit;

To pay all expenses incurred about the formation, registration and organization of the company, remunerate any person or corporation for services rendered or to be rendered in causing the subscription, aiding in the placing or guaranteeing the placing of any of the company's shares, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation of the corporation or the management of the business of the company, and that fully or partly in cash, or in fully paid up shares, or bonds, debentures or other securities of the company or any other securities;

To take part in the management, supervision and control of the business and operations of any other company, or undertakings the objects of which are wholly or partly similar to those of the corporation, and to that end to appoint and remunerate any directors, accountants, other experts or agents, also acquire and carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business and objects of the corporation, or calculated to directly or indirectly enhance the value or render profitable the company's property or rights;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as the directors of the corporation may from time to time determine;

To sell, lease, exchange, alienate, turn to account or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, in whole or in part, for such price as the directors of the company may think fit, and especially for paid up shares, bonds, debentures or securities of any other company the objects of which are altogether or part similar to those of the present corporation;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, bills of exchange,

ge, connaissements, récépissés d'entrepôts, mandats, ainsi que d'autres instruments négociables ou transférables ;

Prêter de l'argent et faire des avances en numéraire aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle corporation ou personne ;

Effectuer tous les paiements que la compagnie pourrait être appelée à faire en aucun temps dans l'exercice de son commerce ou dans la jouissance d'aucuns des privilèges accordés par l'un quelconque de ces paragraphes, totalement ou particlement, en numéraire, ou en actions entièrement acquittées, ou par des bons, débentures, ou d'autres obligations de la compagnie, ou toutes autres valeurs ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la corporation, à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui achètera ou assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges, et faire aussi tous les autres actes et choses qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets ci-haut, ou à aucun d'iceux, faire toutes les choses susdites ou aucunes d'icelles comme principaux agents, procureurs, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Le commerce ou l'objet de la compagnie est de faire, de temps à autre, l'un ou plusieurs des actes et choses susmentionnés, et aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, mais peut-être exercé d'une manière pleine et entière et sera interprété d'une façon aussi large que si chacun desdits paragraphes déterminait les objets d'une compagnie séparée, distincte et indépendante; pourvu cependant que les pouvoirs qu'accordent les présentes soient assujettis à la législation et règlementation fédérale, provinciale et municipale, sous le nom de "Prima, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

709 C.-J. SIMARD.

bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To lend money and make cash advances to the customers and others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or person;

To effectuate all payments which the company may be called upon to make at any time in the carrying on of its business or the enjoyment of any of the privileges granted by any one whatever of these paragraphs, wholly or partly, in cash, or in fully paid up shares, bonds, debentures or other obligations of the company, or any other securities;

To distribute in specie or otherwise, as agreed upon, any securities of the corporation among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company which may buy or take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present corporation;

To have the exercise and enjoyment of all the rights and privileges, and also do all other acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, do all the above things or any of them as principals agents, attorneys, contractors or in any other quality, and either alone or in conjunction with others;

To do all other things incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The business or object of the company is to do, from time to time, any or several of the aforementioned acts and things, and no power granted in any paragraph herein shall be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, but may be exercised in a full and complete manner and shall be interpreted as extensively as if each of the above paragraphs determined the objects of a separate, distinct and independent company; provided however that the powers granted herein be subject to all federal, provincial and municipal legislation and regulation, under the name of "Prima, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00), dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

710 Assistant Provincial Secretary.

"D. Bouchard, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la li des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1922, constituant en corporation: Didace Bouchard, marchand, Sainte Anne-des-Monts, Louis-Joseph Montreuil, gérant; Joseph-Frédélien Piché, constable, tous deux de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, acheter, vendre, échanger, exporter, toutes sortes de marchandises, faire les affaires de marchands en gros et en détail de toutes sortes d'effets, aussi des affaires d'entrepôt dans toutes ses branches, en général pour le commerce et manufacturer et vendre tous les produits, provisions, matériaux, et effets de toutes descriptions;

"D. Bouchard, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1922, incorporating: Didace Bouchard, merchant, Sainte-Anne-des-Monts, Louis-Joseph Montreuil, manager, Joseph Fredelien Piché, accountant, both of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, buy, sell, exchange, export all kinds of merchandise, carry on the business of wholesale and retail merchants of all kinds of goods, also the business of warehousers in all branches thereof for the trade, and to manufacture and sell all products, provisions, materials and goods of every description;

Faire le commerce de ces articles tant pour leur propre compte que comme agents, facteurs et marchands à commission;

Air comme agent et représentant de manufacturier, de marchands et d'importateurs de vins, liqueurs, spiritueux, épiceries, et toutes autres marchandises semblables, de ferronnerie, accessoires d'instruments aratoires, marchandises sèches, produits pharmaceutiques, librairie;

Acquérir, louer, exploiter, détenir, vendre ou autrement, aliéner toutes limites à bois, mines, carrières, moulins, manufactures, entrepôts frigorifiques, magasins, fabriques, et faire tous les contrats nécessaires pour mener ces opérations à bonne fin;

Construire, acheter, vendre et équiper, opérer et détenir comme propriétaires, des bâteaux à vapeur, à voile, à gasoline, à l'électricité ou mus de quelque manière que ce soit, et de toutes descriptions, et de toute nature, ainsi que toutes propriétés et tous sujets mobiliers, connexes à ou nécessaires aux fins de la compagnie avec les droits et privilèges nécessaires pour l'exploitation du commerce maritime en général;

Acheter des actions du capital-actions de d'autres compagnies et les détenir ou les revendre au prix jugé convenable;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, la clientèle, la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, acquérir ou autrement, des brevets, marque de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité, d'utiliser quelque secret, ou autres renseignements au sujet d'une invention quelconque qui pourrait être utilisé pour les fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou permettre l'usage pour faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Emettre des actions acquittées, des obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel de biens mobiliers ou immobiliers, droits, actions, privilèges, marques de commerce ou brevets d'invention que la présente compagnie pourra acquérir à titre quelconque ou pour les fins de l'industrie ou du commerce que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou pour l'un ou plusieurs de ces objets;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie ou l'un desdits objets, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie jugera avantageux et exécuter, exercer et se conformer à cesdites conventions, droits, privilèges et concessions;

Distribuer en espèces ou en nature de temps à autre entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes ou de bonis ou de toute autre manière jugée avantageuse, les biens, les droits ou l'actif quelconque de la compagnie;

Placer les fonds disponibles de la compagni de la manière qu'il sera décidé, de temps à autre

En général exercer tout autre industrie organisée ou non que la compagnie pourra exercer convenablement ou avec profit en même temps

To deal in the above both on its own account and as agents, factors and commission merchants;

To act as agents and representatives of manufacturers, merchants and importers of wines, spirituous liquors, groceries and all other similar merchandise, hardware, farm implements accessories, drygoods, pharmaceutical products, books and stationery;

To acquire, lease, exploit, hold, sell or otherwise alienate any timber limits, mines, quarries, mills, factories, cold storage plants, stores, shops and to make all contracts necessary for the proper carrying out of these undertakings;

To construct, buy, sell and equip, operate and hold as owners, steamships, sailing vessels, gasoline and electric boats or boats propelled by any manner whatever and of every description, and kind, as well as any property and all moveable effects connected with or necessary for the company's purposes, with the rights and privileges necessary for the exploitation of a marine business in general;

To buy shares of the capital stock of any other companies and to hold or resell the same for such price as may be deemed suitable;

To buy, take on lease or in exchange, hire, or acquire or otherwise, or to take over the whole or any part whatever of the business, clientele, property, and liabilities of any person or company carrying on a business which the present company is empowered to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

To apply for, buy, acquire or otherwise, patents, trade marks, permits concessions, and the like conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use any secret or other informations as to any inventions capable of being used for any of the company's purposes, or the aquisitions of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the present company, and to utilize, exercise, develop, or permit the use of or otherwise turn to account the property, rights or informations so acquired;

To issue paid up shares, bonds, debentures and other securities of the company in full or part payment of moveable or immoveable property rights, shares, privileges, trade marks or patents which the present company may acquire under any title whatever or for the purposes of the business or trade which the present company has the authorization to carry on or for any or several of these objects;

To enter into any agreements with municipal or other authorities that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from such authorities all the rights, privileges or concessions that the company may deem advantageous, and to carry out, exercise and comply with such agreements, rights, privileges and concessions;

To distribute in specie or kind, from time to time, among the shareholders of the company by way of dividends or bonuses or in any other manner deemed advantageous, the property, rights or assets whatever of the company;

To invest the funds of the company not immediately required in such manner as may be determined from time to time;

Generally to carry on any other business, organized or not, which the company may carry on conveniently or with profit at the same time as

que l'industrie ci-dessus, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables, et faire tout ce qui sera nécessaire, convenable ou à propos pour accomplir les fins ou pour atteindre l'un ou plusieurs des objets ci-dessus énumérés se rattachant au pouvoir mentionn dans la présente charte ou qui sembleront avantageux de temps à autre ou à propos pour la protection ou les bénéfices de la présente compagnie, sous le nom de "D. Bouchard, Limitée", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

895 C.-J. SIMARD.

the above business, or calculated to directly or indirectly enhance the value or render profitable the company's property or rights, and to do all things necessary, convenient or conducive to the accomlishment of the purposes or the attainment of any or several of the aforementioned objects, connected with the power mentioned in the present charter or which may seem advantageous from time to time or proper for the protection of benefit of the present company, under the name of "D. Bouchard, Limitée", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand ($199,000.00) dollars, divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred (100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, county of Gaspé, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1922.

C.-J. SIMARD,

896 Assistant Provincial Secretary.

"La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1922, constituant en corporation : Raymond Fournier, gérant, 566, Mont-Royal est, Joseph-Octave Dion, compatble, 463, Saint-Hubert, Joseph Giguère, ingénieur, 34, Aylwin, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, d'appareils de chauffage à l'électricité, au gaz, au charbon ou autre de quelque nature que ce soit, manufacturer, construire, vendre et exploiter tels appareils de chauffage, radiateurs, calorifères et autres accessoires pour les fins dudit commerce;

Acheter, construire, exploiter une ou des manufactures, fonderies, usines pour les fins de cette industrie et de ce commerce, acheter, développer, exploiter des pouvoirs hydrauliques ou autres en vue de produire l'électricité dans les comtés de Joliette et Montcalm, la chaleur, la lumière, pourvu que ces pouvoirs, lorsqu'ils seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie ou des propriétés qu'elle aura sous son contrôle, seront sujets à toutes lois provinciales ou municipales à cet égard;

Exercer aucune autre industrie analogue ou semblable, manufacturière ou autre;

Solliciter, demander, acquérir, exploiter tous brevets d'invention marques de fabrique, permis, concessions conférant un droit exclusif ou non, d'utiliser tout secret ou autres informations concernant toute invention qui paraîtra susceptible d'être utilisée pour les fins de la compagnie ou dont l'acquisition sera jugée propre et avantageux à aucune des fins de la compagnie;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant déjà ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou un commerce que la compagnie jugera être à son avantage, et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, prendre ou acquérir toutes actions ou valeurs de telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Acheter, louer, échanger, ou autrement acquérir, toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de son industrie ou commerce;

"La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1922, incorporating: Raymond Fournier, manager, Joseph Octave Dion, accountant, Joseph Giguère, engineer, all of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in electricic gas or coal heating apparatuses or any other heating apparatus of any kind whatever, manufacture, construct, sell, and exploit such heating apparatuses, radiators, heating coils and other accessories for the purposes of the said business;

To buy, construct, exploit one or several factories, foundries, shops for the purposes of this business and trade, buy, develop, exploit hydraulic or other powers for the purpose of generating electricity in the counties of Joliette and Montcalm, heat, light, provided that these powers when exercised beyond the property of the company or the property under its control be subject to all provincial or municipal laws on that behalf;

To carry on any other like or similar business, manufacturing or otherwise;

To apply for, solicit, acquire, exploit any patents, trade marks, permits, concessions conferring any exclusive or non-exclusive right to use any secret or other informations as to any invention which may seem capable of being used for the company's purposes or the acquisition of which may seem proper and advantageous for any of the company's purposes;

To enter into any partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests with any person or company carrying on or about to carry on or undertake a trade or business which the company may think to be to its advantage, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to sell, take or acquire any shares or securities of such company and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise dispose of the same;

To buy, lease, exchange or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or useful for the purposes of its trade or business;

Acquérir et détenir des actions de toute autre compagnie exerçant un commerce ou une industrie en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie;

Emettre, comme libérées, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, en paiement total ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, bail, industrie, franchise, entreprise, pouvoirs, permis, réclamations, privilèges, brevets ou autres concessions que cette compagnie peut acquérir, et émettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel ou en échange pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune compagnie exerçant un commerce ou une industrie semblable ou se rapportant au commerce et à l'industrie de cette compagnie, donner en garantie les débentures de la compagnie;

Vendre, louer, échanger ou disposer autrement de la totalité ou d'une partie des biens, droits et entreprises de la compagnie, pour la compensation qu'elle jugera acceptable, pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de tout autre commerce ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Avancer des deniers ou garantir l'exécution de contrats par des clients ou autres, ayant des relations d'affaires avec la compagnie, ainsi que l'exécution de toute entreprise ou engagement d'aucune autre compagnie dans laquelle la présente compagnie est intéressée, et accepter en nantissement de tels prêts, garanties, toutes valeurs qui pourront être offertes par telle personne ou compagnie, y compris les actions et débentures de telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats, valeurs en vertu de la loi des banques, non prohibés aux compagnies incorporées et autres effets négociables ou transférables;

Rémunérer en argent, actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en aidant à vendre ou placer les actions du capital de la compagnie, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou à la promotion de la compagnie, dans son intérêt et à la conduite de ses affaires;

Adopter tels moyens ou procédés qui seront jugés apportuns, pour faire connaître les marchandises de la compagnie, soit par des annonces dans les journaux, circulaires, achats et expositions de travaux et par la publication, de catalogues, sous le nom de "La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited".

Le montant du capital social sera de deux cent cinquante mille piastres ($250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cent cinquante mille piastres ($150,000.00). Les actionnaires privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif de 7% l'an et, à tous autres égards, seront considérés comme actionnaires ordinaires.

En aucun temps, la compagnie, aura le droit et le pouvoir, à toute date de dividende, de racheter la totalité ou aucune partie des actions privilégiées émises de la compagnie, sans le consentement des porteurs d'icelles, et le rachat sera sujet aux règlements que feront de temps à autre les directeurs de la compagnie. La compagnie commencera ses opérations avec une somme de vingt-cinq mille piastres ($25,000.00).

To acquire and hold shares in any other company carrying on a business or trade in whole or in part similar to that of the present company;

To issue, as fully paid up, shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any real or personal, moveable or immoveable property, lease, industry, franchise, undertaking, powers, claims, privileges, patents or other concessions which this company may acquire, and to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on a business or trade similar or incidental to the business of this company, and to pledge the debentures of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights and undertakings of the company for such consideration as it may think acceptable, for shares, debentures, bonds or securities of any other business having objects in whole or in part similar to those of this company;

To advance money to or guarantee the performance of contracts by the customers or others having business dealings with the company, as well as the performance of any undertaking or engagement with any other company in which the present company may be interested and to securities which may be offered by such person or company, including the shares and debentures of any such other company;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants, securities under the Bank Act not prohibited to incorporated companies and other negotiable and transferable instruments;

To remunerate in cash, debentures or other securities of the company, any person or company for services rendered or to be rendered in assisting to place or sell the shares of the capital stock of the company, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, in its interest and in the conduct of its business;

To adopt such means or processes as may be deemed proper of making known the merchandise of the company, either by advertising in the press, circulars, purchases and expositions of works and by the publication of catalogues, under the name of "La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand ($250,000.00), dollars, divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred ($100.00) each.

The part of the capital stock which will be issued as preferred shares is one hundred and fifty thousand ($150,000.00) dollars. The preferred shareholders shall be entitled to a cumulative preferred dividend of 7% per annum, and in all other respects shall be considered as common shareholders.

At any time the company shall be entitled and empowered at any dividend date, to redeem the whole or any part of the issued preferred shares of the company, without the consent of the holders thereof, and the redemption shall be subject to the by-laws made from time to time by the directors of the company. The company shall begin its operations with a capital of twenty five thousand ($25,000.00) dollars.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

983 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

984 Assistant Provincial Secretary.

"Modern Service Laundry Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1922, constituant en corporation : Isidore Popliger, Max Livrerman, et David Mortimer Notkin, avocats, de la cité de Montréal ; aux fins suivantes :

Faire affaires comme teinturiers, nettoyeurs, épongeurs, aussi laver, repasser et presser les vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants, faire aussi tout ouvrage relatif au lavage des accoutrements et tout autre travail s'y rattachant ou connexe ;

Exercer aucune industrie semblable, manufacturière ou autre, connexe à la précédente, et que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce ci-haut ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée d'exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, acquérir aussi l'achalandage d'aucun commerce constitué ou non, et payer ledit achalandage en actions de la compagnie ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce, et particulièrement les liens, bâtiments, commodités, outillages et fonds de commerce, sous le nom de "Modern Service Laundry Company, Limited", avec un fonds social total de vint mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

893 C.-J. SIMARD.

"Modern Service Laundry Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1922, incorporating : Isidore Popliger, Max Liverman, and David Mortimer Notkin, advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes ;

To carry on trade and business as dyers, cleaners, spongers, and washing, ironing and pressing, men's ladies', and children's clothes, and all work appertaining to the laundering of wearing apparel and other work appertaining and incidental thereto ;

To carry on any similar business whether manufacturing or otherwise which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to acquire the goodwill of any business incorporated or unincorporated and pay for the saidgoodwill by shares of the company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any liens, buildings, easements, plant and stock in trade, under the name of "Modern Service Laundry Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (à100.00) each.

The head office of the corporation, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February 1922.

C. J. SIMARD,

894 Assistant Provincial Secretary.

"Gustave Beauchamp, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1922, constituant en corporation : J.-Odina Beauchamp, marchand, Dame Catherine Robitaille, épouse séparée de biens dudit J.-Odina Beauchamp, Wilfrid Beauchamp, voyageur de commerce, Laval Lantagne, comptable, Aldéric Beauchamp, employé civil, tous de Québec dans les buts suivants:

D'exercer le négoce comme importateur, en gros ou en détail de toutes espèces de marchandises, faire le commerce en gros ou en détail d'épiceries, fruits, légumes, plumes, provisions, denrées de toutes sortes, bonbons, tabac, cigares, cigarettes, pipes et généralement de tout ce qui se rapporte subsidiairement à ce genre de commerce;

"Gustave Beauchamp, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governlr of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1922, incorporating : J.-Odina Beauchamp, merchant, Dame Catherine Robitaille, wife separated as to property of the said J.-Odina Beauchamp, Wilfrid Beauchamp, commercial traveller, Laval Lantagne, accountant, Aldéric Beauchamp, civil employee, all of Quebec, for the following purposes :

To carry on business as wholesale and retail importers of all kinds or merchandise, deal wholesale and retail in groceries, fruit, vegetables, feathers, provisions, foodstuffs of all kinds, bonbons, tobacco, cigars, cigarettes, pipes and generally in everything subsidiarily connected with this kind of business ;

De fabriquer et de faire le commerce d'importation et exportation en gros ou en détail de conserves, de viandes de toutes sortes ; de fruits, de sauces, d'essences, de légumes, de sirops, de moutardes, de vinaigre et de tout ce qui se rapporte susidiairement à la fabrication et au commerce des comestibles en conserves, de fabriquer et de faire le commerce de toutes espèces de boîtes en bois, en verre ou en métal, pour la conservation des viandes, fruits, légumes, sirops ou vinaigres ;

De moudre toutes sortes de grains et de faire le commerce d'importation ou d'exportation, en gros ou en détail, des farines de toutes espèces, de grains, du foin, de la paille et des graines de semences de toute sorte ; d'acquérir, par achat, bail ou à titre équivalent, des ascenseurs électriques, hydrauliques ou mus par toute autre force motrice, pour servir à l'exploitation du commerce de grains, de céréales de la compagnie ;

D'acquérir à quelque titre que ce soit des entrepôts et d'agir comme entreposeur de toute espèce de marchandises ; d'acquérir des appareils frigorifiques pour la conservation des marchandises, et d'en faire une exploitation générale ;

D'acquérir des véhicules de toute sorte pour le transport par terre, par eau, ou dans les airs, de passagers, de marchandises de toutes espèces ;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies, ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou de toute société ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées, et partie en deniers comptants ;

De faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie ;

D'émettre des bons, des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour le prix et somme jugés convenables, pourvu que chaque tel bon ou telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle cent piastres ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts faits pour les fins de la compagnie ; donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement de tels bons ou obligations, une hypothèque sur les meubles et immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons et obligations ainsi garantie ;

De faire toute autre transaction, conforme à la loi et compatible à ce genre de commerce, sous le nom de "Gustave Beauchamp, Limitée", avec un capital total de trente mille piastres ($30,000.-00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

891½ ALEXANDRE DESMEULES.

To manufacture and carry on the business of wholesale and retail importers and exporters of canned goods, meat of all kind, fruit, sauces, extracts, vegetables, syrups, mustards, vinegar and of everything subsidiarily connected with the manufacture and dealing in of canned foodstuffs, manufacture and deal in all kinds of wood, glass or metal boxes for the preserving of meat, fruit, vegetables, syrups or vinegar ;

To grind all kinds of grain and to carry on the business of wholesale and retail importers and exporters of flour of every kind, grain, straw, and seed grain of all kinds ; acquire by purchase, lease or other equivalent title electric, hydraulic elevators or elevators operated by any other motive power to be used in the exploitation of the grain and cereal business of the company ;

To acquire under any title whatever warehouses and to act as warehousers for all kinds of goods ; acquire cold storage plants for the preservation of merchandise and to exploit the same generally ;

To acquire vehicles of every kind for the transportation by land, water or in the air, of passengers, merchandise of every kind ;

To apply the funds of the company, in whole or in part, to the purchase of shares of any other companies, or for the acquisition of the assets and goodwill of any person or partnership ;

To pay for any services rendered to the company or required by it or for any acquisition of the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash ;

To borrow money upon the credit of the company ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, provided no such bond, debenture or other security be for a less sum than one hundred dollars each ;

To hypothecate or pledge the immoveables of the company, or pledge its moveables of the company, or give both the above securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities, and of any loans made for the company's purposes ; give through its duly authorized officers to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, debentures, a hyopthec on the moveables and immoveables of the company, mentioning therein the issue and amount of the bonds and debentures so guaranteed ;

To do any other transaction consistent with law and compatible with this kind of business, under the name of "Gustave Beauchamp, Limitée", with a total capital stock of thirty thousand ($30,000.00) dollars, divided into three hundred (300) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the corporation, will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of February, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES,

892½ Acting Assistant Provincial Secretary.

"Paige Montreal Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1922, constituant en corporation : George Barber Allison, financier, Albert Henry Brooks, secrétaire, Thomas Fullerton Just, gérant, Mlle Minnie Bradley et Mlle Margaret Hartley, sténographes, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Acquérir et assumer, comme firme exploitée, et exercer la totalité ou aucune partie du commerce et de l'entreprise de "Paige Sales & Services Company, Limited", corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec en date du 4 avril 1919, avec siège social dans la cité de Montréal, et aussi la totalité ou aucune partie du commerce et de l'entreprise de "Allied Motors, Limited", corporation constituée par lettres patentes de la Puissance du Canada, le 17 décembre 1919, avec siège social dans ladite cité de Montréal, et pour cela acquérir la totalité ou aucune partie des actions des deux dites compagnies ou de l'une d'icelles, assumer aussi la totalité ou aucune partie des dettes et obligations des deux dites compagnies ou de l'une d'icelles, payer le commerce et l'entreprise, ou lesdites actions des deux dites compagnies ou de l'une d'elles, ainsi acquises, soit en argent, ou par répartition et émission du nombre d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la présente compagnie que détermineront les directeurs de la compagnie ;

Faire affaires comme marchand d'automobiles, de pièces détachées et d'accessoires, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et trafiquer généralement d'automobiles, de pièces, attaches et accessoires, de pneus, articles en caoutchouc et en cuir, capotes et carrosseries d'autos, de la gazoline, kérosène, des huiles, lubrifiants et de toutes denrées, des effets, marchandises, outils, outillages, machines connexes directement ou indirectement à l'industrie automobile ;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter pour louage des automobiles, taxis, camions et tous genres de véhicules-moteurs, faire affaires aussi comme voituriers privés de louage pour transport des personnes, effets, denrées et marchandises ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer des marchandises, denrées, effets, provisions, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute catégorie et description ;

Acheter ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, aussi détenir, posséder, développer, trafiquer de, vendre ou autrement disposer de toute espèce de biens-fonds et immeubles, terrains, fabriques, entrepôts, garages, magasins et bâtisses, ainsi que d'aucuns intérêts ou droits connexes ;

Exercer aucune autre industrie ou affaire que la compagnie croira propre à être exercée avec économie et convenance en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer généralement de tous genres de machines mécaniques, électriques, d'exploitation minière et d'entreprises, de fournitures, outils, matériaux, intallations, faire affaires aussi

"Paige Montreal Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1922, incorporating : George Barber Allison, financier, Albert Henry Brooks, secretary, Thomas Fullerton Just, manager, Miss, Minnie Bradley and Miss Margaret Hartley, stenographers, all of the city of Montreal, for following purposes :

To acquire and take over, as a going concern, and to carry on the whole or any part of the business and undertaking of "Paige Sales & Services Company, Limited",a corporation incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated 4th of April, 1919, with head office in the city of Montreal, and also the whole or any part of the business and undertaking of "Allied Motors, Limited", a corporation incorporated by letters patent of the Dominion of Canada, dated 17th December, 1919, with head office in the said city of Montreal, and with a view thereto to acquire all or any of the shares of either or both of said companies, and to assume all or any of the debts and liabilities of either or both of the said companies, and to pay for the business and undertaking or for the said shares of either or both of said companies so acquired, either in cash or by the allotment and issue of such number of fully paid up and non-assessable shares of the stock of this company as the directors of the company may determine ;

To carry on the business of a dealer in automobiles, automobile parts and accessories, and to import, export, buy, sell, barter and deal generally in automobiles, automobile parts, fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasolene, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry ;

To purchase, acquire, own and operate for hire automobiles, taxi cabs, trucks and all sorts of motor vehicles, and to carry on the business of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise ;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description ;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade-marks, processes, designs, licenses or franchises ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, factories, warehouses, garages, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interests ;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally in all sorts of mechanical, electrical, mining and contracting machinery, supplies, tools, materials and equipment, and to carry on the business of merchants, jobbers, importers,

comme marchands "jobbeurs", importateurs, exportateurs, marchands à commission et agents des manufacturiers, soit en gros soit au détail ; faire affaires comme ingénieurs généraux (non ingénieurs civils), comme entrepreneurs et constructeurs ;

Souscrire, acheter ou acquérir, accepter, détenir, négocier, vendre, aliéner, émettre et réémettre des actions, parts, obligations, débentures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation, exercer aussi tous droits de vote par icelles conférés, par ses officiers compétents ou par procureurs formellement autorisés, avec autant de force que pourrait le faire une personne naturelle ;

Consentir des avances au moyen de prêt, boni ou autrement, à des personnes ou corporations en relations d'affaires avec la compagnie ainsi qu'à d'autres personnes, aux conditions et avec la garantie estimées judicieuses, garantir l'exécution des obligations ou entreprises d'aucune autre compagnie, firme ou personne en relations avec la campagnie ou dans lesquelles elle est d'aucune manière intéressée ;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe ;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, et en assumer le passif ;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation, accepter en paiement de cette vente, location ou cession, de l'argent ou des actions, parts, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie ;

Émettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations ou débentures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, pour les biens ou droits acquis par la compagnie, remunérer soit en argent, soit en parts, obligations ou débentures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, sa formation, son organisation, ou en rapport avec la gestion de ses affaires ;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, les biens, valeurs ou droits de la compagnie, sous le nom de "Paige Montreal Motors, Limited". Le montant du capital de la compagnie sera de cent quarante-cinq mille piastres ($145,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) parts de huit pour cent (8%) cumulatif, capital privilégié avec participation, et sept cents (700) actions de capital ordinaire, les deux d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune.

Le capital privilégié donnera aux porteurs d'icelui droit de recevoir, lors de la déclaration, à même l'excédent de recettes brutes de la compagnie, un dividende cumulatif fixe au taux de 8% par année, lequel dividende prendra effet et sera payable à compter de la date d'émission desdites actions, et sera payé et réservé avant qu'aucun dividende ne soit réservé ou payé sur le capital ordinaire.

Lorsque les actions ordinaires de la compagnie

exporters, commission merchants and manufacturers' agents, either by wholesale or retail ; to carry on the business of general engineers (other than civil engineers) and of contractors and builders ;

To subscribe for, purchase or acquire, and to accept, hold, deal in, sell and dispose of, issue and re-issue any shares, stocks, bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed, as fully as a natural person might or could do ;

To make advances by way of loan, bonus or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons, upon such conditions and security as may be deemed advisable, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested ;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business ;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof ;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation ;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company ;

To issue either fully paid-up or partly paid-up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business ;

To distribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company any property, assets or rights of the company, under the name of "Paige Montreal Motors, Limited". The amount of the capital stock of the company is to be one hundred and forty five thousand dollars ($145,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of eight per cent (8%) cumulative participating preference stock and seven hundred (700) shares of common stock, both of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The preferred stock shall entitle the holders thereof to receive, as and when declared out of the surplus or net earnings of the company, a fixed cumulative dividend at the rate of 8% per annum, which dividend shall accrue and be payable as and from the date of the issue of said shares, and shall be paid or set apart before any dividend shall be set apart or paid on the common stock.

When and as soon as the common shares of the

auront reçu des dividendes au taux de $6.00 la part durant aucune année, alors lesdites actions privilégiées participeront également avec lesdites actions non privilégiées dans les bénéfices supplémentaires disponibles pour répartition en dividende, de la même manière part pour part.

Advenant liquidation ou dissolution (volontaire ou involontaire), les détenteurs desdites actions privilégiées auront droit d'être payés de la pleine valeur au pair de leurs actions, avec une prime de cinq piastres ($5.00) par part et des dividendes au taux précité avant qu'aucune somme ne soit versé aux porteurs de capital ordinaire, après ce paiement aux porteurs de capital privilégié, le résidu de l'argent ou des autres valeurs sera partagé entre, et payé aux porteurs capital ordinaire, selon leurs droits respectifs, pourvu que, lorsque lesdits porteurs de capital ordinaires auront reçu en argent ou en équivalent $100.00 par part, que le résidu de l'argent ou de l'actif de la compagnie disponible pour distribution soit partagé au pro rata entre lesdites actions privilégiées et lesdites actions ordinaires, également part pour part;

Le capital privilégié peut être racheté par la compagnie pour être retiré en aucun temps, lors d'aucun dividende au prix de $105.00 par part, et dividendes accrûs à la date du rachat, sur avis à cet effet donné par lettres enregistrée aux porteurs d'icelui au moins trois mois avant la date du rachat proposé.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

785 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Electrique de Bellechasse."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1922, constituant en corporation: Charles-Alphonse Fournier, rentier, de Saint-Charles, député, du comté de Bellechasse au Parlement Fédéral, Pierre-Joseph Ruel, notaire, de Saint-Charles, Philibert Langlois, industriel, de Saint-Cajétan-d'Armagh, Murdock McKenzie, notaire, de Saint-Gervais, et Donat Demers, étudiant en loi, de la ville de Montmagny ; dans les buts suivants :

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, distribuer, et en disposer de toute manière quelconque, de l'électricité, du gaz ou toute autre source d'énergie, de force et de lumière, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, et Témis couata,et fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, louer ou aliéner toute sorte d'appareils et d'articles se rapportant à ces industries, et disposer et fabriquer tous sous-produits provenant de leur fabrication ;

Agir, en général, comme industriel, fabricant, manufacturier ou comme marchand, courtier, agent en tous genres, pour toutes sortes d'objets, pour toutes les fins sur lesquelles telle activité peut s'exercer ;

Acquérir, posséder, exploiter et en disposer, de quelque manière que ce soit, des immeubles, pouvoirs hydrauliques, les exploiter, les développer et en tirer profit ;

company shall have received dividends at the rate of $6.00 per share in any one year, then the said preferred shares shall participate equally with the said common shares in any additional profits available for distribution in dividends, share and share alike.

In the event of any liquidation or dissolution or winding-up (whether voluntary or involuntary) of the company, the holders of the said preferred shares shall be entitled to be paid in full the par value of their shares, together with a premium of five dollars ($5.00) per share and with dividends at the rate aforesaid before any sum shall be said to the holders of common stock. After such payment to the holders of preferred stock, the remaining monies or other assets shall be divided and paid to the holders of common stock according to their respective rights, provided that if and when the said holders of common stock shall have received in cash or equivalent values $100.00 per share that any remaining monies or assets of the company then available for distribution shall be distributed rateably between the said preferred and said common shares, share and share alike;

Preferred stock may be redeemed by the company for the purpose of being retired at any time on any dividend, date at the price of $105.00 per share, and dividends accrued to the date of redemption, upon notice to that effect being given by registered letter to the holders thereof at least three months previous to the date of the proposed redemption.

The head office of the corporation, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

786 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Electrique de Bellechasse."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1922, incorporating : Charles Alphonse Fournier, annuitant, of Saint Charles, member of the county of Bellechasse to the Dominion Parliament, Pierre Joseph Ruel, notary, of Saint Charles, Philibert Langlois, manufacturer, of Saint Cajetan-d'Armagh, Murdock McKenzie, notary, of Saint Gervais, and Donat Demers, student-at-law, of the town of Montmagny, for the following purposes :

To manufacture, buy or otherwise acquire, transmit, distribute, and in any manner whatever to dispose of electricity, gas or any other motive, force and light producing power, in the counties of Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, and Temiscouata, and to manufacture, buy or otherwise acquire, transmit, lease or alienate all sorts of apparatuses and articles incidental to the above businesses and to dispose of and manufacture all by-products resulting from their manufacture ;

To act genrally as industrial, maker, manufac-turer or as merchant, broker, agent of all kinds, for all sorts of objects, for all the purposes about which such activities may be exercised ;

To acquire, own, exploit and in any manner whatever to dispose of immoveables, water powers, exploit, develop and turn the same to account.

Acquérir, posséder, exploiter et en disposer de quelque manière que ce soit des brevets d'invention ou permission d'employer les brevets d'invention, pour tous procédés ou fabrications et en disposer :

Acquérir, posséder, louer et exploiter les usines, entreprises ou exploitations, en tout ou en partie, de toute personne ou corporation faisant ou autorisée à faire toute affaire se rapportant aux fins de la compagnie, et acquérir et posséder le stock ou les bons, debentures ou toute autre valeur de toute corporation ayant le pouvoir de faire toute affaire, du même genre ;

Exercer les franchises de toute compagnie ayant des pouvoirs analogues à ceux conférés par les présentes lettres patentes, dont la présente compagnie pourra acquérir les affaires ou entreprises, de quelque manière que ce soit :

Emettre des obligations ou débentures, stock, actions obligations ou actions libérées et non sujettes à versements, en paiement de partie ou de la totalité des entreprises, propriétés, meubles ou immeubles, droits, pouvoirs et franchises que la compagnie peut acquérir ;

Exercer spécialement les pouvoirs ci-dessus, quant à ce qui concerne l'acquisition et le développement des pouvoirs hydrauliques, la création, la transmission ou l'exploitation de l'energie électrique, et sans restriction à ce que comporte les termes des autres allégations de la présente requête, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kmouraska et Témiscouata ;

Etablir, construire et maintenir, dans les comtés ci-dessus mentionnés, sous et sur les rues et chemins publics, tous les tuyaux, poteaux, fils, conduits et autres installations et constructions qui pourront être nécessaires aux besoins de ses affaires sujet toutefois au consentement des municipalités intéressées :

Acheter, acquérir, détenir, posséder et en disposer du capital-action, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie, corporation ou personne ou syndicat exerçant l'une des industries ou commerce que la présente compagnie peut exercer et recevoir, accepter de ces valeurs en paiement intégral ou partiel de quelques biens, produits, objets ou services que la compagnie pourra fournir ;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne société,, ou compagnie exerçant ou se livrant à, ou sur le point d'exercer aucune industrie ou aucun genre d'affaires que la présente corporation peut exercer ou auquel elle peut se livrer, ou s'unir à cette compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement, toutes autorités, municipales et locales ou autres, tous arrangements tendant à l'accomplissement des objets corporatifs ou d'aucun d'iceux, et obtenir de ce gouvernement ou de cette autorité, les droits, privilèges et concessions qu'il sera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à, vendre et négocier ces arrangements, privilèges et concessions ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation en nature, aucune propriété ou aucun effet de l'actif de la compagnie, et spécialement aucunes actions, débentures ou valeurs d'acune autre corporation ou des compagnies qui pourront avoir été achetées, accaparées ou autrement acquises, totalement ou partiellement, en échange de la propriété de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Vendre, louer, échanger, ou autrement en disposer, la totalité des entreprises et de l'actif de la

To acquire, own, exploit and dispose in any manner whatever, of patents, or permits to use the patents for all the processes or manufactures and to dispose thereof ;

To acquire, own, lease and exploit the shops, undertakings, or exploitations, in whole or in part, of any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business connected, with the company's purposes, and to acquire and own the stock, bonds, debentures or any other securities of any corporation empowered to do any like business ;

To exercise the franchises of any company having powers similar to those granted by the present letters patent, whereof the present company may acquire the business, undertakings in any manner whatever ;

To issue bonds, debentures, stock, shares, obligations or paid up and non-assessable shares in payment of the whole or part of the undertakings, property, moveables or immoveables, rights, powers and franchises which the company may acquire ;

Especially, to exercise the above powers, in connection with the acquisition and the development of hydraulic powers, the creation, transmission or exploitation of electric energy, and without restriction as the construction of the terms of the other allegations of the present petition, in the counties of Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny Kmouraska and Temiscouata ;

To establish, construct, and maintain, in the aforementioned counties under and in the streets, and public roads, all pipes, posts, wires, conduits and other installations and constructions which may be necessary for the requirements of its business subject however to the consent of the interested municipalities :

To buy, acquire, hold, own and dispose of the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or person or syndicate carrying on any of the trades or buinsesses which the present company may carry on and to receive, accept such securities in full or part payment of any property, products, objects or services which the company may furnish ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership or company carrying on or engaged in, or about to carry on any business or transaction which the present company may carry on or engage in, or to amalgamate therewith ;

To enter with any government, authorities, municipal, local or otherwise, into any arrangements conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such government or authorities the rights, privileges and concessions it may think desirable to obtain, and to carry out, exercise, comply with, sell and deal with such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To distribute to the shareholders of the corporation, in kind, any of the property or effects of the assets of the company, and especially any shares, debentures or securities of any other corporation which may have been bought, taken over or otherwise acquired, in whole or in part, in exchange of the property of the assets or liabilities of the present corporation ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole of the undertakings and assets of the

compagnie ou d'aucune de leurs parties, en même temps ou par intervalles, tel que la corporation le jugera avantageux, pour la compensation, pour les conditions et stipulations qu'elle jugera avantageuses ; le prix sera payable, si cela est jugé judicieux, totalement ou partiellement, suivant la décision de la compagnie, en actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire tous autres actes et toutes autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités ou d'aucun d'iceux, et exercer aucune industrie, de la fabrication ou autre, connexe aux fins et objets mentionnés et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée par elle ou propre directement ou indirectement à accroitre la valeur de ses biens ou droits ou à les rendre profitables ;

Rémunérer toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation pour services rendus ou à être rendus en rapport avec le placement, la vente ou la disposition de toute action du capital de la compagnie ou d'autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Payer en tout ou en partie les services rendus à la compagnie et le prix de toute acquisition faite par elle en argent, en actions libérées ou en partie libérées de la compagnie, ou en bons, obligations et débentures de la compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre ;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune façon limités ou restreints par référence aux termes d'un autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Bellechasse", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Saint-Charles, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

981 C.-J. SIMARD.

company, or any part thereof, at the same time or at intervals, as the corporation may think adventageous, for the consideration, and on such terms and conditions as it may think proper ; the price to be payable, if deemed fit, wholly or partly, according to the decision of the company, in shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation the objects of which are in whole or in part similar to those of the present company ;

To do all acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, manufacturing or otherwise, germane to the aforementioned purposes and objects and which may appear to the company calculated to be conveniently carried on by it or capable of directly or indirectly enhancing the value of or rendering profitable the company property or rights ;

To remunerate any person, partnership, syndicate, company or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the placing, sale or disposal of any share of the capital stock of the company, or in connection with the formation of the company or the conduct of its business;

To pay in whole or in part for services rendered to the company and the price of any acquisition made by it in cash, paid up shares or partly paid up shares of the company, or in bonds and debentures of the company, or partly in one and partly in the other ;

The powers contained in each of the above paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie Electrique de Bellechasse", with a total capital stock of forty-nine ($49,000.00) dollars, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the corporation, will be in the city of Saint Charles, in the district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

982 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"United Auto Supply Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants et 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de février 1922, à la compagnie "United Auto Supply Company, Limited", augmentant le capital de $10,000.00 à $75,000.00, par la création de 650 actions de $100.00 chacune, et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants:

Etablir, acquérir, posséder, construire, louer et exploiter des salles de vente, des salles d'exposition, des garages, des ateliers de construction, de réparations, de remisage et autres établissements analogues pour les automobiles, machines et moteurs de toutes sortes;

Acquérir et payer les propriétés, établissements, usages, services et effets en argent au moyen d'actions dans la compagnie ou appartenant à la compagnie;

Supplementary Letters Patent

"United Auto Supply Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following and articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1922, increasing the capital stock of the company "United Auto Supply Company, Limited", from $10,000.00 to $75,000.00, by the creation of 650 shares of $100.00 each, and granting the company the following additional powers:

To establish, acquire, own, construct, lease and operate sales rooms, show rooms, garages, shops and other similar plants for the building, repair, storing of automobiles, machines and motors of all kinds;

To acquire and pay for the property, plants, uses, services and goods in cash, by way of shares in the company or belonging to the company;

Contracter avec le public, avec les clients de la compagnie, les protéger, aider et assister tant par concessions, escompte, moyens pécuniers et autres, dans l'achat, l'acquisition, les réparations et la confection des choses et effets dont le commerce fait un ou plusieurs des objets de la compagnie;

Faire le commerce de rouliers publics (common carriers) tant de personnes que de marchandises par le moyen de véhicules-moteurs et autres.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

651 C.-J. SIMARD.

To contract with the public and with the customers of the company, protect, aid and assist them both by concession, discounts, pecuniary and other means, in the purchase, acquisition, repair and the making of things and goods the dealing in which is one or several of the objects of the company;

To carry on the business of common carriers of passengers and goods by way of motor vehicles and otherwise.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of February, 1922.

C. J. SIMARD,

652 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

642-21

Québec, 11 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, village, comté de Châteauguay, les lots Nos 1034 à 1050, inclusivement; pt. 1151 à 1165, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Clotilde, et d'annexer tout ce territoire à celle de SainteClotilde, paroisse. 963—11-2

No 429–Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 28 février 1922, de nommer M. Olivier Jasmin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Bas-de-la-Côte-Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier. 965

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de York, comté de Gaspé, les lots C1, C2, C3, C4, de lapartie est de Dean's Patent comprenant environ 255 acres, et de les annexer à la municipalité scolaire de Haldimand, même comté. 839—10-2

175-18

Québec, 24 février 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Grand'Mère, comté de Champlain, tout le territoire formant partie des lots Nos 1017 à 1022, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, même comté ; ce territoire faisant partie de ladite municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, lors de son érection par arrêté du lieutenant gouverneur en Conseil, en date du 5 juin 1918. 815—10-2

2288-21

Québec, 25 février 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique du canton de Compton, comté de Compton, les lots Nos 18c, 18*d*, 19*a* et 20c du 4ième rang du canton de Compton, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de l'Assomption-de-Waterville, même comté. 813—10-2

957-19

Québec, 27 février 1922.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, le territoire suivant, savoir : les lots Nos 576 à

Department of Public Instruction

642-21

Quebec, 11th March, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Clotilde, county of Châteauguay, the lots Nos. 1034 eot 1058, inclusively; pt. 1151 to 1165, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Clotilde, and to annex all the above territory to that of Sainte Clotilde, parish. 964—11-2

No. 429-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 28th of February, 1922, to appoint Mr. Olivier Jasmin, school commissioner for the municipality of Bas-de-la-Côte-Saint-Louis, in the county of Jacques Cartier. 966

Application is made to detach from the school municipality of York, county of Gaspé, lots C1, C2, C3, C4, of the eastern part of Dean's Patent comprising about 255 acres, and annex them to the school municipality of Haldimand, same county. 840—10-2

175-18

Quebec, 24th February, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of the town of Grand'Mère, county of Champlain, all the territory forming part of the lots Nos 1017 to 1022, inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and to annex them to the school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, same county ; this territory forming part of the said school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, when erected by Order in Council of the Lieutenant Governor, dated 5th June, 1918. 816—10-2

2288-21

Quebec, 25th February, 1922.

Application is made to detach from the catholic School municipality of the township of Compton, county of Compton, the lots Nos 18c, 18*d*, 19*a* and20c of the fourth range of the township of Compton, and to annex them to the catholic school numicipality of l'Assomption-de-Waterville, same county. 814—10-2

957-19

Quebec, 27th February, 1922.

Application is made to erect into a distinc school municipality, for Catholics only, the following territory, to wit : the lots Nos 576 to 632,

632, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, ainsi que leurs subdvîsions ; les lots étant pour la majeure partie inclus dans le territoire de la ville de Mont-Royal et pour la balance dans la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

La future municipalité scolaire sera désignée sous le nom de Mont-Royal. 817—10-2

inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, and their subdivisions ; the said lots being for the greater part included in the territory of the town of Mont-Royal and for the balance in the municipality of the parish of Saint Laurent.

The future school municipality shall be designated under the name of Mont-Royal. 818—10-2

Département du trésor

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Griffintown Club" a été autorisée par un ordre en Conseil portant le numéro 403, approuvé par le lieutenant-gouverneur le septième jour de mars 1922.

Le but de ladite société est déclaré être : de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, à la récréation et l'éducation, le développement social, moral et physique des garçons et filles du voisinage dans lequel le club est situé, et autres objets similaires ou identiques à ceux ci-dessus mentionnés.

Le siège principal dudit club est situé et fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce huitième jour de mars 1922.

Pour le trésorier de la province,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 933-11-2

Treasury Department

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of the "Griffintown Club" has been authorized by an Order in Council bearing the number 403, approved by the Lieutenant Governor the seventh day of March, 1922.

The purposes of the said association are stated to be: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations from its members or from the public, to provide recreation and educational, social, moral and physical development for the boys and girls of the neighbourhood in which the club is located, and objects similar or identical to the foregoing.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighth day of March, 1922.

For the Treasurer of the Province.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 934-11-2

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7721.

Imelda Tremblay, épouse commune en biens de Léonisdas Audet dit Lapointe, tous deux du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, district de Rimouski, demanderesse ; vs ledit Léonisdas Audet dit Lapointe, défendeur.

Une action pour séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse dûment autorisée contre le défendeur.

Rimouski, le 16 février 1922.
Les procureurs de la demanderesse,
923—11-2 SASSEVILLE & GAGNON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4940.

Dame Eva Goldberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, duement autorisée en justice, demanderesse ; vs Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
931—11-5 M. GARBER.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7721.

Imelda Tremblay, wife common as to property of Léonisdas Audet said Lapointe, both of village Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Anqui, district of Rimouski, plaintiff ; vs said Léonisdas Audet said Lapointe, defendant.

An action for separation of property has been instituted, this date, by plaintiff duly authorized against defendant.

Rimouski, February 16th, 1922.
SASSEVILLE & GAGNON,
924—11-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4940.

Dame Eva Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Jacob Weiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Abraham Jacob Weiner, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 1st, 1922.

M. GARBER,
932—11-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 307.

Marie-Anne Ducharme, épouse de Donat Boulé, de la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, demanderesse ; vs Donat Boulé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 23 février 1922, contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
EDGAR BOURNIVAL.

Trois-Rivières, le 9 mars 1922.
961—11-5

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 291.

Dame Marie Grégoire, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, épouse de Domino Poirier, menuisier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, a, le 27 février 1922, institué contre sondit mari, Domino Poirier, une action en séparation de biens.

Nicolet, 11 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,
989—11-5 ARTHUR TRAHAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4702.

Dame Rosa Goldberg de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benny Schwartz alias Banny Shvartz, du même lieu, marchand de fourrures, dument authorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse ; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3ième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,
627—10-5 GEORGE L. A. ALEXANDER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 596.

Dame Julia Portugais, de la cité de Québec, épouse de Ludger Turcotte, marchand, demanderesse; vs ledit Ludger Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Québec, 9 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST-LAURENT,
641—10-5 GAGNE & DEVLIN.

Avis public est par le présent donné que sous le numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996) Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Angélina Tremblay, épouse de Charles Nassif, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre sondit époux une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, 13 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
659—10-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
577—10-5 ARMAND LONGTIN.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No 307.

Marie Anne Ducharme, wife of Donat Boulé, of the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, plaintiff ; vs Donat Boulé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 23rd. of February, 1922, against the defendant.

Three Rivers, March 9th, 1922.

EDGAR BOURNIVAL,
962—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 291.

Dame Marie Grégoire, of the parish of Saint Wenceslas, district of Nicolet, wife of Domino Poirier, joiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, the 27th of February, 1922, instituted against her said husband, Domino Poirier, an action for separation as to property.

Nicolet, 11th March, 1922.

ARTHUR TRAHAN,
990—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4702.

Dame Rosa Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the same place, furrier, and duly authorized *à ester en justice* by a judgment of this Honourable Court, plaintiff; vs Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the city and district of Montreal, furrier, defendant-

An action in separation of property has been instituted against the defendant on the 3rd of February, one thousand nine hundred and twenty two.

GEORGE L. ALEXANDER,
628—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 596.

Mrs Julia Portugais, of the city of Quebec, wife of Ludger Turcotte, merchant, plaintiff,; vs the said Ludger Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Quebec, February 9th, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
642—10-5 Attorneys for plaintiff.

Public notice is hereby given that under the number nine hundred and ninety six (996), Superior Court, Saint-Hyacinthe. Dame Angelina Tremblay, wife of Charles Nassif, merchant, of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her said husband an action for separation as to property.

Saint Hyacinthe, February 13th, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
660—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.

ARMAND LONGTIN,
578—10-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3606.

Dame Marie-Mélanda Paquet, épouse de Joseph-Ozéa Lehouiller, marchand, de Dupuy, demanderesse; vs ledit Joseph-Ozéa Lehouiller, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le dix-septième jour de janvier 1922.

Québec, 8 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER.

Vraie copie,
Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER. 755—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6188. Anathalie Bélanger, épouse commune en biens de Lorédan Rodrigue, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, demanderesse; vs Lorédan Rodrigue, du même lieu, défendeur.

Le défendeur est actuellement poursuivi par action du 23 février courant (1922) en séparation de biens.

Saint-Joseph, Beauce, 27 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
851—10-2 BOUFFARD & BOUFFARD.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
563—10-5 J.-M. GUERARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Perusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER.
595—10-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et duement autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
617—10-5 LYON-W. JACOBS.

Province of Quebec, district of Quebec, superior Court, No. 3606.

Dame Marie Mélanda Paquet, wife of Joseph Ozéa Lehouiller, merchant, of Dupuy, plaintiff; vs the said Joseph Ozéa Lehouiller, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 17th of January, 1922.

Quebec, 8th February, 1922.

ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff.

True copy,
ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff. 756—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6188.

Anathalie Belanger, wife common as to property of Lorédan Rodrigue, farmer, of the parish of Saint-Cyprien, plaintiff; vs Lorédan Rodrigue, of the same place, defendant.

The defendant is presently sued by action for separation as to property has entered against the defendant on the 23rd of February instant (1922).

Saint-Joseph, Beauce, February 27th, 1922.

BOUFFARD & BOUFFARD,
852—10-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,
564—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montreal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,
& PELLETIER,
596—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS,
618—10-5 Attorney for plaintiff.

Cour Supérieure. No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, duement autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,

475—10-5 BUDYK & BUDYK.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédérick Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,

491—10-5 GIRUOX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

PATENAUDE, MONETTE,

507—10-5 FILION & BOYER.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Mérici, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

543—10-5 ASSELIN & SIMARD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,

551—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,

J.-V. D'ARTOIS.

Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.

445—10-5

Superior Court. No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice* ; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,

476—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,

492—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,

FILION & BOYER,

508—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Mérici, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,

544—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to prop rty of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

552—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en ustice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, January 24th, 1922.

446—10-5

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

367—10-5 BLAIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

PERRON, TASCHEREAU,

383—10-5 RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand; demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, duement autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demandresse,

R. STANLEY WEIR.

43 immeuble Duluth, Montréal. 233—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,

239—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, de Sainte-Justine, comté de Vaudreuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Evariste Ekimberg, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Evariste Ekimberg, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 15 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER.

999—11-5

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice, plaintiff;* vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

BLAIN & SIMARD,

368—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET, VALLEE & GENEST,

384—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,

Attorney for plaintiff.

43 Duluth building, Montreal. 234—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

240—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, of Saint Justine, county of Vaudreuil, district of Montreal, wife common as to property of Evariste Ekimberg, farmer, of the same place, duly authorized to these presents, plaintiff; vs The said Evariste Ekimberg, of the same place, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, March 15th, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER,

1000—11-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

547—10-5 ERNEST CHARETTE.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in seoaration from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,

548—10-5 Solicitor for plaintiff.

Avis divers

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER, CONSOLIDATED.

ARTICLE 11

Conseil d'administration

Section 1.—Les affaires de la compgnie seront administrées et gérées par un conseil de douze directeurs.

Certifié vraie copie de la section 1, article 11, des règlements de la compagnie, adopté par les directeurs le 16 mai 1921 et approuvé par le vote de plus des deux-tiers en valeur du capital représenté par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale duement convoquée pour étudier le règlement.

Le secrétaire-trésorier,

911 C. S. BAGG.

Avis est par le présent donné conformément à l'article 6102 de la Loi des compagnies de Québec, 1920, que: "L. R. Steel Service Corporation, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. Joseph-N. Matte, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, en remplacement de M. André Lefaivre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

959 C.-J. SIMARD.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295*a* des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les procureurs du requérant,

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT.

349—10-5

Miscellaneous Notices

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER, CONSOLIDATED.

"ARTICLE 11

Board of directors.

Section 1.—The affairs of the company shall be managed and conducted by a board of twelve directors.

Certified to be a true copy of section 1, article 11, of the by-laws of the company, adopted by the directors on the 16th day of May, 1921, and approved by a vote of more than two-thirds in value of the stock represented by the shareholders present at a special general meeting duly called for considering the by-law.

C. S. BAGG,

912 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that pursuant to article 6102 of the Quebec Companies' Act, 1920, that "L. R. Steel Service Corporation, Limited", authorized to do business in this Province has, by a new power of attorney, appointed Mr. Joseph N. Matte, of the city of Montreal, its principal agent with head office in said city, in the place and stead of Mr. André Lefaivre.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

960 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration devision of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT,

350—10-5 Attorneys for applicant.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "British Empire Steel Corporation, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 120, rue Saint-Jacques.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Ray Mitchell Wolvin, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 6 mars 1922. 969

La compagnie "Oxford Paper Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois cixstantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montmorency Mills, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Edward G. Gorman, de Montmorency Mills, Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 3 mars 1922. 971

La compagnie "British Dystuffs Corporation Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nautre, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 62, rue McGill.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Thomas Buxton, de Montréal, au numéro 62 rue McGill.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 2 mars 1922. 973

Companies licensed to do business

The company "British Empire Steel Corporation, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 120 Saint James street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Ray Mitchell Wolvin, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th March, 1922. 970

The "Oxford Paper Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montmorency Mills, Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward G. Gorman, of Montmorency Mills, Quebec.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 3rd, 1922. 972

The company "British Dystuffs Corporation, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 62 McGill street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Thomas Buxton, 62 McGill street, Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922. 974

ERRATUM

Dans l'arrêtée en Conseil du 28 février 1922, *re:* l'enregistrement des véhicules-moteurs, publié à la page 426 de la *Gazette Officielle de Québec* du 11 mars 1922, à la cinquième ligne du premier paragraphe, il faut lire "chapitre 30" au lieu de "chapitre 20". 979

ERRATUM

In the Order in Council of the 28th of February, 1922, *re:* the registration of motor-vehicles, published on page 426 of the *Quebec Official Gazette* of the 11th of March 1922, at the fifth line of the first paragraph thereof, read "chapter 30" instead of "chapter 20". 980

Québec, 14 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 14 mars 1922, d'accorder, en faveur de M. N.-Henri Tardif, notaire, de Saint-Casimir, comté de Portneuf, le transfert des minutes, répertoire et index, de feu Napoléon-Edouard Lacoursière, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

991 C.-J. SIMARD.

Québec, 21 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Emile Hébert, notaire, demeurant en la cité de Longueuil et pratiquant en les cités de Longueuil et de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Magloire Dagenais, en son vivant notaire, pratiquant en la cité de Longueuil puis en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

743—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Victor W. Meek, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Charles-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfer, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Omer Dauray, en son vivant notaire, de Saint-Denis-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province

811—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 1er mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. L.-Edouard Morier, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Elzéar Chabot, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Leblanc, dont ledit feu Elzéar Chabot était dépositaire.

Le sous-secrétaire de la province,

819—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 2 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant gouverneur en Conseil, par M. Pierre-Edmond Durocher, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Coaticook, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Gendreau, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire, aussi de Coaticook, et dont ledit feu Jean-Baptiste Gendreau

Quebec, 14th March, 1922.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 14th of March, 1922, to grant, in favor of Mr. Henri Tardif, notary, of Saint Casimir, county of Portneuf, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Edouard Lacoursière, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,

992 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February 21st. 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Emile Hébert, notary, residing in the city of Longueuil and practicing in the cities of Longueuil and Montreal, wherby he prays for the tranfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Magloire Dagenais, in his lifetime, notary, practicing in the city of Longueuil and also in the city of Montreal, district of Montreal.

C.-J. SIMARD,

744—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February, 27th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Victor W. Meek, notary, residing and practicing at Saint-Charles-sur-Richelieu, county and district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory san index of the late Louis Omer Dauray, in his lifetime, notary, of Saint-Denis-sur Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe.

C. J. SIMARD,

812—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 1st, 1922.

Notice is hereby given,in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council. by Mr.L. Edouard Morier, notary, residing and practicing in the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Elzear Chabot, in his lifetime notary ,of the same place, and the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Leblanc, which had been transferred to the late Elzear Chabot.

C. J. SIMARD,

820—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Pierre Edmond Durocher, notary, residing and practicing in the town of Coaticook, district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Gendreau, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime notary, ,also of Coaticook, which had been transferred to the late Jean Bap-

était dépositaire, en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 8 novembre 1911.

Le sous-secrétaire de la province,
821—10-5 C.-J. SIMARD.

tiste Gendreau, by Order in Council dated the 8th of November, 1911.

C. J. SIMARD,
822—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Hull. Cour supérieure, No 5943. Frank Toutloff, demandeur; vs Percy Webster, défendeur; et Charles-A. LeDuc, opposant.

Le 8ième jour de mars 1922, sur ordre de l'honorable juge W. Mercier, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Percy Webster, des cité et district de Hull, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Hull, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Les protonotaires, Cour supérieure,
921—11-2 GRONDIN & KEARNEY.

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Bonaventure, Cour supérieure, No 3695.

Louis Bujold, de Bonaventure, contracteur, demandeur ; vs Amédée Pratt, cultivateur, de Saint-Alphonse-de-Caplan, défendeur ; et Levi Bujold, cultivateur, de Saint-Charles-de-Caplan, opposant.

Le dixième jour de mars 1922, sur ordre du protonotaire de la Cour supérieure, T.-A. Blanchet, agissant en l'absence inévitable du juge à New-Carlisle, donné ce jour, vu l'allégation d'insolvabilité, dudit Amédée Pratt, de Saint-Alphonse-de-Caplan, cultivateur, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette Cour au bureau du protonotaire de Cour supérieure, pour ce district à New-Carlisle, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673-674 du code des procédures civiles.

New-Carlisle, 10 mars 1922.

Le protonotaire Cour supérieure,
T.-A. BLANCHET.

Contresigné :
Procureur de l'opposant,
P.-EMILE COTE. 929—11-2

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 51.

In re: Joseph Lamy, ouvrier, de Victoriaville, demandeur; vs Théophile Singcaster, commerçant, de Victoriaville, défendeur; et Mademoiselle Mary St-Pierre, sténographe, de la ville d'Arthabaska, opposante.

Il est ordonné aux créanciers de Théophile Singcaster, commerçant, de Vicotoriaville, de produire au greffe de la Cour supérieure du district d'Arthabaska, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Arthabaska, 4 mars 1922.

Les protonotaires, Cour supérieure,
977—11-2 MARCEAU & PICHER.

Rules of Court

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 5943. Frank Toutloff, plaintiff; vs Percy Webster, defendant; and Charles A. LeDuc, opposant.

The 8th day of March, 1922, upon an order from the Honourable Judge W. Mercier, given this day, in view of the allegation of insolvency of the said Percy Webster, of the city and district of Hull, defendant, the creditors of the said defendant that have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior Court for this district, at Hull, within fifteen days from the first insertion of the present notice in the *Official Gazette of Quebec*, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

GRONDIN & KEARNEY,
922—11-2 P. S. C.

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, county of Bonaventure, Superior Court, No. 3695.

Louis Bujold, of Bonaventure, contractor, plaintiff ; vs Amédée Pratt, farmer, of Saint-Alphonse-de-Caplan, defendant; and Levi Bujold, farmer, of Saint Charles-de-Caplan, opponent.

The tenth day of March, 1922, by an order of the prothonotary of the Superior Court, T.-A. Blanchet, acting in the unavoidable absence of the Judge at New Carlisle, given this day, whereas it has been alledges of the insolvency of Amédée Pratt, farmer, of Saint Alphonse-de-Caplan, farmer, defendant, the creditors of the said defendant who have not file already their claim, I hereby request them to file them at the office of the prothonotary of New Carlisle, in the fifteen days, from the first publication of the present notice, in the *Official Gazette of Quebec*, the whole according to the articles 673-674 of the Civil Code of Procedure.

New Carlisle, 10 March, 1922.

T.-A. BLANCHET.
P. S. C.,

Countersigned :
P.-EMILE COTE,
Attorney for the opponent. 930—11-2

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 51.

In re: Joseph Lamy, workman, of Victoriaville, plaintiff; vs Théophile Singcaster, dealer, of Victoriaville, defendant; and Miss Mary St-Pierre, stenographer, of the town of Arthabaska, opposant.

It is ordered to the creditors of Theophile Singcaster, dealer, of Victoriaville, to file their claims at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Arthabaska, within fifteen days of the date of the first insertion of the present notice.

Arthabaska, 4th March, 1922.

MARCEAU & PICHER,
978—11-2 P. S. C.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour de circuit, No 483.

7 février 1922.

PRÉSENT: Sa Seigneurie le juge Globensky.

G.-H. Green, demandeur; vs H. H. Bean, défendeur; et Parsons & Mayhew, opposants.

Vu l'allégation de la déconfiture du défendeur et vu que certains deniers, produits de meubles, ont été rapportés en justice, ordre est donné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations au bureau du greffier de ladite Cour dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Le greffier de la Cour de circuit,

629—10-2 G.-L. deLOTTINVILLE.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Circuit Court, No 483.

7th February, 1922.

PRESENT: His Lordship Mr. Justice Globensky.

G. H. Green, plaintiff; vs H. H. Bean, defendant; and Parsons & Mayhew, opposants.

Whereas certain monies have been returned into Court after the sale of moveable effects of defendant and whereas it is alleged that said defendant is insolvent, the creditors of said defendant are ordered to file their claims with the clerk of the said Court within 15 days after the first insertion of the present notice.

G. L deLOTTINVILLE,

630—10-2 Clerk of the Circuit Court.

Soumissions

Des soumissions cachetées adressées au secrétaire-trésorier, cité de Verdun, seront reçues par le soussigné, jusqu'au 3 avril 1922, à 7 p.m., au greffe de la corporation de la cité de Verdun, hôtel de ville, Verdun, pour l'achat des émissions suivantes de débentures :

Règlement No 179, montant de $100,000.00, date d'échéance, le 1er mai 1941 ; taux d'intérêt 6% ; payables à Montréal ou à New-York.

Règlement No 180, montant $25,000.00, date d'échéance, 1er mai 1941 ; taux d'intérêt 6% ; payables à Montréal ou à New-York.

Règlement No 181, montant $50,000.00 ; date d'échéance, 1er novembre 1941 ; taux d'intérêt 6% ; payables à Montréal ou à New-York.

Les règlements en vertu desquels les débentures sont émises ont été approuvés par la commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal, et par le lieutenant gouverneur en Conseil ou par la Législature.

Les débentures en vente des règlements Nos 179 et 180 sont par coupures de $500.00 chacune ; celles du 181, de $1,000.00 chacune, avec coupons d'intérêts annexés payables les 1er mai et novembre de chaque année.

Sur demande on fournira toutesparticularités sur ces émissions.

Toutes les soumissions doivent faire mention de l'intérêt accru à compter du 1er novembre 1921.

Le dépot exigé par la loi doit accompagner chaque soumission.

Le conseil ne s'engage pas à compter la plus haute soumission ni aucune autre.

Les soumission seront décachetées le 27 mars et les débentures accordées sur décision du conseil.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire-trésorier,
J. WISHART.

Hôtel-de-Ville,
Le 7 mars, 1922. 951

Tenders

Sealed tenders, addressed to the secretary-treasurer, city of Verdun, will be received by the undersigned, until 7 p.m., April 3rd, 1922, at the office of the corporation of the city of Verdun, City Hall, Verdun, for the purchase of the following issues of debentures :

By-law No 179, amount $100,000.00, date of maturity, May 1st, 1941; rate of interest 6% ; payable in Montreal or New-York.

By-law No. 180, amount $25,000.00, date of maturity, May 1st, 1941, rate of interest 6% ; payable in Montreal or New-York.

By-law No. 181, amount $50,000.00 ; date of maturity, November 1st 1941 ; rate of interest 6% ; payable in Montreal or New-York.

The by-laws under which the above debentures are being issued have been approved by the Metropolitan Commission of the Island of Montreal, and by the Lieutenant-Governor in Council or by the Legislature.

The debentures of by-laws Nos. 179 and 180 are in denominations of $500.00 each ; 181 of $1,000.00 each, with interest coupons attached which are payable on the 1st of May and November of each year.

Full particulars of the issued may be had upon application.

All tenders must specify accrued interest from the 1st November, 1921.

A deposit called for by law must accompany each tender.

The council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

The tenders will be opened on March, 27th and bonds awarded under the decision of the council.

By order of the council.

J. WISHART,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Verdun.
March 7th, 1922. 952

Des soumission cachetées seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier de la commission scolaire de La Sarre, à La Sarre, P. Q., d'aujourd'hui au vingt-huit mars mil neuf cent vingt-deux, à trois heures de l'après-midi, pour la vente de débentures de cent et cinq cents piastres chacune, payable aux bureaux de la banque d'Hochelaga, à Québec et La Sarre, d'un emprunt de vingt mille dollars ($20,000.00) effectué par cette commission, à un intérêt de six pour cent par an, remboursable dans vingt ans, à compter du premier octobre mil neuf cent vingt-un, par

Sealed tenders will be received at the office of the secretary treasurer of the school commission of La Sarre, at La Sarre, P. Q., from to-day up to the twenty eighth of March, one thousand nine hundred and twenty two, at three o'clock in the afternoon. for the sale of a loan of twenty thousand dollars ($20,000.00), in denominations of one hundred and five hundred dollars each, payable at the offices of the Hochelaga Bank, at Quebec and La Sarre, contracted by this commission, bearing interest at the rate of six per centum per annum, redeemable in twenty years, from the first of

annuités de mille piastres chaque année; ledit emprunt ayant été approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil après avoir été recommandé par le surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque à charte, égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission ne sera pas acceptée, leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre est acceptée lui est remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Pour plus amples informations s'adresser au

secrétaire-trésorier,
Municipalité scolaire de La Sarre,
JULES LAVIGNE.

La Sarre, 10 mars 1922. 975

Province de Québec, municipalité scolaire de la cité de Verdun.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission de débentures au montant de $175,000, souscrites par les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Verdun, datées le premier avril 1922, portant intérêt au taux de 6% l'an, et remboursables dix ans après leur date.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'à lundi le 3 avril 1922, à 5 heures p.m.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires qui sera tenue le 3 avril 1922, à 8 heures p.m. au lieu ordinaire de leurs réunions.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui sera présentés.

Verdun le 14 mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
OSCAR DEGUISE.

46 rue Church, Verdun. 997

October, one thousand nine hundred and twenty one, in annual instalments of one thousand dollars each; the said loan having been approved by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the superintendent of Public Instruction of the Province of Quebec.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank equal to one per cent of the amount of the loan. After the examination of the tenders, the cheques deposited by the unsuccessful tenderers will be returned to them without delay; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

For further particulars, apply to

JULES LAVIGNE,
Secretary Treasurer,
School municipality of La Sarre.

La Sarre, 10th March, 1922. 976

Province of Quebec, school municipality of the city of Verdun.

Notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned for the sale of the issue of $175,000, bonds of the school commissioners for the school municipality of the city of Verdun, dated April 1st 1922, bearing interest at the rate of six per centum per annum, and payable ten years after date.

Said tenders will be received until Monday, the third of April, 1922, at 5 o'clock, p.m.

To each tender shall be annexed an accepted cheque to the order of the said school commissioners representing one per cent of the amount of the tender; the cheque of the party whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

Said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the said commissioners which will be held on the third of April, 1922, at 8 o'clock p.m. at the ordinary place of their sessions.

Each tender shall specify that the accrued interest will be paid in addition with the amount of the tender.

Said commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

Verdun, March 14th, 1922.

OSCAR DEGUISE,
Secretary-Treasurer.

46 Church street, Verdun 998

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de "Greenfield Land & Construction Company, Limited", de la cité de Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge Bruneau en date du 6 février, 1922, dans la cause No 3767, Cour supérieure, district de Montréal, et tel que prescrit par la Loi de faillite 1920.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en sept lots, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif du district de

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of: "Greenfield Land & Construction Company, Limited", of the city of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by Honourable Justice Bruneau dated the 6th day of February, 1922, in cause No. 3767 of the Superior Court, district of Montreal, and in accordance with the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable properties hereafter described will be sold by public auction, in seven lots, the NINETEENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's

Montréal, au Palais de justice, à Montréal, savoir:

Lot No 1.—Un lot de terre situé à Melrose Lawn, ayant front sur l'avenue Melrose, quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-cinq de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (No 174-65) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné vers le nord-est par le lot numéro 174-168, étant l'avenue Melrose; au sud-est par le numéro 174-64, au sud-ouest par le numéro 174-70, étant une ruelle au nord-ouest par le numéro 174-66; mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille trois cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, entr'autres une maison portant le numéro civique 624 de ladite avenue Melrose;

Lot No 2.—Un lot de terre situé à Melrose Lawn, ayant front sur l'avenue Melrose, quartier Notre-Dame-de-Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-six de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (No 174-66) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné au nord-est par le numéro 174-168, étant l'avenue Melrose; au sud-est par le numéro 174-65; au sud-ouest par le numéro 174-70, étant une ruelle; et au nord-ouest par le numéro 174-67; mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille trois cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, entr'autres une maison portant le numéro civique 626 de ladite avenue Melrose;

Lot No 3.—Un emplacement situé dans la cité de Montréal formé par le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit de la redivision officielle de partie du lot originaire numéro trois mille quatre cent sept (No 3407-168) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front vers l'ouest par la rue Aqueduct, No 3407-194; en arrière vers l'est, par une ruelle No 3407-163; d'un côté vers le nord par le numéro 3407-167; et de l'autre côté vers le sud, par le numéro 3407-169, mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille deux cents pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 4.—Un emplacement situé sur l'avenue Sainte-Adèle, en la cité de Montréal, composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante-sept et quatre cent soixante-huit de la subdivision officielle de portion du lot originaire numéro six cent trente-sept (No 637-467 et 468) des plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant chacun desdits lots vingt-six pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, contenant en superficie, chacun, mille neuf cent soixante-seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné ledit lot numéro 637-467, vers le nord-est par le lot numéro 637-505, étant la rue Sainte-Adèle; vers le sud-est par le numéro 637-434, étant une ruelle; vers le sud-ouest par le numéro 637-466, étant une ruelle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-468; et ledit lot numéro 637-468, vers le nord-est par le numéro 637-505, étant l'avenue Sainte-Adèle; vers le sud-est par le

office of the district of Montreal, at the Court House, in Montreal, to wit:

Lot No. 1.—A lot of land situate at Melrose Lawn, fronting on Melrose avenue, Notre-Dame-de-Grâce ward, in the city of Montreal, known and designated as number sixty five of the official subdivision of part of the original lot number one hundred and seventy four (No. 174-65) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded to the north-east by the number 174-168, being Melrose avenue, to the south-east by the number 174-64; to the south-west by the number 174-70, being a lane, to the north-west by the number 174-66; measuring twenty-five feet in width by ninety-five feet in depth, containing in area two thousand three hundred and seventy-five feet, English measure, and more or less.

With all the buildings thereon erected and amongst others a house bearing civic number 624 of said Melrose avenue;

Lot No. 2.—A lot of land situate at Melrose Lawn, fronting on Melrose avenue, Notre-Dame-de-Grâce ward, in the city of Montreal, known and designated as number sixty-six of the official subdivision of part of the original lot number one hundred and seventy-four (No. 174-66) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded to the north-east by the number 174-168, being Melrose avenue; to the south-east by the number 174-65; to the south-west by the number 174-70, being a lane; and to the north west by the number 174-67; measuring twenty-five feet in width by ninety-five feet in depth, containing in area two thousand three hundred and seventy-five feet, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected and amongst others a house bearing civic number 626 of said Melrose avenue;

Lot No. 3.—An emplacement composed of the lot of land known and designated as number one hundred and sixty-eight of the official redivision of part of the original lot number three thousand four hundred and seven (No 3407-168) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, towards the west, by Aqueduct street, No. 3407-194; in rear, towards the east, by a lane No. 3407-163; on one side, towards the north, by the number 3407-167; and on the other side, towards the south, by the number 3407-169, measuring the said lot, twenty-five feet in width by a depth of eighty-eight feet, containing two thousand two hundred feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No. 4.—An emplacement situate on Saint Adèle avenue, in the city of Montreal, composed of the two lots of land known and designated as numbers four hundred and sixty-seven and four hundred and sixty-eight of the official subdivision of portion of the original lot number six hundred and thirty-seven (No. 637-467 and 468) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring each of the said lots twenty-six feet in width by a depth of seventy-six feet, containig in superficies, each, one thousand nine hundred and seventy-six feet English measure, and more or less; bounded the said lot number 637-467, towards the north-east by the number 637-505, being Saint Adèle avenue; towards the south east by the number 637-434, being a lane; towards the south-west by the number 637-466, being a lane; and towards the north-west by the number 637-468;—and the said lot number 637-468, towards the north-east

numéro 637-467; vers le sud-ouest par le numéro 637-466, étant une ruelle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-469;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Lot No 5.—Un emplacement situé dans la cité de Montréal, composé du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro cent soixante-quatorze de la redivision officielle de partie du lot originaire numéro trois mille quatre cent sept (No 3407-174) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front vers l'ouest par la rue Aqueduct, numéro 3407-194; en arrière vers l'est par le numéro 3407-163, étant une ruelle; d'un côté vers le nord par le numéro 3407-173 et de l'autre côté vers le sud par le numéro 3407-174, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 6.—Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-huit de la subdivision officielle de partie du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-neuf (No 4669-438) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné vers le nord par le numéro 4669-412 (rue), vers l'est par le numéro 4669-439, vers le sud par le numéro 4669-454 (ruelle); et vers l'ouest par le numéro 4669-437, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, formant une superficie de mille huit cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées;

Lot No 7.—Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-huit de la subdivision officielle de portion du lot originaire numéro six cent trente-sept (No 637-528) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné vers le nord-est par le numéro 637-545, étant une ruelle, vers le sud-est par le numéro 637-527, vers le sud-ouest par le numéro 637-505, étant l'avenue Sainte-Adèle; et vers le nord-ouest par le numéro 637-529, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur et contenant mille neuf cents pieds en superficie, mesure anglaise oet pls ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé sur chaque lot avant l'adjudication.

Pour autres informations et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL.
97 rue Saint-Jacques, Montréal.
Encanteurs :
FRASER FRERES. 909—11-2

Sous la Loi de Faillite

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, *In re:* Adélard Dion, journalier, Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DIX-HUIT AVRIL prochain, il sera procédé à la vente à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B de l'article 20 de la Loi de faillite, des immeubles suivants dépendant de l'actif de ladite cession autorisée, comme suit :

by the number 637-505, being Sainte Adèle avenue; towards the south-east by the number 637-467; towards the south-west by the number 637-466, being a lane, and towards the north-west by the number 637-469;

With the buildings thereon erected.

Lot No. 5.—An emplacement situate in the city of Montreal, composed of the lot of land known and designated as number one hundred and seventy-four of the official redivision of part of the original lot number three thousand four hundred and seven (No. 3407-174) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, towards the west, by Aqueduct street, No. 3407-194; in rear, towards the east, by the number 3407-163, being a lane; on one side, towards the north by the number 3407-173; and on the other side by the number 3407-175, measuring twenty-five feet in width by a depth of eighty-seven feet in depth, containing two thousand one hundred and seventy-five feet in superficies, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No 6.—A lot of land known and designated as number four hundred and thirty-eight of the official subdivision of part of the original lot number four thousand six hundred and sixty-nine (No. 4669-438) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded towards the north by the number 4669-412 (street), towards the east by the number 4669-439, towards the south by the number 4669-454 (lane) and towards the west by the number 4669-437, measuring twenty-five feet in width by a depth of seventy-five feet, containing one thousand eight hundred and seventy-five feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected;

Lot No. 7.—A lot of land known and designated as number five hundred and twenty-eight of the official subdivision of portion of the original lot number six hundred and thirty-seven (No. 637-528) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded towards the north-east by the number 637-545, being a lane, towards the south-east by the number 637-527, towards the south-west by the number 637-505, being Saint Adèle avenue and towards the north-west by the number 637-529; measuring in width twenty-five feet by a depth of seventy-six feet and containing one thousand and nine hundred feet in superficies, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected.

A deposit of $1,000.00 on the price of adjudication will be required on each lot before the adjudication.

For further particulars and *Cahier des Charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL.
97, Saint James street, Montreal.
FRASER BROS,
Auctioners. 910—11-2

Under the Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe. *In re :* Adélard Dion, laborer, Saint Hyacinthe, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTFENTH of APRIL next, there will be sold at public auction, pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the following immoveables forming part of the above estate, as follows :

A.—A DIX heures du matin, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, les immeubles suivants :

1. Un emplacement sis et situé sur la rue Saint-Michel, en la cité de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cinquante pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-seize (176) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité—avec les bâtisses y érigées;

2. Un emplacement sis et situé sur la rue Notre-Dame, quartier No 5, en la cité de Saint-Hyacinthe, étant les numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante-six (446) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance chacun de cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, avec les bâtisses y érigées. A distraire desdits numéros une lisière de terre prise au front pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant acte de vente enregistré sous le No 53977-B;

3. Le lot numéro deux cent quarante-six (246) le lot numéro deux cent quarante-huit (248) et le lot deux cent quarante-neuf (249) des plan et livre de renvoi officiels du village de Labelle, dans la division numéro deux du comté de Labelle—avec les bâtisses y érigées;

B.—A DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, les biens suivants :

1. Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, sur le chemin du petit rang, ayant une superficie d'un demi arpent carré, et faisant partie du lot numéro douze cent vingt-quatre (1224) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Hyacinthe, étant le coin nord-ouest dudit lot et borné comme suit : en front au nord le chemin du petit rang, à l'ouest à la ligne de division entre les lots Nos 1225 et 1224, à l'est et au sud au résidu dudit lot numéro 1224—avec une fromagerie et autres bâtisses y érigées, ainsi que toutes les machines ,machineries, outils et accessoires servant à l'exploitation de ladite fromagerie ;

2. Un lot de bois (croutes) pour l'utilité de ladite fromagerie.

Les titres et certificats des bureaux d'enrégistrement peuvent être consultés à mon bureau.

Les propriétés peuvent être visitées en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite, et elle équivaut à une vente par le shérif.

Saint-Hyacinthe, 7 mars 1922.

Le syndic autorisé,
HORACE ST-GERMAIN,
Notaire.

93 rue Mondor. 913—11-2

La loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 13.

Dans l'affaire de Arthur Langlois, marchand, de la cité de Sorel, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que l'immeuble dudit Arthur Langlois, désigné comme suit:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Sorel, sur le côté est de la rue Du Roi, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de

A.—At TEN o'clock in the forenoon, at the sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, the following immoveables :

1. An emplacement lying and situate on Saint Michel street, in the city of Saint Hyacinthe, containing fifty feet in width by eighty feet in depth, the whole more or less, known and designated as being the lot number one hundred and seventy-six (176) on the official plan and book of reference of the said city—with the buildings thereon erected ;

2. An emplacement lying and situate on Notre-Dame street, ward No. 5, in the city of Saint Hyacinthe, being the numbers four hundred and forty-four (444) and four hundred and forty-six (446) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, each lot containing fifty feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected. To deduct from the said lots a strip of land taken at the front thereof for widening Notre-Dame street, as per deed of sale registered under the No. 53977-B,

3. The lot number two hundred and forty-six (246), the lot number two hundred and forty-eight (248) and the lot number two hundred and forty-nine (249), of the official plan and book of reference of the village of Labelle, in the second division of the county of Labelle—with the buildings thereon erected;

B.—At TWO o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, the following properties :

1. A parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, on the road of the small range, having an area of one half arpent, square, and forming part of the lot number twelve hundred and twenty-four (1224), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hyacinthe, being the north-west corner of the said lot and bounded as follows : in front to the north by the road of the small range, on the west by the line of division between the lots 1225 and 1224, on the east and south by the residue of the said lot number 1224—with a cheese factory and other buildings thereon erected, together with the machines, machineries, tools and accessories used in the operation of the said cheese factory ;

2. A lot of slabs for the use of the said cheese factory.

The titles and certificates of the registry office can be examined at my office.

The properties can be inspected at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Saint Hyacinthe, March 7th, 1922.

HORACE ST-GERMAIN,
Notary.
Authorized trustee.

93 Mondor street. 914—11-2

The Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 13.

In the matter of Arthur Langlois, merchant, of the city of Sorel, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable of the said Arthur Langlois, described as follows :

A piece of land or emplacement situate in the city of Sorel, on the east side of Du Roi street, known and designated on the official plan and

la ville de Sorel, comme étant partie du lot numéro cinq.ent trente-trois (pt. No 533), contenant environ trente-neuf pieds et trois pouces de front à la rue du Roi, sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, de là prenant une largeur additionnelle vers le nord de vingt-six pieds et neuf pouces sur une profondeur additionnelle de trente-six pieds, le tout de mesure anglaise tenant en front, à la rue Du Roi, en profondeur à l'est au lot de terre numéro cinq cent trente-six, la propriété de M. Hubert Mongeon, au sud au lot de terre numéro cinq cent trente-deux de Madame J.-B.-A. Falardeau, et au nord à l'autre partie dudit lot numéro cinq cent trente-trois, la propriété de M. L.-S. Robitaille et au lot de terre numéro cinq cent trente-quatre, la propriété de M. W. G. Morgan—avec le magasin et autres bâtisses et dépendances y érigées, et avec le droit à la mitoyenneté et sujet au droit de mitoyenneté dans les murs et les cheminées des bâtisses contigues, et sujet au droit de passer tant à pieds qu'en voiture pour le propriétaire du résidu dudit lot numéro cinq cent trente-trois et ses représentants, pour communiquer de son dit terrain au passage dans la ligne ouest du lot de terre numéro cinq cent trente-six, et avec en outre les servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes pouvant se rattacher à l'immeuble ci-dessus décrit et notamment avec le droit de passage qui peut exister pour la commodité de l'immeuble présentement décrit sur le lot de terre numéro cinq cent trente-six, sans toutefois,de garantie quant à ce droit de passage.

Sera vendu en la cité de Sorel, au magasin dudit immeuble au No 47 de la rue Du Roi,JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Sorel, 4 mars 1922.

Le syndic autorisé,
919—11-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

La loi de Faillite.

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Dans l'affaire de la cession autorisée de William Bonneau, cultivateur, de la partie est du canton de Farnham.

Avis public est par les présentes donné, que en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la Loi des faillites 9-10 George V, chapitre 36, article 20, et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique, VENDREDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, 1922, à ONZE heures a. m., à la porte de l'église du village d'Adamsville, dans la partie est du canton de Farnham, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir:

1. Un morceau de terre désigné comme étant la moitié ouest du lot numéro huit dans le cinquième rang du canton de Farnham est, d'après l'ancienne division des lots et maintenant désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-quatre (544) des plan et livre de renvois officiels du cadastre du canton de Farnham est, contenant environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées;

book of reference of the town of Sorel, as being part of the lot number five hundred and thirty three (pt. No. 533), containing about thirty nine feet and three inches in front on Du Roi street by ninety six feet in depth, thence having an additional, width towards the north of twenty six feet and nine inches by an additional depth of thirty six feet, the whole according to English measurements; bounded in front by Du Roi street, in depth to the east by the lot of land number five hundred and thirty six, the property lof Mr. Hubert Mongeon, on the south by the ot of land number five hundred and thirty two owned by Dame J. B. A. Falardeau, and on the north by the other part of the said lot number five hundred and thirty three, the property of Mr. L. S. Robitaille and by the lot of land number five hundred and thirty four, the property of Mr. W. G. M. Morgan—with the store and other buildings and dependencies thereon erected, and with the right to the *mitoyenneté* and subject to the right of *mitoyenneté* in the walls and chimneys of the adjacent buildings, and subject to the right of the owner of the residue of the said lot number five hundred and thirty three and his representatives to pass on foot and with vehicles to gain access from his land to the passage in the west line of the lot of land number five hundred and thirty six, and together with the active, passive, apparent or unapparent servitudes which may be attached to the said above described immoveable and especially with the right of way which may exist for the convenience of the immoveable herein described on the lot of land number five hundred and thirty six, without, however, any warranty as to such right of way.

Will be sold in the city of Sorel, at the store of the said immoveable, No. 47 Du Roi street, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Sorel, 4th March, 1922.

J. C. A. TURCOTTE,
920—11-2 Authorized trustee.

The Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford.

In the matter of William Bonneau, farmer, of the east part of the township of Farnham, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate and according to the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, article 20 and amendments, the immoveable property hereinafter described, will be sold by public auction, FRIDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the village of Adamsville, in the east part of the township of Farnham, district of Bedford, to wit:

1. A piece of land designated as the west half of lot number eight, in the fifth range of the east part of the township of Farnham, according to primitive survey of lots, now designated as lot number five hundred and forty four (544) of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, containing about one hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected;

2. Un autre terrain désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-cinq (545) du susdit cadastre de la contenance de cinquante acres de terre en superficie, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Ladite vente aura lieu pour argent comptant.
Farnham, 6 mars 1922.

Le syndic autorisé,
927—11-2 D.-H. NOISEUX.

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Dans l'affaire de la cession autorisée de Ephrem Meunier, cultivateur, de la partie ouest du canton de Farhnam.

LA Loi de Faillite

Avis est par les présentes donné, que en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la loi 9-10 Georges V, chapitre 36, article 20, et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1922 à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du syndic soussigné, en la ville de Farnham, district de Bedford, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située dans la partie ouest du canton de Farnham, désignée par le lot numéro cent quatre vingt-sept (187) des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, de la contenance de cent cinquante-cinq acres de terre environ, le tout sans garantie de mesure précises—avec toute les bâtisses y érigées.

Ladite vente aura lieu pour argent comptant
Farnham, 6 mars 1922.

Le syndic autorisé,
925—11-2 D.-H. NOISEUX.

La Loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 7.

Dans l'affaire de Agénor Joyal, fils de David, cultivateur, de la paroisse de Saint-David, comté Yamaska, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que la terre dudit Agénor Joyal, désignée comme suit :

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David, dans la cinquième concession, connue au plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros soixante-dix-sept, soixante dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-un (Nos 77, 78, 79, 80 et 81) ; contenant quatre arpents et demi de largeur sur vingt-cinq de profondeur, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées.

Cette vente est faite avec charge d'une pension de cent piastres ($100.00), par année, affectant lesdits lots en faveur de David Joyal, de Saint-David-d'Yamaska, P. Q.

Sera vendue au village de Saint-David, dans la salle du conseil, MARDI, le VINGT-CINQ AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
915—11-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

---

2. Another piece of land designated as lot number five hundred and forty five (545) of the above said official plan, containing about fifty acres of land in superficies, the whole more or less, without any guarantee of precise measurements.

The said sale will be made for cash money.
Farnham, 6th March, 1922.

D. H. NOISEUX,
928—11-2 Authorized trustee.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford.

In the matter of Ephrem Meunier, farmer, of the township of West Farnham, authorized assignor.

The Bankruptcy Act

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate, and according to the Bankruptcy Aact 9-10 George V, Chap. 36, art. 20 and amendments, the immoveable property hereinafter described will be sold by public auction, WEDNESSAY, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in the office of the undersigned turstee, in the town of Farnham, district of Bedford, to wit :

A farm situate in the township of West Farnham, designated by lot number one hundred and eighty-seven (187) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald-de-Farnham, containing about one hundred and fifty-five acres of land, the whole without any guarantee of precise measurements—with the buildings thereon erected.

The sale will be made for cash money.
Farnham, March 6th, 1922.

D. H. NOISEUX,
925—11-2 Authorized trustee.

The Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No 7.

In the matter of Agénor Joyal, son of David, farmer, of the parish of Saint David county of Yamaska, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the land of the said Agénor Joyal described as follows :

t ıe said Agénor Joyal, described as follows :

1. A farm situate in the parish of Saint David, in the fifth concession, known on the official cadastral plan and book of reference of the said paris' of Saint David, as being composed of the lots numbers seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty and eighty-one (Nos. 77, 78, 79, 80 and 81), containing four arpents and a half in width by twenty-five in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon reected.

This sale is made with the charge of a pension of one hundred ($100.00) dollars per anunm, encumbering the said lots in favor of David Joyal, of Saint-David-d'Yamaska, P. Q.

Will be sold at the village of Saint David, in the Council Hall, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

J.-C.-A. TURCOTTE,
916—11-2 Authorized trustee.

La Loi de Faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 9.

dans l'affaire de Hormisdas Joyal, fils de Joseph, cultivateur, de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les terres dudit Hormisdas Joyal, désignées comme suit :

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-David, dit district, connue aux plan et livre de renvoi du cadastre offieiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros sept cent quatre-vingt-huit et sept cent quatre-ving'-neuf (Nos 788 et 789), de forme irrégulière, contenant cent vingt-huit arpents de superficie, le tout plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-David, dit district, connue aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-David, comme étant composée des lots numéros huit cent quatre-vingt-huit et huit cent quatre-vingt-neuf (888 et 889)—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Seront vendues au village de Saint-David, dans la salle du conseil, MARDI, le DEUXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
917—11-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

Vente—Loi de Faillite.

Dans l'affaire de E.-A. Therrien, de Sainte-Anne-de-Stukeley, fabricant de beurre, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu l'imme ble ci-après décrit appartenant audit E.-A. Therrien, savoir:

Un terrain connu et désigné comme étant le coin nord-est du lot six cent trente-deux (632) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stukeley, mesurant, ledit terrain, cent soixante et dix (170) pieds de front sur le chemin conduisant à South-Stukeley, par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur sur le chemin conduisant à Waterloo — avec la bâtisse sus-érigée servant de beurrerie et les machines y contenues.

Cette vente aura lieu à l'endroit ou est situé l'immeuble sus-décrit.

Pour conditions de vente, s'adresser au notaire, Louis-C. Godbout, Waterloo, P. Q.

Granby, 14 mars 1922.

Le syndic autorisé,
985—11-2 L.-P. BERNARD.

Cour supérieure en matière de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 172.

Dans l'affaire de Pierre Plante, de la cité de Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, district de Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé ; et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, Qué., sundics autorisés.

Avis public est par le présent donné que le terrain et bâtisses dessus érigées sous-mentionnés seront vendus au bureau des syndics sou-s

The Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 9,

In the matter of Hormisdas Joyal, son of Joseph, farmer, of the parish of Saint David, county of Yamaska, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the lands of the said Hormisdas Joyal described as follows :

1. A farm lying and situate in the parish of Saint David, said district, known on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint David, as being composed of the lots numbers seven hundred and eighty eight and seven hundred and eighty-nine (Nos. 788 and 789), of irregular outline, comprising one hundred and twenty-eight arpents in superficies, the whole more or less—with all the buildings thereon erected·

2. A farm situate in the parish of Saint David, said district, known on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint David, as being composed of the lots numbers eight hundred and eighty-eight and eight hundred and eighty-nine (Nos. 888 and 889)—with all the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint David, in the Council Hall, on TUESDAY, the SECOND day·of MAY, one thousand nine hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C. A. TURCOTTE,
918—11-2 Authorized trustee.

Sale—Bankruptcy Act.

In the matter of E. A. Therrien, of Sainte-Anne-de-Stukeley, butter-maker, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the NINETEENTH day of APRIL, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold the following immoveable belonging to the said E. A. Therrien, namely:

A lot of land known and designated as being the northeast corner of the lot six hundred and thirty two (632) of the official plan and book of reference of the township of Stukeley, measuring, the said lot of land, one hundred and seventy (170) feet in front on the road leading to South-Stukeley, by ninety five (95) feet in depth on the road leading to Waterloo—with the building thereon erected used as a butter factory and the machinery therein contained.

This sale will take place on the premises.

For conditions of sale, apply to the notary Louis C. Godbout, Waterloo, P. Q.

Granby, 14th March, 1922.

L. P. BERNARD,
986—11-2 Authorized trustee.

Superior Court in Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, No. 172.

In the matter of Pierre Plante, of the city of Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, district of Three Rivers, Que., authorized assignor; and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, Que., authorized trustees.

Public notice is hereby given that a piece of ground with the buildings thereon erected undermentioned will be sold at the office of the under-

signés, JEUDI, VINGT AVRIL prochain à ONZE 11 heures de l'avant-midi :

La juste moitié est du :

Lot de terre situé à Shawinigan Falls, portant le numéro trente-deux de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore; borné en front par la Quatrième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le No 628-31 et du côté ouest par le No 628-33.

Avec la maison et autres bâtisses érigées sur ladite moitié est.

Pour être vendus à Montréal, le VINGTIEME jour d'Avril 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Pour de plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Syndics autorisés,
PAQUET & BONNIER.

120 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué.
995—11-2

Dans l'affaire de Ernest Payan, marchand, de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, Québec, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Germain-de-Grantham, de la contenance de quarante pieds sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, faisant partie du lot six cent soixante-neuf (Pt 679) des plan et livre de renvoi officiel du canton de Granthan; borné comme suit, en front par le chemin de l'église, en profondeur par le terrain de M. Laplume, au sud par le numéro six cent soixante-dix-huit, au nord par le résidu du lot 679—avec les bâtisses y dessus érigées, et sujet à toutes les servitudes y attachées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Condition de vente: argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au

Syndic autorisé,
J.-W. ST. ONGE.

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville, Qué.
655—10-2

Dans l'affaire de Agénard Lemire, plombier, de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, district d'Arthabaska (chapelle temporaire), l'immeuble suivant, savoir:

1. Un certain terrain faisant partie du lot numéro trois de la subdivision du lot quinze du quartier sud de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, mesurant en front sur la rue Cockburn, cinquante pieds et dix pouces par la profondeur dudit lot; borné en front au nord-ouest par la rue Cockburn, en profondeur au sud-est par Madame Léandre Hénault et Wong Sing; d'un côté au nord-est par Alfred Paris et Wong Sing; et de l'autre côté au sud-ouest par le vendeur (Victor St-Jean)—avec les bâtisses y dessus éri-

signed trustees, on THURSDAY, APRIL TWENTIETH, 1922, at ELEVEN o'clock a. m.

The right eastern half of :

Piece of ground situated at Shawinigan Falls, bearing No. 32 of subdivision of cadastral lot No. 628 (628-32) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore; bounded in front by Fourth street, in rear by a lane, eastward by No. 628-31 and westward by No. 628-33.

With the house and other buildings erected on the said eastern half.

To be sold at Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock a.m.

For further particulars, apply for teh undersigned.

PAQUET & BONNIER,
Authorized trustees

120 St. James St., Montreal, Que.
996—11-2

In the matter of Ernest Payan, merchant, of Saint Germain de Grantham, district of Arthabaska, Quebec, authorized-assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint-Germain-de-Grantham, district of Arthabaska, the following immoveable property, to wit:

A piece of land situated in the village of Saint-Germain-de-Grantham, containing fourty feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, English measure, more or less, and being a portion of lot No. six hundred and seventy nine (Pt. 679) on the official cadastre for the township of Grantham, bounded in front by the church road, in rear by the land belonging to Mr Laplume, on the south by lot No. six hundred and seventy eight, and on the north by the remainder of said lot 679—with all buildings thereon erected and subject to the servitudes thereto connected.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J.-W. St-ONGE,
Authorized trustee.

Office: 28 Heriot street, Drummondville, Que.
656—10-2

In the matter of Agenard Lemire, plumber, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, Quebec, authorized assignee.

Notice is hereby given that MONDAY, the TENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction at the parochial church door of Saint Frederic of Drummondville, district of Arthabaska (temporary chapel), thefollowing immoveable properties, to wit:

1. A certain piece of land being part of lot number three of the subdivision of lot number fifteen of south ward of the town of Drummondville, district of Arthabaska, containing in front on the Cockburn street fifty feet and ten inches by the length of the said lot; bounded in front on the north west by Cockburn street, at the reat on the south east by Mrs Léandre Hénault, and Wong Sing, on the north east side by Alfred Paris and Wong Sing and on the other side at the south west by the vendor (Victor St-Jean)—

gées, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives apparentes, ou occultes, attachées au dit immeuble;

2. Un certain terrain faisant partie du lot numéro trois de la subdivision du lot numéro quinze du quartier sud de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska; borné en front au nord-ouest par la rue Cockburn, en profondeur par Dame Léandre Hénault, d'un côté au sud-ouest par Ephrem Archambault et de l'autre côté au nord est par l'acquéreur (Agénard Lemire)—avec les bâtisses y dessus érigées et sujet à toutes les servitudes y attachées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au

Syndic autorisé,
J.-W. ST-ONGE.

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville.

657—10-2

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 10. Dans l'affaire de Charles-Edouard Joyal, cultivateur, de la paroisse de Saint-David cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que les terres dudit Charles-Edouard Joyal, désignée comme suit:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-David, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d enrégistrement du comté d Yamaska, pour la paroisse de Saint-David, comme tant les lots numéros deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq (Nos 284 et 285) de trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées;

2. Une portion de terre située en ladite paroisse de Saint David, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-David, comme étant le lot numéro trois cent trente-un (No 331), contenant trois arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur en moyenne, mais de forme irrégulière, et le tout plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Seront vendues au village de Saint-David, à la salle du conseil, MARDI, le ONZE AVRIL, mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
J.-C.-A. TURCOTTE.

853—10-2

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. Dans l'affaire de Amédée St-Germain, boucher, village de La Providence, comté de Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le DOUZE AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Hyacinthe, sera vendu à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B de l article 20 de la Loi de faillite, l'immeuble suivant, dépendant de l'actif de ladite faillite, savoir:

with all buildings thereon erected, as the whole now stands with active, passive, hidden or apparent servitudes connected with said property;

2. A certain piece of land being part of lot number three of the subdivision of lot number fifteen of south ward of the town of Drummondville, district of Arthabaska; bounded in front on the north west by Cockburn street, at the rear by Mrs Léandre Hénault, on the south west side by Ephrem Archambault and on the other side at the north east by the purchaser (Agenard Lemire)—with all buildings thereon erected and subject to the servitudes thereto connected.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

J.-W. ST. ONGE,
Authorized trustee.

Office: 28 Heriot street, Drummondville.

658—10-2

Sale—Bankruptcy Act.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 10. In the matter of Charles Edouard Joyal, farmer, of the parish of Saint David, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the lands of the said Charles Edouard Joyal, designated as follows:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint David, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint David, as being the lots numbers two hundred and eighty four and two hundred and eighty five (Nos. 284 and 285), of three arpents in width by twenty-five arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected;

2 A parcel of land situate in the said parish of Saint David, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint David, as being the lot number three hundred and thirty one (No. 331), containing three arpents in front by a mean depth of twenty five arpents, but of irregular outline and the whole more or less—with the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint David, at the Council Hall, on TUESDAY, the ELEVENTH of APRIL, one thousand nine hundred and twenty two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff s sale.

J. C. A. TURCOTTE,
Authorized trustee.

854—10-2

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe. In the matter of Amédée St-Germain, butcher, village of La Providence, county of Saint Hyacinthe, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Saint. Hyacinth, there will be sold at public auction, and pursuant to paragraph 3-B of article 20 of the Bankruptcy Act, the following immoveable forming part of the assets of the said estate, to wit:

Un emplacement ou immeuble sis et situé au village de La Providence, district de Saint-Hyacinthe et composé comme suit:

a. D'un terrain de soixante-quinze pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie sud-est du numéro cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, situé à l'angle nord des rues Saint-Pierre et du Pont; tenant en front ladite rue Saint-Pierre, en profondeur le terrain ci-après désigné, d'un côté de la rue Du Pont et de l'autre côté une ruelle conduisant de ladite rue Saint-Pierre à la rivière;

b. D'un terrain situé au même lieu, à la profondeur de celui ci-dessus désigné, mesurant trente-neuf pieds de largeur au front, le long de la rue Du Pont, étant partie dudit numéro cent soixante-quinze (p. 175) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Hyacinthe; tenant en front à ladite rue Du Pont, en profondeur la ruelle ci-dessus mentionnée, d'un côté le terrain ci-dessus décrit et de l'autre côté, au nord-ouest, le terrain ayant appartenu à la compagnie manufacturière de Saint-Hyacinthe, moins et à distraire le terrain vendu à L.-F. Morison, suivant acte passé devant M.-E. Bernier, N. P., le 10 octobre 1892, enregistré à Saint-Hyacinthe sous le No 36051 et appartenant aujourd'hui à la cité de Saint-Hyacinthe, désigné comme suit:

Un terrain situé au village de La Providence, sur la rue Du Pont, à prendre à la profondeur du terrain ci-dessus désigné, faisant partie du numéro cent soixante-quinze, et borné comme suit: en front la rue Du Pont, d'un côté, au nord-ouest, le terrain de L.-P. Morin ou ayants-droit, de l'autre côté au sud-est la ligne fixée par une borne placée à vingt pieds et huit pouces, mesure anglaise, de la maison du gardien du pont Barsalou et se continuant parallèlement au parement sud-est de ladite maison jusqu'à trois pieds en arrière d'icelle, et de là se prolongeant obliquement jusqu'à une ruelle où une borne temporaire est placée; et à distraire de plus la partie dudit terrain cédée à la municipalité du village de La Providence pour l'élargissement de la rue Du Pont—avec trottoir en béton y construit.

Ledit emplacement ou immeuble, tel que ci-dessus décrit, à être vendu avec toutes les bâtisses y érigées.

Les titres et certificat du bureau d'enregistrement peuvent être consultés à mon bureau.

La propriété peut être visitée en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe 3*b* de la Loi de faillite et elle équivaut à une vente par le shérif.

Saint-Hyacinthe, 28 février 1922.

Le syndic autorisé,
HORACE ST-GERMAIN, notaire.

93 rue Mondor. 849—10-2

Dans l'affaire de Agenor Lambert, hôtelier, de Drummondville, district d'Arthabaska, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le ONZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public à la porte de l'église paroissiale de Drummondville, district d'Arthabaska, l'immeuble suivant, savoir:

Cette partie du lot numéro six, dans le troisième rang du canton de Grantham, contenant deux cent vingt-six pieds de longueur sur quatre-vingt-dix pieds de largeur plus ou moins, maintenant connue et désignée comme étant une partie du lot

An emplacement situate in the village of La Providence, district of Saint-Hyacinthe, and formed as follows:

a. A piece of ground containing seventy five feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, being the south east part of number one hundred and seventy five (p. 175) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe, situate at the north corner of Saint Pierre and Du Pont street, and bounded in front by the said Saint Pierre street, in depth the ground hereafter described, on one side by Du Pont street, and on the other side by a lane from Saint Pierre street to the river;

b. Another piece of ground situate at the depth of the ground hereabove described, measuring thirty nine feet in width at the front, along Du Pont street, being a part of said number one hundred and seventy five (p. 175) on the official cadastre of the said parish of Saint Hyacinthe; bounded in front by the said Du Pont street, in depth by the lane hereabove mentioned, on one side by the ground hereabove described and on the other side, to the north west, by the ground having belonged to "La Compagnie manufacturière de Saint Hyacinthe", to be deducted the piece of ground sold to L. F. Morison, by a deed passed before M. E. Bernier, notary, on the 10th October, 1892, registered at Saint Hyacinthe under No. 36051 and now belonging to the city of Saint Hyacinthe, and designed as follows;

A piece of ground situate in the village of La Providence, on Du Pont street, to be taken at the depth of the ground hereabove described, being a part of number one hundred and seventy five, and bounded in front by Du Pont street, on the north west side by the ground belonging to L. P. Morin or *ayants-droit*, on the south east side the line marked by a boundary put at twenty feet and eight inches, English measure, from the house of the bridge guardian and to be continued parallely to the south east wall of said house up to three feet in rear of this house, and from there continuing obliquely to a lane or where a temporary boundary is placed; to deduct moreover the part of said ground abandoned to the municipality of the village of La Providence, for widening Du Pont street—with a concrete sidewalk thereon erected.

The said emplacement, hereabove described, to be sold with the buildings thereon erected.

The titles and certificates of the registry office can be seen at my office.

The property can be inspected at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Saint Hyacinthe, 28th February, 1922.

HORACE ST-GERMAIN, notary,
Authorized trustee.

93 Mondor street. 850—10-2

In the matter of Agenor Lambert, hotel keeper, of the town of Drummondville, district of Arthabaska, Quebec, authorized-assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the parochial church door of Drummondville, district of Arthabaska, the following immoveable property, to wit:

The portion of the lot number six, in the third range, township of Grantham, measuring two hundred and twenty six feet in length, by ninety feet width, more or less, known and designated as being part of the lot number one hundred and

numéro cent soixante-B (Pt. 160-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, avec une fromagerie et beurrerie dessus construites et toutes les machines, engins, bouilloires virant et tournant et travaillant qui se trouvent incorporés à ladite fromagerie et beurrerie, ainsi qu'une maison et autres bâtisses sur ce morceau de terre.

Ce terrain est borné comme suit: en front par la route de Drummondville, au sud-ouest par le quatrième rang, de l'autre côté et en arrière par le reste du lot numéro cent soixante-B. (Pt. 160-B).

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 Georges V, chapitre 36, et aux mêmes fins que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser au

Syndic autorisé.
J.-W. ST. ONGE.

Bureau: 28 rue Hériot, Drummondville.
833—10-2

Dans l'affaire de Alfred & Napoléon Truteau, cultivateurs, Saint-Rémi-de-Napierville, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures A.M., seront vendus à l'encan public, à la porte de l'église du village de Saint-Rémi-de-Napierville, les immeubles suivants faisant partie de l'actif desdits cédants autorisés, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, connue et désignée sous le numéro (284) deux cent quatre-vingt-quatre du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi—avec une maison et autres bâtisses dessus construites et contenant en superficie environ cinquante-six (56) arpents et trente-quatre perches;

2. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent soixante-dix-sept (No 277), de la paroisse de Saint-Rémi, contenant trois arpents de largeur sur vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites; à distraire cependant de ce lot, la partie vendue à Samuel Bourelle au mois d'octobre dernier et comprenant un peu plus de vingt arpents;

3. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit (No 288) du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi, contenant en superficie à peu près soixante arpents;

4. Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (No 286) du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi, contenant deux arpents de largeur sur trente de profondeur; à distraire cependant la partie de ce lot vendue à Albert Riendeau, à peu près quinze arpents.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite et partant a le même effet que celle faite par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
EUGENE PREVOST.

Bureau de Prevost & Perras,
107 rue Saint-Jacques, Montréal. 835—10-2

---

sixty-B (Pt. 160-B) of the official plan and book of reference of the township of Grantham, with butter and cheese manufacture and all machineries, engines and boilers and all buildings thereon erected.

That piece of land is bounded in front by the Drummondville road, on the south-west by the fourth range, on the north-east and in rear, by the remainder of the said lot number one hundred and sixty B (Pt. 160-B).

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 Georges V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further particulars, apply to

J. W. ST. ONGE,
Authorized trustee.

Office: 28 Heriot street, Drummondville.
834—10-2

In the matter of Alfred & Napoléon Truteau, farmers, Saint-Rémi-de-Napierville, authorized assignors.

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of the village of Saint-Remi-de-Napierville, the following immoveable properties, being a part of the assets of the said authorized assignors, as follows:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Remi, in the county of Napierville, known and designated as being lot number two hundred and eighty four (284) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi—with a house and other buildings thereon erected and having an area of about fifty six (56) arpents and thirty four (34) rods;

2. A lot of land known and designated as being lot number two hundred and seventy seven (277), of the parish of Saint Remi, containing three arpents in width by twenty seven arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected; to distract however from said lot, the part sold to Samuel Bourelle, in October, 1921, and containing a little more than twenty arpents;

3. A lot of land known and designated as being number two hundred and eighty eight (288) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi, containing in area about sixty arpents;

4. A lot of land known and designated as being number two hundred and eighty six (286) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Remi, containing two arpents in width by thirty arpents in depth; to distract however the part of said lot sold to Albert Riendeau, about fifteen arpents;

The tibles and certificates can be examined at the office of the undersigned authorized trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

EUGENE PREVOST,
Authorized trustee.

Office of Prevost & Perras,
107 Saint James street, Montreal. 836-[illegible]-2

Canada, province de Québec, district de Montréal'

Dans l'affaire de J.-Henri Lamarche, imprimeur et relieur, faisant affaires à Belœil, comté de Verchères, et à Montréal, comté d'Hochelaga, sous le nom et raison sociale de "Atlas Printing Co.", cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit :

Les lots situés du côté sud-est de la rue Saint-Charles, dans la ville de Belœil, connus et désignés sous les numéros seize et dix-sept de la subdivision du lot numéro quarante-un (41-16 et 17) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil—avec les bâtisses et manufacture y érigées.

Sera vendu en vertu de la loi 9-10 George V, chap. 36, art. 20 par. 3b et ses amendements, à la porte de l'église paroissiale de Belœil, dit district, SAMEDI, le QUINZIEME jour du mois d'AVRIL 1922, à DEUX heures p.m.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
V. LAMARRE.

Chambre 820, Montréal.
83 rue Craig-Ouest. 739—10-2

Canada, province de Québec, district de Richelieu, No 12.

Dans l'affaire de Louis Chapdelaine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que la terre dudit Louis Chapdelaine, désignée comme suit :

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-Bonaventure, comme étant les lots numéros soixante-dix-neuf et quatre-vingt (Nos 79 et 80), mesurant environ six arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Sera vendue au village de Saint-Bonaventure-d'Upton, à la salle du conseil, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Le syndic autorisé,
757—10-2 J.-C.-A. TURCOTTE.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of J.-Henri Lamarche, printer and bookbinder, doing business at Belœil, county of Verchères, and at Montreal, county of Hochelaga, under the name and firm of "Atlas Printing Co.", authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable property designated as follows :

The lots situated on the south-east side of Saint Charles street, in the town of Belœil, known and designated under numbers sixteen and seventeen of the subdivision of lot number forty-one (41-16 and 17) on the plan and book of reference of the parish of Belœil—with the buildings and factory thereon erected.

Shall be sold under the authority of the act 9-10 George V, chap. 36, art. 20, par. 3b and amendments thereto, at the door of the parish church of Belœil, said district, SATURDAY, APRIL FIFTEENTH, 1922, at TWO o'clock P.M.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

V. LAMARRE,
Authorized trustee.

Room 820, Montréal.
83 Craig-West, 740—10-2

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, No. 12.

In the matter of Louis Chapdelaine, farmer, of the parish of Saint-Bonaventure-d'Upton, authorized assignor,

Public notice is hereby given that the farm of the said Louis Chapdelaine, designated as follows :

A parcel of land lying and situate in the parish of Saint-Bonaventure-d'Upton, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint Bonaventure as being the lots numbers seventy-nine and eighty (Nos. 79 and 80), measuring about six arpents in front by forty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

Will be sold at the village of Saint-Bonaventure-d'Upton, at the Council Hall, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty-two, at TWO o'clock in the afternoon.

This sale is made in accordance with article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

J. C.-A. TURCOTTE,
758—10-2 Authorized Trustee.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Beauharnois, No 4039, Cour supérieure.

Adélard Vaillancourt *et al*, demandeurs; vs Joseph Vaillancourt fils *et al*, défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le 8 mars 1922, dans une cause dans laquelle Adélard Vaillancourt, artisan, et Félicité Vaillancourt, fille majeure usant de ses droits, tous deux de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, sont demandeurs; et Joseph Vaillancourt fils, journalier, actuellement du canton de Havelock, dit district, Francis

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Beauharnois, No 4039, Superior Court.

Adelard Vaillancourt *et al*, plaintiffs; vs Joseph Vaillancourt jnr. *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry-de-Valleyfield, in the district of Beauharnois, rendered on the 8th of March, 1922, in a cause wherein Adelard Vaillancourt, workman, and Felicite Vaillancourt, spinster, in the use of her rights, both of the city of Salaberry-de Valleyfield, are plaintiffs; and Joseph Vaillancourt, junior, laborer, presently of the township of Havelock, said district, Francis Vaillancourt,

Vaillancourt, artisan, de ladite cité de Valleyfield, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Abraham, Amable, Marie-Louise, Marcelin, Laurenza, Laurenzo et Donaldo Vaillancourt, tous enfants mineurs de Joseph Vaillancourt fils, prénommé, et de feu Dame Ferdinanda Barré, son épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

1. Un certain terrain situé dans le canton de Franklin, connu et désigné sous le numéro dix B (No 10-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Franklin, dans la huitième concession de Jamestown, de la contenance de cinquante arpents;

2. Un certain terrain étant la partie ouest du lot numéro dix-huit-B (No 18-B) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Franklin, contenant un acre de largeur par vingt-cinq acres de longueur; borné au nord par la ligne de division entre la septième et huitième concession de Jamestown, au sud par le chemin public, à l'est par le résidu dudit lot No 18-B, et à l'ouest par le terrain de Michael Leahey—sans bâtisse.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, dans la salle d'audience, séance tenante, au palais de justice, à Salaberry-de-Valleyfield, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute oppositon à fin d'annuler, aux fins de charge ou de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de cette Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, ce 10 mars 1922.

Le procureur des demandeurs,
935—11-2 ARTHUR PLANTE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2307.

Avis public est aux présentes donné que, jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 14 février 1922, dans une cause dans laquelle Annie Keilty, épouse commune en biens de John Crowthers, détective, de la cité de Montréal, et ledit John Crowthers, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, est demanderesse; et Hugh Keilty, de la ville de Brownville Jonction, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Dame Hattie Keilty, épouse séparée de biens de Fred Melanson, et ledit Fred Melanson, de la ville de Brownville Jonction, dans l'état du Maine, l'un des Etats-Unis d'Amérique, pour autoriser sadite épouse; et Dame Ida Vicary, épouse séparée de biens de Thomas Stalker, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et ledit Thomas Stalker, pour autoriser sadite épouse; et James Stace, boutiquier, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs: Gertrude Mary Cox; Edgar Cornélius Cox et Clifford-Phillip Lewis Le Cocq, et Dame Catherine (Kate) Sims, veuve de Thomas Vicary, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, personnellement et en sa qualité d'exécutrice testamentaire et légataire universelle de feu Thomas Vicary,

workman, of the said city of Valleyfield, in said district, both personally and in his quality of tutor to Abraham, Amable, Marie-Louise, Marcelia, Laurenza, Laurenzo and Donaldo Vaillancourt, all minor children of Joseph Vaillancourt, junior, aforesaid, and of the late Dame Ferdinanda Barré, his wife, are defendants, ordering the licitation of the following immoveables, to wit:

1. That certain piece of land situated in the township of Franklin, known and designated under the number ten-B (No 10-B) of the official plan and book of reference of the township of Franklin, in the eighth concession of Jamestown, containing fifty arpents;

2. That certain piece of land being the west part of the lot number eighteen-B (No 18-B) of the official plan and book of reference of the township of Franklin, containing one acre in width by twenty five acres in length; bounded on the north by the divisional line between the seventh and eighth concession of Jamestown, on the south by the public highway, on the east by the residue of the said lot No. 18-B and on the west by the land of Michael Leahey—without buildings thereon.

The above immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, in the Court room, sitting the Court, at the Court House, at Salaberry-de Valleyfield, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1922, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, March 10th, 1922.

ARTHUR PLANTE,
936—11-2 Attorney for plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2307.

Public notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of February, 1922, in a case wherein Annie Keilty, wife common as to property of John Crowthers, detective, of the city of Montreal, and the said John Crowthers, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife, is plaintiff; and Hugh Keilty, of the town of Brownville Junction, in the state of Maine, one of the United States of America; Dame Hattie Keilty, wife separate as to property of Fred Melanson, and the said Fred Melanson, of the town of Brownville Junction, in the state of Maine, one of the United States of America, to authorize his said wife; and Dame Ida Vicary, wife separate as to property of Thomas Stalker, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, and the said Thomas Stalker, for the purpose of authorizing his said wife; and James Stace, shopkeeper, of the city of Montreal, in his quality of tutor to the minor children: Gertrude-Mary Cox; Edgar-Cornelius Cox and Clifford-Phillip Lewis Le Cocq and Dame Catherine (Kate) Sims, widow of Thomas Vicary, of the city of Lachine, in the district of Montreal, personally and in her quality

en son vivant, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, sont défendeurs; et ladite Dame Annie Keilty, épouse commune en biens de John Crowthers, des cité et district de Montréal, et ledit John Crowthers pour autoriser sadite épouse, est requérante, et Dame Catherine Sims, veuve de Thomas Vicary, de la cité de Lachine, dans le district de Montreal, est intimée, ordonnant la vente sur défaut de ladite intimée de verser le prix d'adjudication, et pour folle enchère de l'immeuble suivant, à savoir:

Ces emplacements, dans la ville de Lachine, connus et désignés sous les numéros 65 et 66 du plan de subdivision du lot No 916, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec les bâtisses dessus construites. Les immeubles ci-haut seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, à une séance de la Cour supérieure, division de pratique d'icelle ou dans toute autre chambre désignée par le juge de la Cour de pratique, au palais de justice de Montréal, le ONZE AVRIL 1922, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi (heure solaire), sujet aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges produit au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doit être produite au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après adjudication; et qu'à défaut de faire lesdites oppositions dans les délais impartis aux présentes, on sera forclos de ce faire. Un dépôt de mille ($1000.00) piastres de l'acheteur sera exigé sur adjudication, tel que mentionné au cahier des charges déposé chez le protonotaire de la cour supérieure, Montréal.

Montréal, 21 février 1922.
L'avocat de la demanderesse et requérante,
807—10-2 RUSSELL T. STACKHOUSE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 481.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 février 1922, dans une cause dans laquelle Ernest Ledoux, dentiste, de Montréal, est demandeur ; et Dame Joséphine Ledoux, veuve de J.-B. Dubois, en son vivant bourgeois, de Montréal; J.-B. Dubois, commis, Percival Ledoux, commis, Dame Hélène Ledoux, épouse de Arthur Lehman, agent, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse, et J.-B. Trahan, voyageur de commerce, en sa qualité de tuteur à Dlle Jeanne Trahan, tous de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, étant la partie nord-est du lot numéro sept cent douze (712) du quartier Stain-Antoine, contenant trente-cinq pieds de front par soixante-douze de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Desrivières, en arrière par la partie sud-ouest du lot numéro sept cent-douze, d'un côté par une ruelle et de l'autre côté par le lot numéro sept cent-onze—avec bâtisses dessus construites.

as testamentary executrix and universal legatee of the late Thomas Vicary, in his lifetime of the city of Lachine, in the district of Montreal, are defendants; and the said Dame Annie Keilty, wife common as to property of John Crowthers, of the city and district of Montreal, and the said John Crowthers, for the purpose of authorizing his said wife is petitioner, and Dame Catherine Sims, widow of Thomas Vicary, of the city of Lachine, in the district of Montreal, is respondent; ordering the sale for failure of said respondent to pay the price of adjudication, and for false bidding of the following immoveable property, to wit:

Those certain emplacements, in the town of Lachine, known and designated as numbers 65 and 66 on the subdivision plan of lot No. 916, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine—with the buildings thereon erected. The above immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder at the sitting of the Superior Court in the practise division thereof, or in all other room that the sitting judge in the practise division may refer, at the Montreal court house, on the ELEVENTH day of April, 1922, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Standard time), subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the practise to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing. A deposit of one thousand ($1000.00) dollars from the purchaser will be required immediately upon adjudication, as mentioned in list of charges deposited with the prothonotary of the Superior Court, Montreal.

Montreal, February 21st, 1922.
RUSSELL T. STACKHOUSE,
808—10-2 Attorney for plaintiff and petitioner.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 481.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 22nd day of February, 1922, in a cause in which Ernest Ledoux, dentist, of Montreal, is plaintiff; and Dame Josephine Ledoux, widow of J. B. Dubois, in his lifetime gentleman, of Montreal; J. B. Dubois, clerk, Percival Ledoux, clerk, Dame Helene Ledoux, wife of Arthur Lehman, agent, and the latter in order to authorize his said wife to these presents and J. B. Trahan, traveller, in his quality of tutor at Demoiselle Jeanne Trahan, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable designated as follows, to wit:

A lot of land situated in the city of Montreal, being the north-east portion of the lot number seven hundred and twelve (712) of Saint-Antoine ward, measuring thirty five feet in front by seventy-two feet in length, English measure; bounded in front by the Desrivières street, on rear by the south-west portion of the lot number seven hundred and twelve, on one side by a lane and on the other side by the lot number seven hundred and eleven—with buildings thereon erected.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1922, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans l'une des salles d'audience du palais de justice de Montréal, qui sera alors indiqué, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin de distraire, à fin de charge ou à fin d'annuler, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication : et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 27 février 1922.

Le procureur du demandeur.

831—10-2 AUGUSTE QUESNEL.

The above designated immoveable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL 1922, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in a room of the court house of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as foresaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be fyled within six days after the adjudication; and failing the parties to fyle such opposition within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Montreal, 27th February, 1922.

AUGUSTE QUESNEL,

832—10-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No. 4411.

Avis est par le présent donné que, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 16 février 1922, dans une cause dans laquelle Bernard D. Adelman et L. Lashinsky, tous deux de Montréal, sont demandeurs; et Mathilda Gibouleau, épouse séparée de biens de P. Gosselin, de Montréal, est défenderesse, et ledit P. Gosselin pour autoriser son épouse à ester en justice, et P. Gosselin personnellement aussi, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, à savoir :—

La moitié indivise d'un emplacement situé en la ville de Sainte-Rose, connu et désigné sous le numéro officiel soixante-neuf (69) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

L'immeuble ci-haut désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1922, cour tenante, au palais de justice, chambre No. 31 de ladite Cour supérieure, ou dans toute autre chambre où la présente cause pourra être renvoyée, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges produit au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doit être produite au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé, tel que susdit, pour vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication ; et qu'à défaut par les parties de produire les oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses de ce faire.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de l'acheteur immédiatement après la vente.

Montréal, 2 mars 1922.

Les avocats des demandeurs,

877—11-2 BUDYK & BUDYK.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 4411.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 16th day of February, 1922, in a cause wherein Bernard D. Adelman and L. Lashinsky, both of Montreal, are plaintiffs; and Mathilda Gibouleau, wife separate as to property of P. Gosselin, of Montreal, is defendant, and the said P. Gosselin to authorize his wife to *ester en justice*, and P. Gosselin personally as well, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

The undivided half of an emplacement in the town of Saint Rose, known and designated under the official number sixty nine (69) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Rose, county of Laval. As the whole now subsists together with the active and passive servitudes, apparent and non apparent, attached thereto.

The immoveable hereinabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1922, sitting in the Court House, in room No. 31 of the said Superior Court or in any other room that this case may be referred to, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to fyle such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be forclosed from so doing.

A deposit of $500.00 will be required from the purchaser immediately after the sale.

Montreal, March 2nd, 1922.

BUDYK & BUDYK,

878—11-2 Attorneys for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues aux enchères publiques, en la salle municipale de la ville de Dorval, No 24*a* de la rue Saint-Joseph, à Dorval, district de Montréal, SAMEDI, le PREMIER jour du mois d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées audit état ci-après, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes, contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Sales for municipal taxes

Public notice is hereby given that the properties described in the hereunder statement will be sold by public auction in the municipal hall of the town of Dorval, No. 24*a* Saint Joseph street, Dorval, in the district of Montreal, on SATURDAY, the FIRST day of APRIL next, 1922, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Propriétaire de biens-fonds — Proprietor of real estate	Description de l'immeuble.—No du cad. de la paroisse des Saints-Anges-de-Lachine — Description of the immoveable.—Cad. No. of the parish of the Holy Angels of Lachine	Taxes municipales — Municipal taxes
Mlle—Miss Rhoda Arkinson	11-36	$10.73
H. Bellefeuille	868-170	3.83
J.-A. Blanchette	11-465	3.66
B. de Gironde	16-398 à 400	20.06
Dame—Mrs E. Brophy	11-545	3.10
Albert Chas Decary	16-54, 84, 89, 90, 91, 92, 113—134, 135, 143, 149, 118 119, 120, 121	346.91
William Gemble	11-604, 605	7.19
Lame Adolphe Gauthie	19-58 à 60	53.43
Joseph Garneau	16-308 à 310	20.01
W. C. Hart	11-406, 407	7.18
Arthur Larche	10-111	13.07
Mlle—Miss E. McElroy	11-446	4.61
Benj. Perkins	19-12, 13	24.12
Geo. Roberts	11-524	3.19
Paul Larcher	16-43, 76, 77, 287, 288	64.00
Paul Larcher	16-280, 281, 282, 283, 284, 285 et 286	37.32
P. Swanston	11-442	3.60
Dame—Mrs Emile Legault	16-386 à 397, 406 et 407	92.72

Donné à Dorval, ce huitième jour de mars 1922.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Dorval,
885—10-2 ALPHONSE DECARY.

Given at Dorval, this eight day of March, 1922.

Secretary-tresaurer of the town of Dorval,
886—10-2 ALPHONSE DECARY.

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : No 17 } ANTONIO LACASSE, demandeur ; vs J.-OVIDE MAJOR, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un emplacement faisant partie du lot No 17-9 du cadastre officiel pour le 5e rang du canton de Nelson, contenant environ 5 pieds de front sur 193 pieds de profondeur dans la ligne sud-est et 172 pieds dans la ligne nord-ouest, à laquelle profondeur ledit emplacement a 74 pieds de largeur ; ledit emplacement borné comme suit : en front au grand chemin, du côté nord-ouest par la rue Marquis, du côté sud-est par le terrain de "Lotbinière Lumber Co.", et en profondeur par

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 17 } ANTONIO LACASSE, plaintiff ; vs J. OVIDE MAJOR, defendant.

As belonging to said defendant:

1. An emplacement forming part of lot No 17-9 of the official plan and book of reference for the 5th range of the township of Nelson, containing about 5 feet in front by 193 feet in depth in the south-east line and 172 feet in the north-west line, at which depth the said emplacement has 74 feet in width ; the said emplacement bounded as follows : in front by the public road, on the north-west side by Marquis street, on the south-east side by land owned by the "Lotbinière

H. Fraser ou représentants—avec les bâtisses y érigées;

2. Un autre emplacement faisant partie des mêmes lots et cadastre sus-mentionnés, contenant 38 pieds de front par 100 pieds de profondeur; borné en front par la rue Marquis, en profondeur par Arthur Hinse, du côté nord-est par E. Lachance et du côté sud-ouest par S. Dubuc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anastasie-de-Nelson, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1922) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 14 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]

1001—11-2

Lumber Co.", and in depth by H. Fraser or representatives—with the buildings thereon erected;

2. Another emplacement forming part of the same lots and official plan above mentioned, containing 38 feet in front by 100 feet in depth, bounded in front by the Marquis street, in depth; by Arthur Hinse, on the north east side by E. Lachance, on the south-west side by S. Dubuc.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anastasie-de-Nelson, on the NINETEENTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 14th of March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1002—11-2

GASPÉ

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, District de Gaspé. Comté de Bonaventure. No 3651.

DAME CLARA TREMBLAY, veuve de feu Raymond-M. Romerit, en son vivant marchand, de Saint-Godefroi, demanderesse; contre les terres et tènements de ABRAHAM ROUSSY, de Saint-Godefroi, comté et district susdits, défendeur.

Un lopin de terre acheté de Michel Pausé le 18 mars 1907, du quart est de lot originaire No 25, du quatrième rang du canton Hope, et plus connus présentement comme une partie du lot cadastral No 71, dudit canton de Hope, mesurant vingt-cinq acres, plus ou moins en étendue, borné au nord par John Le Comtois, à l'est par Clément Huard, à l'ouest par John-Louis Roussy, au sud par Charles Plourde—avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Godefroi, JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, C. B.,
W. M. SHEPPARD.

New-Carlisle 9 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

897—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—New Carlisle.

Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure No. 3651.

DAME CLARA TREMBLAY, widow of the late Raymond M. Romerit in his lifetime merchant, of Saint-Godefroi, plaintiff; against the lands and tenements of ABRAHAM ROUSSY of Saint Godefroi, county and district aforesaid, defendant.

A portion of land purchased from Michel Pausé on March 18th, 1907, of the east one fourth part of the primitive lot No 25, of the fourth range of the township of Hope, and new better known as part of the cadastral lot No. 71, of the said township of Hope, containing twenty five acres, more or less, in superficies; bounded on the north by John Le Comtois, on the east by Clement Huard, on the west by John Louis Roussy, and on the south by Charles Plourde—with a house and barn thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint Godefroi, on THURSDAY the TWENTIETH day of APRIL, 1922, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C. B.

New Carlisle, 9th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

898—11-2

IBERVILLE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 105.

J.-CHARLES HARBEC, demandeur; contre JOS. L'ECUYER, FILS, autrefois de Lacadie et maintenant des cité et district de Montréal.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un emplacement situé au village de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, de la contenance de quatre perches de largeur sur trois perches de profondeur, le tout plus ou moins sans garantie de mesure précise, faisant partie du numéro deux cent trente-trois (pt. 233) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Margue-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: No. 105.

J.-CHARLES HARBEC, plaintiff; against JOS. L'ECUYER, JUNIOR, heretofore of Lacadie and now of the city and district of Montreal.

Seized as belonging to the said plaintiff:

An emplacement situate at the village of the parish of Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, containing four perches in width by three perches in depth, the whole more or less, without warranty as to precise measurements, forming part of the number two hundred and thirty three (pt. No. 233) of the official cadastre of the parish of Sainte

rite-de-Blairfindie; borné en front par le chemin public, en profondeur par les représentants de Dosithée Coupal, du côté est par Emilien Béchard et du côté ouest par les représentants de Joseph Marsan ; le tout sauf erreur et omissions.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, district d'Iberville, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 10 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

953—11-2

Marguerite-de-Blairfindie; bounded in front by the public road, in depth by the representatives of Dosithée Coupal, on the east side by Emilien Béchard and on the west side by the representatives of Joseph Marsan; the whole save errors and omissions.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, district of Iberville, on the EIGHTEENTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ARTHUR LASNIER,
Sheriff.

Saint John's, 10th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

954—11-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 9544.

EUGENE FOREST, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ligori, demandeur; vs PIERRE ALIAS PITE LAURION, de la cité et du district de Joliette, défendeur.

Un lopin de terre faisant partie du lot No 434 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, contenant un arpent et demi de largeur sur 13½ arpents de profondeur; tenant à un bout à Eustache Forest, à l'autre bout à Hildeige St. Georges, d'un côté à Israel Malo et de l'autre côté à Eustaceh Forest—sans bâtisse.

Pour être vendu le MARDI, DIX-HUITIEME jour d'AVRIL, 1922, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Paul.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.

Joliette, 13 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

987—11-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 9544.

EUGENE FOREST, farmer, of the parish of Saint Ligori, plaintiff; vs PIERRE ALIAS PITRE LAURION, of the city and district of Joliette, defendant.

A parcel of land forming part of the lot No. 434 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Paul, containing one arpent and a half in width by 13½ arpents in depth; bounded at one end by Eustache Forest, at the other end by Hildeige St-Georges, on one side by Israel Malo and on the other side by Eustache Forest—without building.

To be sold on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL 1922, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the said parish of Saint Paul.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Sheriff.

Joliette, 13th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

988—11-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Québec.

Montmagny, à savoir : No 3761.

LEONARD BEAULIEU, de Saint-Philémon, demandeur ; contre ALPHONSE NADEAU, de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, comté de Montmagny, défendeur.

1. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est par la route de l'Eglise, à l'ouest par la fabrique, au nord à Léon Larochelle et au sud à Joseph Caron—avec les droits du défendeur sur ledit terrain;

2. Toutes les bâtisses situées sur un emplacement de soixante pieds de front par cent vingt de profondeur, étant partie du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang du cadastre officiel du canton Panet; borné à l'est à la route de l'Eglise, à l'ouest à la fabrique, au sud à François Mani-

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Quebec.

Montmagny, to wit : No. 3761.

LEONARD BEAULIEU, of Saint Philémon, plaintiff ; against ALPHONSE NADEAU, of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, county of Montmagny, defendant.

1. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet; bounded on the east by the Church road, on the west by the fabrique, on the north by Léon Larochelle and on the south by Joseph Caron—with the rights of the defendant in the said lot of land;

2. The whole of the buildings situate on an emplacement of sixty feet in front by one hundred and twenty in depth, being part of the lot number twenty five (25) of the seventh range on the official cadastre of the township Panet; bounded on the east by the Church road, on the west

tha et au nord à Adolphe Beaulieu—avec les droits du défendeur sur ledit terrain.

Les deux immeubles étant sujets à une rente foncière annuelle de dix piastres ($10.00) payable semi-annuellement le 15 avril et le 15 octobre de chaque année à la fabrique de Saint-Juste-de-la-Bretonnière.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, JEUDI, le VINGTIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montmagny, 1er février 1922 J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 18 mars 1922]
515—5-2

by the fabrique, on the south by François Manitha and on the north by Adolphe Beaulieu—with the rights of the defendant in the said lot of land.

The two imoveables being, subject to a yearly ground rent of ten dollars ($10.00), payable semi-annually on the 15th of April and the 15th of October of every year to the fabrique of Saint-Juste-de-la-Bretonnière.

To be sold at the parochial church door of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, on THURSDAY, the TWENTIETH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Montmagny, 1st February, 1922. Sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
516—5-2

FIERI FACIAS VENDITIONI EXPONAS.

Cour supérieure, Québec.

Montmagny, à savoir: No 3313. } AMEDEE BOURGET, de la paroisse de Beaumont, comté de Bellechasse, cultivateur; contre L.-LOUIS ROY, de la paroisse de Saint-Valier, comté de Bellechasse.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause qui devaient être vendus à une heure et demie de l'après-midi, le douzième jour d'octobre 1921, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valier, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1922), au même endroit.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 14 mars 1922.
1021

FIERI FACIAS VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court, Quebec.

Montmagny, to wit: No. 3313. } AMEDEE BOURGET, of the parish of Beaumont, county of Bellechasse, farmer; against L. LOUIS ROY, of the parish of Saint Valier, county of Bellechasse.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause formerly announced to take place at half past one of the clock in the afternoon, the twelfth day of October, 1921, at the parochial church door of Saint Valier, will take place at TEN o'clock in the forenoon, the TENTH day of APRIL next, 1922, at the same place.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Sheriff.
Montmagny, 14th March, 1922.
1022

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 3486 } NATIONAL BRICK COMPANY OF LA-PRAIRIE, LIMITEE, corporation légale duement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs LEOPOLD CHOQUETTE, défendeur.

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Montclair, connu et désigné sous le numéro 121 du lot originaire No 152 (152-121) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ;

2. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rosedale, connus et désignés sous les Nos 328 et 329 du lot originaire No 151 (151-329 et 329) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

3. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la sixième avenue Rosemont, connus et désignés sous les Nos 582 et 583 du lot originaire No 172 (172-582 et 583) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation;

4. Un lot de terre situé en la ville de Beloeil, connu et désigné sous le numéro 6 du lot originaire numéro 30 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Beloeil; borné en front par le No 30-5 étant une rue projetée ;

5. Trois lots de terre situés en la ville de Beloeil, connus et désignés sous les numéros sept,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 3486 } NATIONAL BRICK COMPANY OF LA-PRAIRIE, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, and having its head d office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LEOPOLD CHOQUETTE, defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal, frontlng on Montclair street, known and designated under the number 121 of the original lot No. 152 (152-121) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

2. Two lots of land situated in the city of Montreal, fronting on Rosedale street, known and deisgnated under the numbers 328 and 329 of the original lot No. 151 (151-328 and 329) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

3. Two lots of land situate in the city of Montreal, fronting on Sixth avenue, at Rosemont, known and designated under the Nos 582 and 583 of the original lot No. 172 (172-582 and 583), on the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation;

4. A lot of land situate in the town of Belœil, known and designated under the number 6 of the original lot number 30 of the official plan and book of reference of the parish of Belœil; bounded n front by the No. 30-5, being a projected street;

5. Three lots of land situated in the town of Belœil, known and designated under the numbers

huit et neuf (7, 8, 9) du lot originaire numéro trente (30) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil; borné en front par le No 30-19 étant une rue projetée.

Pour être vendus comme suit, savoir :

Paragraphes 1, 2 et 3, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Et les paragraphes 4 et 5, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif.
EUGENE GOUIN.

Montréal, 8 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]
937—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 531. } SIR HERBERT S. HOLT ET SIR CHARLES B. GORDON, demandeurs; vs THOMAS REGINALD KER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant audit Thomas Reginald Ker.

L'emplacement situé dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, à "West Crescent Heights", faisant partie du lot numero deux cent trente-neuf des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, connu et désigné sur le plan de subdivision duement dressé et produit dudit lot officiel comme étant la résubdivision cent trente-neuf de la subdivision lettre B dudit lot officiel (239-B-139); mesurant soixante-sept pieds de largeur par cent sept de profondeur, en étendue sept mille cent soixante-neuf pieds, mesure anglaise, plus ou moins, ayant front sur la rue comme étant la subdivision quatre vingt-dix-neuf de ladite subdivision lettre B; borné au nord-ouest par la rue comme étant la subdivision cent quarante-un de ladite subdivision lettre B.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
EUGENE GOUIN.

Montréal, 8 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
947—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 376 } DAME GEORGIANA LAUZON, de Montréal, épouse judiciairement séparée de biens de Camille Lusignan, gérant, du même lieu, et faisant affaires seule sans la raison sociale de "C. Lusignan & Cie" et ledit Camille Lusignan pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre O. DESERRES, défendeur et L.-A. Bédard, curateur au délaissement fait en cette cause.

1. Un lot avec bâtisses dessus érigées portant le numéro 398 avenue Beaconsfield, à Montréal, connu sous le numéro de cadastre cent soixante-quatre, subdivision quatre-vingt-quatre (164-84) de la paroisse de Montréal;

2. Un lot avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 400 avenue Beaconsfield, à Montreal, connu sous le numéro de cadastre cent soixante-quatre, subdivision quatre-vingt-cinq (164-85) de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

seven, eight and nine (7, 8 and 9) of the original lot number thirty (30) of the official plan and book of reference of the parish of Belœil; bounded in front by the No. 30-19, being a projected street.

To be sold as follows, namely:

Paragraphs 1, 2 and 3, at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

And the paragraphs 4 and 5, at the parochial church door of the parish of Belœil, the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
938—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: No. 531. } SIR HERBERT S. HOLT and Sir CHARLES B. GORDON, plaintiffs; vs THOMAS REGINALD KER ET AL, defendants.

As belonging to the said Thomas Reginald Ker.

That certain emplacement situate in the city of Westmount, in the district of Montreal, on "West Crescent Heights", forming part of lot number two hundred and thirty-nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, known and designated on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as resubdivision one hundred and thirty-nine of subdivision letter B of said official lot (239-B-139); containing sixty-seven feet in width by one hundred and seven feet in depth and a superficial area of seven thousand one hundred and sixty-nine feet, English measure, more or less, fronting on the street known as subdivision ninety-nine of said subdivision letter B; bounded to the north west by the street known as subdivision one hundred and forty-one of said subdivision letter B.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Deputy sheriff.

Montreal, 8th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
948—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 376 } DAME GEORGIANA LAUZON, of Montreal, wife judicially separated as to property of Camille Lusignan, manager, of the same place, and carrying on business alone under the name and style of "C. Lusignan & Cie" and the said Camille Lusignan to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; against C. DESERRES, defendant, and L. A. Bédard, curator to the surrender of property made herein.

1. A lot of land with the buildings thereon erected bearing the number 398 Beaconsfield avenue, at Montreal, known under the cadastral number one hundred and sixty-four, subdivision eighty-four (164-84) of the parish of Montreal;

2. A lot of land with the buildings thereon erected bearing the civic number 400 Beaconsfield avenue, at Montreal, known under the cadastral number one hundred and sixty-four, subdivision eighty-five (164-85) of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.
Bureau du shérif. Le député shéri.,
EUGENE GOUIN.

Montreal, 8 mars 1922.
[Première publication le 18 mars 1922]
949—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE MONT-
No 744. } REAL-EST, corporation municipale ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs R.-CAMILLE FOURNIER, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Montréal-Est, rue Sainte-Julie, et composé:

1. Des lots de terre portant les numéros de subdivisions deux, trois et quatre du lot originaire numéro quatre-vingt-dix, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe- aux Trembles;

2. De cette partie ouest du lot numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels susdits, situé sur le prolongement des immeubles décrits en premier lieu, mesurant environ soixante-dix-neuf pieds de profondeur par quarante pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins· bornée au sud par les immeubles ci-dessus en premier lieu. décrits, à l'ouest par partie du lot 90-1, au nord par la partie de lot ci-après décrite en troisième lieu et à l'est par le résidu de ladite subdivision 90-10;

3. De cette partie ouest de la subdivision numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant soixante-dix-neuf pieds de profondeur par trente pieds de largeur ,mesure anglaise et plus ou moins; bornée au sud par la partie ouest dudit lot 90-10 ci-dessus en deuxième lieu décrite, à l'ouest par partie du lot 90-1, au nord par partie correspondante du lot 90-12 et à l'est par le résidu de ladite subdivision 90-11—avec maison d'habitation portant le numéro civique 5456 de la rue Sainte-Julie et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.
Bureau du shérif. Le député-shérif,
Montréal, 8 mars 1922. EUGENE GOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
939—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF MON-
No. 744. } TREAL EAST, a municipal corporation having its principal place of business in the town of Montreal East, district of Montreal, plaintiff; vs R. CAMILLE FOURNIER, defendant.

An emplacement situate in the town of Montreal East, Saint Julia street, and composed:

1. Of the lots of land bearing the subdivision numbers two, three and four of the original lot number ninety, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles;

2. Of that west part of the lot number ten, of the official plan and book of reference aforesaid, situate on the prolongation of the immoveables firstly above described, measuring about seventy nine feet in depth by forty feet in width, English measurements, and more or less; bounded on the south by the immoveables firstly above described, on the west by part of the lot 90-1, on the north by the part of lot thirdly hereunder described and on the east by the residue of the said subdivision 90-10;

3. Of that west part of the subdivision number eleven, of the official plan and book of reference aforesaid, measuring seventy nine feet in depth by thirty feet in width, English measurements and more or less; bounded on the south by the west part of the said lot 90-10 secondly above described, on the west by part of the lot 90-1, on the north by a corresponding part of the lot 90-12 and on the east by the residue of the said subdivision 90-11—with a dwelling house bearing the civic number 5456 Saint Julia street and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.
Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
940—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH-EMILE COTE,
No 743. } demandeur; vs DAME EDWIDGE DEGRANPRE, veuve de feu Jean Richer, défenderesse.

Les lots de terre ayant front sur l'avenue LaSalle, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros vingt - un et vingt - deux de la subdivision du lot originaire numéro neuf (9-21 et 22) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le député-sherif,
Montréal, 8 mars 1921. EUGENE GOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
941—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH EMILE COTE,
No. 743. } plaintiff; vs DAME EDWIDGE DEGRANPRÉ, widow of the late Jean Richer, defendant.

The lots of land fronting on LaSalle avenue, in the city of Montreal, known and designated under the numbers twenty one and twenty two of the subdivision of the original lot number nine (9-21 and 22) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff
[First publication, 18th March, 1922]
942—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 2547. } WILLIAM HENRY HOWARD, demandeur en garantie; vs LES HERITIERS de feu Albert Joseph Hughes, défendeurs en garantie.

La moitié sud-est du lot No quinze du lot de subdivision No quinze (15-15) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; ladite moitié sud-est étant située du côté nord-est de la rue Pagnuelo, dans la cité d'Outremont, et contenant cinquante pieds de largeur par cent soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec tous les droits de passage et accessoires connexes à ladite propriété—sans bâtisse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui a eu lieu à mon bureau, le dix-neuvième jour de janvier 1922, aura lieu de nouveau au même endroit, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI, à la folle enchère de Moses Siminovitch, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 23 février 1922.

Un dépôt de $300.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 3 mars 1922.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
Montréal, 8 mars 1922. EUGENE GOUIN.
943

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 2547. } WILLIAM HENRY HOWARD, plaintiff in warranty; vs THE HEIRS of the late Albert Joseph Hughes, defendants in warranty.

The south east half of lot No. fifteen of the subdivision lot No. fifteen (15-15) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; the said south-east half being situate on the north east side of Pagnuelo street, in the city of Outremont, and containing fifty feet in whdth by one hundred and seventy feet in depth, English measure, and more or less, with all rights of way and other accessories which may be attached to the said property — without building.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable which took place at my office, in the city of Montreal, on the nineteenth day of January, 1922, will again be held at the same place, the FIFTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON, for the false bidding of Moses Siminovitch, according to a judgment of the Honourable Judge Coderre, dated the 23rd of February, 1922.

A deposit of $300.00 or shall be exacted from every bidder with first bid, according to a judgment of the Honourable Judge Surveyer, dated the 3rd of March, 1922.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,
Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.
944

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 443. } DAME IDA SHEARER, de la cité de Westmount, veuve de feu David Williamson, décédé, en son vivant du même lieu, industriel; JOHN WILLIAMSON, recteur, et JAMES SHEARER COSTIGAN, ingénieur civil, les deux de la cité de Montréal, parties aux présentes en leur qualité de fidéicommissaires d'après le dernier testament dudit David Williamson, demandeurs; vs CITY DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED, corporation légale duement constituée, dont le siège social est dans la cité de Montréal, défenderesse.

Les parties suivantes de la subdivision A du lot No 176, communément connues sous le No. 176-A aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, à savoir:

a. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard, dans la cité de Montreal, connus comme étant la subdivision deux de la subdivision cent un (176A-101-2); la subdivision 3 de ladite subdivision cent un et la subdivision 1 de la subdivision cent deux dudit lot officiel cent soixante-seize A (176A—101-3 et 102-1) et la subdivision deux de ladite subdivision cent deux dudit lot officiel (176A—102-2);

b. Le lot de terre ayant front sur ladite avenue Old Orchard connu comme étant la subdivision deux de la subdivision cent vingt-deux dudit lot cent soixante-seize A (176A—122-2);

c. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard susdite connus comme étant la subdivision deux de la subdivision cent vingt-trois (176A-123-2); la subdivision un de la subdivision cent vingt-quatre dudit lot officiel (176A—124-1); la subdivision deux de ladite subdivision cent vingt-quatre et la subdivision une de la subdivi-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 443. } DAME IDA SHEARER, of the city of Westmount, widow of the late David Williamson, deceased, in his lifetime of the same place, manufacturer; JOHN WILLIAMSON, rector, and JAMES SHEARER COSTIGAN, civil engineer, both of the city of Montreal, herein acting in their quality of trustees of the last will and testament of the said late David Wiliamson, plaintiffs; vs CITY DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED, a body corporate duly incorporated, having its chief place of business in the city of Montreal, defendant.

The following portions of subdivision A of lot No. 176 or what is commonly known as 176A on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, namely:

a. Those lots of land fronting on Old Orchard avenue, in the city of Montreal, known as subdivision two of subdivision one hundred and one (176A-101-2); subdivision 3 of said subdivision one hundred and one and subdivision 1 of said subdivision one hundred and two of said official lot one hundred and seventy six A (176A—101-3 and 102-1); and subdivision two of said subdivision one hundred and two of said official lot (176A—102-2);

b. That lot of land fronting on said Old Orchard avenue known as subdivision two of subdivision one hundred and twenty two of said lot one hundred and seventy six A (176-A—122-2);

c. Those certain lots fronting on Old Orchard avenue aforesaid, known as subdivision two of subdivision one hundred and twenty three (176A—123-2); subdivision one of subdivision one hundred and twenty four of said official lot (176A—124-1); subdivision two of said subdivision one hundred and twenty four and subdivision one of

ion cent vingt-cinq dudit lot officiel cent soixante-seize A (176A—124-2 et 125-1);

d. Les lots de terre ayant front sur l'avenue Old Orchard susdite connus comme étant la subdivision trois de la subdivision cent vingt-cinq et la subdivision une de la subdivision cent vingt-six dudit lot cent soixante-seize A (176A—125-3 et 126-1); et la subdivision deux de ladite subdivision cent vingt-six dudit lot officiel cent soixante seize A (176A—126-2).

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,

Montréal, 8 mars 1922. EUGENE GOUIN.

[Première publication, 18 mars 1922]

945—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir } LA CITE DE MONT-
No 5880. } REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre DAME ELZIRE GUERARD, veuve de Alphonse Guay, défenderesse.

Un lot de terre ayant front sur la rue Berri, étant la subdivision numéro six cent treize (613) du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, quartier Ahuntsic-Bordeaux, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1003—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 115. } REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH GUILBAULT ET GILBERT GUILBAULT, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeurs.

Comme appartenant aux defendeurs en cette cause:

Trois lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, de ladite cité, connus et désignés comme étant les subdivisions 439, 440 et 441 du lot originaire No 262, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1005—11-2

---

subdivision one hundred and twenty five of said official lot one hundred and seventy six A (176A—124-2 and 125-1);

d. Those certain lots of land fronting on Old Orchard avenue aforesaid known as subdivision three of subdivision one hundred and twenty five and subdivision one of subdivision one hundred and twenty six of said lot one hundred and seventy six A (176A—125-3 and 126-1); and subdivision two of said subdivision one hundred and twenty six of said official lot one hundred and seventy six A (176A—126-2).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. EUGENE GOUIN,

Montreal, 8th March, 1922. Deputy sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

946—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 5880. } TREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against DAME ELZIRE GUERARD, widow of Alphonse Guay, defendant.

A lot of land bounded in front by Berri street, being subdivision number six hundred and thirteen (613) of original number two thousand six hundred and forty-three (2643) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, Ahuntsic-Bordeaux ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1004—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 115. } TREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH GUILBAULT AND GILBERT GUILBAULT, heretofore of the city of Montreal and now of parts unknown, defendants.

As belonging to the defendants herein:

Three lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Saint Lawrence boulevard, of the said city, known and designated as being the subdivisions 439, 440 and 441 of the original lot No. 262, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1006—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 70. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires dans la cité de Montréal, demanderesse; vs NAPOLEON LANGELIER, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Henri-Julien, de ladite cité, connu et désigné sous le numéro trois (3) de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-3) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
1007—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 70. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city of Montreal, plaintiff; vs NAPOLEON LANGELIER, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Henri-Julien avenue of the said city, known and designated under the number three (3) of the official subdivision of the original lot number two hundred and ninety three (293-3) on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1008—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 273. } ISAAC ST. JAMES, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, demandeur; vs DAME IDA UPTHEGROVE, de la ville de Saint-Pierre, district de Montréal, veuve de Edmond St-James, en son vivant, cultivateur, de Saint-Constant, en sa qualité de tutrice nommée à ses enfants mineurs: Irène, Melbourne et Edmunda St-James, defenderesse; et SAMUEL ST. JAMES, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, en sa qualité de subrogé-tuteur aux mêmes enfants mineurs, nommés par les mêmes ordonnances de cette Cour, mis-en-cause.

Comme appartenant à la défenderesse ès-qual., en cette cause:

Ce morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, contenant environ quatre-vingts arpents en superficie, connu et désigné comme faisant partie du lot No 112 (partie 112) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, et borné comme suit: en front par le chemin public, du côté sud-est par le terrain de Joseph Lanctôt, d'un côté par le terrain de Samuel St. James et de l'autre côté par celui de Joseph Lanctôt — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Constant, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
1009—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 273. } ISAAC ST. JAMES, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, plaintiff; vs DAME IDA UPTHEGROVE, of the town of Saint Pierre, district of Montreal, widow of Edmond St. James, in his lifetime farmer, of Saint Constant, in her quality of appointed tutrix to her minor children: Irène, Melbourne and Edmunda St. James, defendant; and SAMUEL ST. JAMES, farmer, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, in his quality of subrogate-tutor to the same children, appointed by the same orders of this Court *mis-en-cause*.

As belonging to the said defendant, *ès-qual.*, in this cause.

That parcel of land situate in the parish of Saint Constant, district of Montreal, containing about eighty arpents in area, known and designated as forming part of the lot No. 112 (part 112) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Constant, district of Montreal, and bounded as follows: in front by the public road, on the southeast side by the land of Joseph Lanctot, on one side by the land of Samuel St. James and on the other side by that of Joseph Lanctot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Constant, the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1010—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 3917 } THE BOARD REALTY, LTD, demanderesse ; vs DAME VICTORINE COMTE, veuve de C.-E. Paquette, épouse de Joseph Hogue, défendeur ; et CLIFFORD SAVAGE, curateur au délaissement nommé par jugement de la Cour supérieure, le 11 février 1922.

Les emplacements, dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, faisant partie du

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 3917 } THE BOARD REALTY, LTD, plaintiff ; vs DAME VICTORINE COMTE, widow of C. E. Paquette, at present wife of Joseph Hogue, defendant ; and CLIFFORD SAVAGE, curator to the surrender appointed by judgment of the Superior Court dated February 11th, 1922.

Those certain emplacements, in the Mount Royal ward of the city of Montreal, forming part

lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges comme étant le lot numéro cent cinquante et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision duement dressé et de record dudit lot comme étant .... numéros ce subdivision cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six et cent vingt-sept (150-119, 150-120, 150-121, 150-122, 150-123, 150-124, 150-125, 150-126, 150-127), mesurant chacune des dites subdivisions 119 à 126, inclusivement, 50 pieds de largeur par 152 pieds 5 pouces de profondeur et une étendue de 7,625 pieds, et ladite subdivision 127 muserant en largeur de 54 pieds par une profondeur de 152 pieds et 5 pouces et en étendue 8,235 pieds carrés, ayant front chacune desdites subdivisions à l'est sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 850 ;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé de la subdivision numéro 128 dudit lot officiel numéro 150 et la subdivision numéro 42 du lot numéro 48 de plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (150-128, Côte-des-Neiges, et 48-42, paroisse de Montréal, mesurant ledit emplacement 60 pieds de largeur par 133 de profondeur sur la ligne sud et 125 pieds 5 pouces dans la ligne nord, avec une étendue 8,565 pieds, et ayant front sur une rue projetée comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 ;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé du numéro de subdivision 129 dudit lot officiel numéro 150 et de la subdivision numéro 41 dudit lot officiel 48 (150-129, Côté-des-Neiges et 48-41, paroisse de Montréal), mesurant ledit emplacement 55 pieds 5 pouces de largeur par une profondeur de 115 pieds 2 pouces ligne sud, 133 pieds ligne nord et en étendue 6,888 pieds, et ayant front sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 ;

L'emplacement, dans ledit quartier Mont-Royal, composé de la subdivision numéro 130 dudit lot numéro 150 et de la subdivision numéro 40 dudit lot 48 (150-130, Côte-des-Neiges et 48-40, paroisse de Montréal); ledit emplacement étant de forme irrégulière avec une étendue de 18,680 pieds carrés, ayant front à l'est sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 et la subdivision 39 dudit lot 48, et au sud sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 38 dudit lot 48 ;

L'emplacement dudit quartier Mont-Royal, connu comme étant la subdivision numéro 168 dudit lot 150 (150-168, Côte-des-Neiges), mesurant ledit emplacement 139 pieds et 9 pouces de largeur en front et 64 pieds en arrière sur une profondeur irrégulière et une étendue de 15,300 pieds carrés, et ayant front su nord sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 167 dudit lot 150, et ayant front à l'ouest sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150 ;

Les emplacements qui font partie dudit lot officiel numéro 150 et connus au plan de subdivision d'icelui comme étant les numéros de subdivision 169 et 170 (150-169 et 150-170, Côte-des-Neiges), mesurant chacune desdites subdivisions 50 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur et une étendue de 7,500 pieds carrés, et ayant front à l'ouest sur une rue projetée connue comme étant la subdivision 155 dudit lot 150.

of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges as lot number one hundred and fifty and more particularly known on the subdivision plan duly made and fiyled of said lot as subdivision numbers one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six and one hundred and twenty-seven (150-119, 150-120, 150-121, 150-122, 150-123, 150-124, 150-124, 150-126, 150-127) containing each of said subdivisions 119 to 126, inclusively 50 feet in width by 152 feet 5 inches in depth and a superficial area of 7,625 feet, and the said subdivision 127 containing a width of 54 feet by a depth of 152 feet 5 inches and a superficial area of 8,235 square feet, fronting each of said subdivisions to the east on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 ;

That certain emplacement, in the said Mount Royal ward, composed of subdivision number 128 of said official lot number 150 and subdivision number 42 of lot number 48 of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (150-128, Côte-des-Neiges, and 48-42, parish of Montreal), containing said emplacement 60 feet in width by a depth of 133 feet on the south line and 152 fe et 5 inche s on the north line, and a superficial area of 8,565 feet, and fronting on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 ;

That certain emplacement, in said Mount Royal ward, composed of subdivision number 129 of the said official lot number 150 and subdivision number 41 of said official lot number 48 (150-129, Côte-des-Neiges and 48-41, parish of Montreal), containing said emplacement 55 feet 5 inches in with by a depth of 115 feet 2 inches in the south line, 133 feet in the north line and a superficial area of 6,888 feet and fronting on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 ;

That certain emplacement, in said Mount Royal ward composed of subdivision number 130 of said lot nmuber 150 and subdivision number 40 of said lot 48 (150-130, Côte-des-Neiges and 48-40, parish of Montreal), said emplacement being of an irregular figure and containing a superficial area of 18,680 square feet, and fronting to the east on a projected street known as subdivision 155 of said lot 150 and subdivision 39 of said lot 48, and to the south on a projected street known as subdivision 38 of said lot 48 ;

That certain emplacement in the said Mount Royal ward, known as subdivision number 168 of said lot 150 (150-168, Côte-des-Neiges) containing said emplacement a width of 139 feet and 9 inches in front and 64 feet in rear by an irregular depth and a superficial area of 15,300 square feet, and fronting to the north on a pro. jected street known as subdivision 167 of said lot 150, and fronting to the west on a projected street known as subdivision 155 of saif lot 150.

Those certain emplacements forming part of said official lot number 150 and known on the subdivision plan thereof as subdivision numbers 169 and 170 (150-169 and 150-170, Côte-des-Neiges) containing each of said subdivisions 50 feet in width by 150 feet in depth and a superficial area of 5,700 square feet, and frontnig to the west of a projected street known as subdivision 155 of said lot 150.

Avec tous les droits, circonstances et dépendances connexes, sans exception d'aucune sorte.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif.
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 15 mars 1922.

[Première publication, le 18 mars 1922]
1013—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 60. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constituée, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre GEDEON RICHER, défendeur.

Les trois (3) lots de terre suivants situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Chapleau, étant les subdivisions du numéro originaire sept (7) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, quartier de Lorimier, cité de Montréal.

La subdivision numéro deux cent quinze(215) ;

La subdivision numéro deux cent seize (216) ;

La subdivision numéro deux cent dix-sept (217).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
1017—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 86. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse; vs CHARLES-D. GEORGE, defendeur.

Un lopin de terre sis et situé dans ladite cité de Montréal; borné en front par l'avenue Borden, et étant la subdivision numéro trois cent douze (312) du numéro originaire cent cinquante-quatre (154) des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces, de ladite cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
1919—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 3681 } GEORGE - ETIENNE LARIN, demandeur; contre GEORGE ST-GERMAIN, défendeur.

1. Un emplacement de forme irrégulière situé au coin de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue Victoria, dans la cité de Westmount, mesurant vingt-six pieds de largeur sur la rue Sainte-Catherine par une profondeur de quatre-vingt-seize pieds et deux pouces dans la ligne nord-est,

With all and every the rights, members and appurtenances, thereunto belonging without exception of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, March 15th, 1922.

[First publication, March 18th, 1922]
1014—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 60. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against GEDEON PICHER, defendant.

The three (3) following lots of land situated in the city of Montreal; bounded in front by Chapleau street, being subdivisions of original number seven (7) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, of Lorimier ward, city of Montreal.

Subdivision number two hundred and fifteen (215) ;

Subdivision number two hundred and sixteen (216) ;

Subdivision number two hundred and seventeen (217).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1018—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 86. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business, in the city of Montreal, plaintiff ; vs CHARLES D. GEORGE, defendant.

A lot of land lying and being in the said city of Montreal; bounded in front by Borden avenue, and being subdivision number three hundred and twelve (312) of original number one hundred and fifty-four (154) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, Notre-Dame-de-Grâces ward, of the said city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1020—11-2

FIERI FACIAS DE BONNIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3681 } GEORGE ETIENNE LARIN, plaintiff ; against GEORGE ST-GERMAIN, defendant.

1. An emplacement of irregular figure situate at the corner of Saint Catherine-West and Victoria avenue, in the city of Westmount, containing twenty-six feet in width on Saint Catherine street by a depth of ninety-sex feet and two inches in the north-east line, and thence forty-

et de là quarante-cinq pieds de largeur par environ dix pieds de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; ledit emplacement faisant partie de la subdivision soixante-trois du lot originaire numéro deux cent-quinze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par une autre partie, de ladite subdivision soixante-trois du lot originaire numéro deux cent-quinze, faisant partie de la rue Sainte-Catehrine-Ouest, en arrière, vers le nord-ouest, par la subdivision soixante-six dudit lot originaire numéro deux cent-quinze ; d'un côté au sud-ouest par l'avenue Victoria et de l'autre coté au nord-est par la subdivision un de la subdivision soixante-trois du lot originaire numéro deux cent-quinze et la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze ;

2. Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, dans ladite cité de Westmount, mesurant quarante pieds de largeur sur la rue Sainte-Catherine par une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds et sept pouces dans la ligne sud-ouest, et de là quarante-cinq pieds de largeur par environ dix pieds de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; ledit emplacement faisant partie de la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière au nord-ouest par la subdivision soixante-six dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, d'un côté au sud-est par la subdivision soixante-cinq dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision un de la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, et la subdivision soixante et trois dudit lot originaire numéro deux cent-quinze;

3. Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, dans la cité de Westmount, mesurant trente-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent-vingt pieds dans sa ligne sud-ouest, faisant partie de la subdivision soixante-cinq dudit lot originaire numéro deux cent-quinze des plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal ; borné en front par une autre partie de ladite subdivision soixante-cinq du lot originaire numéro deux cent-quinze faisant partie de la rue Sainte-Catherine-Ouest, en arrière par la subdivision soixante-six dudit lot originaire numéro deux cent-quinze, d'un côté au nord-est par le lot originaire numéro deux cent-dix-neuf desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision soixante-quatre dudit lot originaire numéro deux cent-quinze — avec les bâtisses construites sur lesdits emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 15 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]

1011—11-2

five feet in width by about ten feet in depth, the whole English measure and more or less; the said emplacement forming part of the subdivision sixty-three of the original lot number two hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and being bounded in front by another part of the said subdivision sixty-three of the original lot number two hundred and fifteen, forming part of Saint Catherine street-West, in rear, towards north-west, by the subdivision sixty-six of said original lot number two hundred and fifteen, on one side, towards the south-west, by Victoria avenue, and on the other side towards the north east by the subdivision one of the subdivision sixty-three of the original lot number two hundred and fifteen and the subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen ;

2. An emplacement of irregular figure fronting on Saint Catherine street West, in said city of Westmount, measuring forty-feet in width on Saint Catherine street by a depth of ninety-nine feet and seven inches in the south-west line, and thence forty-five feet in width by about ten feet in depth the whole English measure and more or less; the said emplacement forming part of the subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; and being bounded, in front, by Saint Catherine street West, in rear, towards the north-west, by subdivision sixty-six of said original lot number two hundred and fifteen, on one side, towards the north-east, by subdivision sixty-five of said original lot number two hundred and fifteen, and on the other, side, towards the south-west, by subdivision one of the subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen, and subdivision sixty-three of said original lot number two hundred and fifteen ;

3. An emplacement of irregular figure fronting on Saint Catherine street West, in the city of Westmount, measuring thirty-five feet in width by a depth of one hundred and twenty feet in its south-west line, forming part of the subdivision sixty-five of said original lot number two hundred and fifteen, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; and being bounded in front by another part of said subdivision sixty-five of original lot number two hundred and fifteen forming part of Saint Catherine West, in rear by subdivision sixty-six of said original lot number two hundred and fifteen, on one side, towards the north-east, by the original lot nunber two hundred and nineteen of said plan and book of reference, and on the other side, towards the south-west, by subdivision sixty-four of said original lot number two hundred and fifteen—together with the buildings thereon said emplacements erected, as the whole now is with every the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APEIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1012—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 90. } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 90. } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its

en la cité de Montréal, demanderesse; vs LEO THOUIN ET AL, défendeurs.

Les lopins de terre suivants situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue Waverley, étant des résubdivisions de la subdivision numéro vingt-six (26) du numéro originaire douze (12) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, quartier Laurier, la résubdivision numéro soixante-sept (67), la résubdivision numéro soixante-huit (68).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1015—11-2

place of business in the said city, plaintiff; vs LEO THOUIN ET AL, defendants.

The following lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Waverley street, being resubdivisions of subdivision number twenty six (26) of original number twelve (12) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, Laurier ward, resubdivision number sixty seven (67) resubdivision number sixty eighth (68).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1016—11-2

QUÉBEC

Québec, à savoir: } DAME NOEMIE DE
No 638. } KOSTNER, épouse séparée de biens de Ernest David, avocat, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse à ester en justice, tous deux de Lowell, Massachusetts, des Etats-Unis d'Amérique; contre JOSEPH BEAUBIEN, de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, cultivateur.

1. Le lot No 71 (soixante-onze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, comté de Québec, étant un terrain situé en ladite paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, contenant environ 42 (quarante-deux) acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 73 (soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre situé en ladite paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, dans la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges, à l'endroit appelé la Montagne de Armes, contenant 4½ (quatre arpents et demi) de front par 20 (vingt) arpents de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,

Québec, 9 mars 1922. CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 18 mars 1922]

[Deuxième publication, 1er avril 1922]

901—11-2

QUEBEC

Quebec, to wit: } DAME NOEMIE DE
No. 638 } -KOSTNER, wife contractually separated as to property of Ernest David, advocate, and the latter to authorize and asist his wife to *ester en justize*, both of Lowell, Massachusetts, of the United States of America; against JOSEPH BEAUBIEN, of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, farmer.

1. The lot No. 71 (senventy one) of the official cadastre for the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, containing about 42 (forty two) acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 73 (seventy three) of the official cadastre for the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, in the seigniory of Notre-Dame-des-Anges, at the place called "La montagne de Armes", containing 4½ (quatre arpents et demi) in front by 20 (vingt) arpents in depth, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 9th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

[Second publication, 1st April, 1922]

902—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } L'HONORABLE J.-
No 3185. } EUGENE ROBERGE, de Lambton, conseiller législatif, THOMAS VIEN, de la cité de Québec, avocat; ISRAEL-LOUIS LAFLEUR, de la cité de Montréal, marchand; A. MORISSETTE, marchand, de la cité de Sherbrooke; CHARLES BIENVENU, de d'Israéli, manufacturier; ALFRED DOMBROSKI, de la cité de Québec, négociant, conjointement et solidairement; vs LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS DE QUEBEC, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité de Québec, à savoir:

1. Les lots Nos 1524 (mil cinq cent vingt-quatre), 1525 (mil cinq cent vingt-cinq), 1526 (mil

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THE HONOURABLE J.
No. 3185. } EUGENE ROBERGE, of Lambton, Legislative Councillor, THOMAS VIEN, of the city of Quebec, advocate, ISRAEL LOUIS LAFLEUR, of the city of Montreal, merchant; A. MORISSETTE, merchant, of the city of Sherbrooke; CHARLES BIENVENU, of d'Israeli, manufacturer; ALFRED DOMBROSKI, of the city of Quebec, dealer, jointly and severally; vs LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS DE QUEBEC, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, to wit:

1. The lots Nos 1524 (one thousand five hundred and twenty four), 1525 (one thousand five

cinq cent vingt-six), 1527 (mil cinq cent vingt-sept), 1528 (mil cinq cent vingt-huit), 1529 (mil cinq cent vingt-neuf) ,1530 (mil cinq cent trente), 1531 (mil cinq cent trente-un), 1532 (mil cinq cent trente-deux), 1533 (mil cinq cent trente-trois), 1534 (mil cinq cent trente-quatre), 1535 (mil cinq cent trente-cinq), 1536 (mil cinq cent trente-six), 1537 (mil cinq cent trente-sept), 1538 (mil cinq cent trente-huit), 1539 (mil cinq cent trente-neuf), 1540 (mil cinq cent quarante), 1541 (mil cinq cent quarante et un), 1542 (mil cinq cent quarante-deux), 1543 (mil cinq cent quarante-trois), 1544 (mil cinq cent quarante-quatre), 1552 (mil cinq cent cinquante-deux), 1553 (mil cinq cent cinquante-trois), 1554 (mil cinq cent cinquante-quatre), 1556 (mil cinq cent cinquante-six), 1557 (mil cinq cent cinquante-sept 1558 (mil cinq cent cinquante-huit), 1559 (mil cinq cent cinquante-neuf), 1560 (mil cinq cent soixante), 1561 (mil cinq cent soixante-un), 1562 (mil cinq cent soixante-deux), 1564 (mil cinq cent soixante-quatre), 1565 (mil cinq cent soixante-cinq), 1566 (mil cinq cent soixante-six), 1567 (mil cinq cent soixante-sept), 1568 (mil cinq cent soixante-huit), 1569 (mil cinq cent soixante-neuf), 1570 mil cinq cent soixante-dix), 1571 (mil cinq cent soixante-onze), 1572 (mil cinq cent soixante-douze), 1574 (mil cinq cent soixante-quatorze), 1575 (mil cinq cent soixante-quinze), 1576 (mil cinq cent soixante-seize), 1577 (mil cinq cent soixante-dix-sept), 1578 (mil cinq cent soixante-dix-huit), 1579 (mil cinq cent soixante-dix-neuf), 1580 (mil cinq cent quatre-vingt), 1581 (mil cinq cent quatre-vingt-un), 1582 (mil cinq cent quatre-vingt-deux), 1583 (mil cinq cent quatre-vingt-trois), 1584 (mil cinq cent quatre-vingt-quatre), 1592 (mil cinq cent quatre-vingt-douze), 1593 (mil cinq cent quatre-vingt-treize), 1594 (mil cinq cent quatre-vingt-quatorze), 1595 (mil cinq cent quatre-vingt-quinze), 1596 (mil cinq cent quatre-vingt-seize), 1597 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-sept), 1598 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit), 1599 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-neuf), 1600 (mil six cent), 1601 (mil six cent un) 1602 (mil six cent deux), 1604 (mil six cent quatre), 1605 (mil six cent cinq) 1606 (mil six cent six), 1607 (mil six cent sept), 1608 (mil six cent huit), 1609 (mil six cent neuf), 1610 (mil six cent dix), 1611 (mil six cent onze), 1612 (mil six cent douze), 1622 (mil six cent vingt-deux), 1623 (mil six cent vingt-trois)k 1624 (mil six cent vingt-quatre), 1625 (mil six cent vingt-cinq), 1626 (mil six cent vingt-six), 1627 (mil six cent vingt-sept), 1628 (mil six cent vingt-huit) 1629 (mil six cent vingt-neuf), 1630 (mil six cent trente), 1636 (mil six centre ternte-six), 1637 (mil six cent trente-sept), 1640 (mil six cent quarante), 1641 (mil six cent quarante-un), 1642 mil six cent quarante-deux), 1643 (mil six cent quarante-trois), 1748 (mil sept cent quarante-huit), 1749 (mil sept cent quarante-neuf), 1750 (mil sept cent cinquante), 1751 mil sept cent cinquante-un), 1752 (mil sept cent cinquante-deux), 1753 (mil sept cent cinquate-trois), 1754 (mil sept cent cinquante-quatre), 1755 (mil sept cent cinquante-cinq), 1758 (mil sept cent cinquante-huit), 1759 (mil sept cent cinquante-neuf) 1760 (mil sept cent soixante), 1761 (mil sept cent soixante-un), 1762 (mil sept cent soixante-deux), 1763 (mil sept cent soixante-trois), 1764 (mil sept cent soixante-quatre), 1765 (mil sept cent soixante-cinq), 1766 (mil sept cent soixante-six), 1769 (mil sept cent soixante-neuf), 1770 (mil sept cent soixante-dix), 1771 (mil sept cent soixante-onze), 1772 (mil sept cent soixante-douze), 1773 (mil sept cent soixante-treize), 1774 (mil sept cent soixante-quatorze), 1775 (mil sept hundred and twenty five), 1526 (one thousand five hundred and twenty six), 1527 (one thousand five hundred and twenty seven), 1528 (one thousand five hundred and twenty eight), 1529 (one thousand five hundred and twenty nine), 1530 (one thousand five hundred and thirty), 1531 (one thousand five hundred and thirty one), 1532 (one thousand five hundred and thirty two), 1533 (one thousand five hundred and thirty three) 1534 (one thousand five hundred and thirty four), 1535 (one thousand five hundred and thirty five), 1536 (one thousand five hundred and thirty six), 1537 (one thousand five hundred and thirty seven), 1538 (one thousand five hundred and thirty eight), 1539 (one thousand five hundred and thirty nine), 1540 (one thousand five hundred and forty), 1541 (one thousand five hundred and forty one), 1542 (one thousand five hundred and forty two), 1543 one thousand five hundred and forty three), 1544 (one thousand five hundred and forty four) 1552 (one thousand five hundred and fifty two), 1553 (one thousand five hundred and fifty three), 1554 (one thousand five hundred and fifty four), 1556 (one thousand five hundred and fifty six), 1557 (one thousand five hundred and fifty seven), 1558 (one thousand five hundred and fifty eight), 1559 (one thousand five hundred and fifty nine, 1560 (one thousand five hundred and sixty), 1561 (one thousand five hundred and sixty one), 1562 (one thousand five hundred and sixty two), 1564 (one thousand five hundred and sixty four), 1565 (one thousand five hundred and sixty five), 1566 (one thousand five hundred and sixty six), 1567 (one thousand five hundred and sixty seven), 1568 (one thousand five hundred and sixty eight), 1569 (one thousand five hundred and sixty nine), 1570 (one thousand five hundred and seventy), 1571 (one thousand five hundred and seventy one), 1572 (one thousand five hundred and seventy two), 1574 (one thousand five hundred and seventy four), 1575 (one thousand five hundred and seventy five), 1576 (one thousand five hundred and seventy six), 1577 (one thousand five hundred and seventy seven), 1578 (one thousand five hundred and seventy eight), 1579 (one thousand five hundred and seventy nine), 1580 (one thousand five hundred and eighty), 1581 (one thousand five hundred and eighty one), 1582 (one thousand five hundred and eighty two), 1583 (one thousand five hundred and eighty three), 1584 (one thousand five hundred and eighty four), 1592 (one thousand five hundred and ninety two), 1593 (one thousand five hundred and ninety three), 1594 (one thousand five hundred and ninety four) 1595 (one thousand five hundred and ninety five), 1596 (one thousand five hundred and ninety six), 1597 (one thousand five hundred and ninety seven), 1598 (one thousand five hundred and ninety eight), 1599 (one thousand five hundred and ninety nine), 1600 (one thousand six hundred), 1601 (one thousand six hundred and one), 1602 (one thousand six hundred and two), 1604 (one thousand six hundred and four), 1605 (one thousand six hundred and six), 1607 (one thousand six hundred and seven), 1608 (one thousand six hundred and eight), 1609 (one thousand six hundred and nine), 1610 (one thousand six hundred and ten), 1611 (one thousand six hundred and eleven), 1612 (one thousand six hundred and twelve), 1622 (one thousand six hundred and twenty two), 1623 (one thousand sox hundred and twenty three), 1624 (one thousand six hundred and twenty four), 1625 (one thousand six hundred and twenty five), 1646 (one thousand six hundred and twenty six), 1627 (one thousand six hundred and twenty seven), 1628 (one thou-

cent soixante-quinze), 1776 (mil sept cent soixante-seize), 1777 (mil sept cent soixante-dix-sept), 1779 (mil sept cent soixante-dix-neuf), 1780 (mil sept cent quatre-vingt), 1781 (mil sept cent quatre-vingt-un), 1782 (mil sept cent quatre-vingt-deux), 1783 (mil sept cent quatre-vingt-trois), 1784 (mil sept cent quatre-vingt-quatre), 1785 (mil sept cent quatre-vingt-cinq), 1786 (mil sept cent quatre-vingt-six), 1794 (mil sept cent quatre-vingt-quatorze) et 1795 (mil sept cent quatre-vingt-quinze), de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officielle pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés maintenant dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec avec—un marché aux animaux et autres bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances. A distraire deux bâtisses, l'une servant à la préparation de l'asphalte et l'autre servant de hangarage, appartenant à la "Dominion Paving Construction, Ltd."

2. Les lots Nos 1523 (mil cinq cent vingt-trois), 1563 (mil cinq cent soixante-trois), 1603 (mil six cent trois), 1621 (mil six cent vingt-et-un), 1768 (mil sept cent soixante-huit), 1639 (mil six cent trente-neuf) 1757 (mil sept cent cinquante-sept), 1533 (mil cinq cent trente-trois), 1548 (mil cinq cent quarante-huit), 1573 (mil cinq cent soixante-treize), 1588 (mil cinq cent quatre-vingt-huit), 1613 (mil six cent treize), 1631 (mil six cent trente-un), 1756 (mil sept cent cinquante-six), 1767 (mil sept cent soixante-sept), 1778) (mil sept cent soixante-dix-huit), 1712 (mil sept cent douze), et 1712-B (mil sept cent douze-B) de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés maintenant dans le quartier Jacques-

sand six hundred and twenty eight), 1629 (one thousand six hundred and twenty nine, 1630 (one thousand six hundred and thirty), 1636 (one thousand six hundred and thirty six). 1637 (one thousand six hundred and thirty seven), 1640 (one thousand six hundred and forty), 1641 (one thousand six hundred and forty one), 1642 (one thousand six hundred and forty two), 1643 (one thousand six hundred and forty three), 1748 (one thousand seven hundred and forty eight), 1749 (one thousand seven hundred and forty nine), 1750 (one thousand seven hundred and fifty), 1751 (one thousand seven hundred and fifty one), 1752 (one thousand seven hundred and fifty two), 1753 (one thousand seven hundred and fifty three), 1754 (one thousand seven hundred and fifty four), 1755 (one thousand seven hundred and fifty five), 1758 (one thousand seven hundred and fifty eight), 1759 (one thousand seven hundred and fifty nine), 1760 (one thousand seven hundred and sixty), 1761 (one thousand seven hundred and sixty one), 1762 (one thousand seven hundred and sixty two), 1763 (one thousand seven hundred and sixty three), 1764 (one thousand seven hundred and sixty four), 1765 (one thousand seven hundred and sixty five), 1766 (one thousand seven hundred and sixty six), 1769 (one thousand seven hundred and sixty nine), 1770 (one thousand seven hundred and seventy), 1771 (one thousand seven hundred and seventy one), 1772 (one thousand seven hundred and seventy two), 1773 (one thousand seven hundred and seventy three), 1774 (one thousand seven hundred and seventy four), 1775 (one thousand seven hundred and seventy five) 1776 (one thousand seven hundred and seventy six) 1777 (one thousand seven hundred and seventy seven), 1779 (one thousand seven hundred and seventy nine), 1780 (one thousand seven hundred and eighty), 1781 (one thousand seven hundred and eighty one), 1782 (one thousand seven hundred and eighty two) 1783 (one thousand seven hundred and eighty three), 1784 (one thousand seven hundred and eighty four), 1785 (one thousand seven hundred and eighty five), 1786 (one thousand seven hundred and eighty six), 1794 (one thousand seven hundred and ninety four) and 1785 (one thousand seven hundred and ninety five) of the subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being lots of land now situated in Jacques Cartier ward, of the city of Quebec—with a cattle market and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted two buildings, one used for the preparation of asphalt and the other used as a store, belonging to the Dominion Paving Construction, Ltd.

2. The lots Nos 1523 (one thousand five hundred and twenty three), 1563 (one thousand five hundred and sixty three), 1603 (one thousand six hundred and three), 1621 (one thousand six hundred and twenty one), 1768 (one thousand seven hundred and sixty eight), 1639 (one thousand six hundred and thirty nine), 1757 (one thousand seven hundred and fifty seven) 1533 (one thousand five hundred and thirty three), 1564 (one thousand five hundred and forty eight), 1573 (one thousand five hundred and seventy three), 1588 (one thousand five hundred and eighty eight), 1613 (one thousand six hundred and thirteen), 1631 (one thousand six hundred and thirty one), 1756 (one thousand seven hundred and fifty six), 1767 (one thousand seven

Cartier, de la cité de Québec. circonstances et dépendances.

3. Tout le résidu des lots Nos 1650 (mil six cent cinquante) et 1651 (mil six cent cinquante-un) de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord étant les lots situés maintenant dans le quartier Jacques-Cariter, de la cité de Québec, sans bâtisse, circonstances et dépendances; moins cette partie des deux dits lots vendus par "The Quebec Land Company à The Canadian Northern Quebec Railway Company", par acte de vente passé devant C.-E. Taschereaeu, N.P., le 22 janvier 1909.—Sans garantie de contenance et de bornes.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 9 mars 1922. 899—11-2

[Première publication, 18 mars 1922]
[Deuxième publication, 1er avril 1922)

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 437. } PHILIPPE TROTTIER, RAOUL TROTTIER et JOSEPH TROTTIER, tous trois industriels de Saint-Casimir, et faisant affaires comme tels sous la raison sociale de "Joseph Trottier, enregistré"; contre EUGENE LAMBERT, de La Sarre, Abitibi.

Partie du lot no 52 (cinquante-deux), du cadastre pour le canton La Sarre, Abitibi, étant un lot de terre situé dans la quatrième rang dudit canton, d'une superficie d'environ quatre acres à quatre acres et demi; bornés en front par le chemin public, en profondeur et au nord-est par la rivière et au sud-ouest à Philippe Roberge —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, ce 9 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
[Seconde publication, 1er avril 1922]

903—11-2

Cour de Circuit.

Québec, à savoir: No 5172. } JOSEPH BARBEAU, commerçant de chevaux, de la cité de Québec; contre JOSEPH LEMELIN, de Loretteville, rang Saint-Claude, comté de Québec, à savoir:

Partie du lot No 513 (cinq cent treize) du cadastreofficielle pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, contenant 60 (soixante)pieds de largeur,190 cent quatre vingt-dix) pieds de profondeur, plus ou moins; borné au sud par le chemin public à l'ouest par le ruisseau Gauvin, à l'est et au nord par l'emplacement ayant appartenu à Jos. L'Heureux, Jos. Savard, avec un lopin de terre faisant partie du susdit lot No 513 (cinq cent teize) de figure irré-

3. All the residue of the lots Nos 1650 (one thousand six hundred and fifty) and 1651 (one thousand six hundred and fifty one) of the subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being lots of land now situated in Jacques-Cartier ward, in the city of Quebec—without building, circumstances and dependencies; less the portion of the two said lots sold by the Quebec Land Company to The Canadian Northern Quebec Railway Company, by deed of sale passed before C. E. Taschereau, N. P., the 22nd of January, 1909, without warranty as to contents and boundaries.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 9th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1rst April, 1922]

900—11-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 437. } PHILIPPE TROTTIER, RAOUL TROTTIER AND JOSEPH TROTTIER, all three manufacturers, of Saint-Casimir, and there carrying on business as such under the firm name of "Joseph Trottier, enregistré"; against EUGENE LAMBERT, of La Sarre, Abitibi.

Part of the lot No. 52 (fifty two) of the cadastre for the township of La Sarre, Abitibi, being a lot of land situate in the fourth range of the said township ,of an area of about four to four and a half acres; bounded in front by the public road, in depth and on the north-east by the river and on the southwest by Philippe Roberge—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, March 9th, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1st April, 1922]

904—11-2

Circuit Court.

Quebec, to wit: No. 5172. } JOSEPH BARBEAU, horse dealer, of the city of Quebec; against JOSEPH LEMELIN, of Loretteville, Saint Claude range, county of Quebec, to wit:

Part of the lot No. 513 (five hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-dela-Jeune-Lorette, county of Quebec, containing 60 (sixty) feet in width by 190 (one hundred and ninety) feet in depth, more or less; bounded on the south by the public road, on the west by the Gauvin brook, on the east and north by the emplacement having belonged to Jos. L'Heureux, Jos Savard, with a parcel of land forming part of the lot aforesaid lot No. 513 (five

gulière, contenant à l'extrémité sud 50 (cinquante) pieds de largeur, plus ou moins, et de là environ un arpent de largeur jusqu'à l'extrémité nord, sans garantie de mesure précise; borné au nord par le ruisseau Gauvin, au sud par le chemin public, à l'est par la propriété de Théophile Savard, à l'ouest par la réserve des 40 (quarante) arpents à la charge de payer les rentes seigneuriales—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 9 mars 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
905—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 4478. } ARTHUR SAUVAGEAU, de Grand'Mère; contre JOSEPH HUARD, de La-Sarre, cultivateur, à savoir:

Avis est par le présent donné que l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-André-de-La-Sarre, Abitibi, le cinquième jour de janvier dernier, à dix heures du matin, sera vendu au même endroit, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 16 mars 1922.
1023

Québec, à savoir: No 620. } PHILOMENE BUTEAU, de la paroisse de Berthier, dans le comté de Montmagny, veuve de Narcisse Blais, et Joseph Blais, de la ville de Lauzon, comté de Lévis, capitaine; contre les héritiers de AMOS J. COLSTON, de la cité de Québec.

1. Le lot No 3456 (trois mille quatre cent cinquante-six) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Cliff View Place—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 3771 (trois mille sept cent soixante-onze) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 16 mars 1922.
[Première publication, 18 mars 1922]
[Deuxième publication, 1er avril 1922]
1025—11-2

---

hundred and thirteen)of irregular outline containing at the south end 50 (fifty feet) in width, more or less, and about one arpent in width up to the north end, without warranty as to exact measurements; bounded on the north by the Gauvin brook, on the south by the public road, on the east by the property of Theophile Savard, on the west by the reserve of 40 (forty) arpents, subject to the payment of the seignioral rents—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, March 9th, 1922. Sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
906—11-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 4478. } ARTHUR SAUVAGEAU, of Grand'Mère; against JOSEPH HUARD, of La-Sarre, farmer, to wit:

Notice is hereby given that the immoveable seized in the present cause, formerly announced to be sold at the parochial church door of Saint André-de-la-Sarre, Abitibi, the fifth day of January last, at ten o'clock in the forenoon, will be sold at the same place, the FIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Quebec, 16th March, 1922.
1024

Quebec, to wit: No. 620. } PHILOMENE BUTEAU, of the parish of Berthier, in the county of Montmagny, widow of Narcisse Blais, and Joseph Blais, of the town of Lauzon, county of Levis, captain; against the heirs of AMOS J. COLSTON, of the city of Quebec.

1. The lot No. 3456 (three thousand four hundred and fifty six) of the official cadastre for Saint John ward, now Saint Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Cliff View Place street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 3771 (three thousand seven hundred and seventy one) of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint Jean Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the south side of Saint John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Quebec, 16th March, 1922.
[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1st April, 1922]
1026—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 7570. } DAME VEUVE A.-C. LANDRY, Mont-Joli; vs ALFRED GAGNON, Sainte-Angèle, savoir:

1. Partie du lot No cent cinquante-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, contenant environ 4 arpents en superficie; bornée au sud au chemin, à l'ouest à M. Langlois, au nord à la rivière, à l'est à Abraham Gagnon;

2. Une maison, hangar et grange en bois, érigés sur les lots Nos 156 et 158 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon;

3. Une grange érigée sur le lot No 192 au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle, appartenant à Abraham Gagnon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Angèle-de-Mérici, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

871—10-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 7570. } DAME WIDOW A. C. LANDRY, Mont-Joli; vs ALFRED GAGNON, Sainte Angèle, to wit:

1. Part of the lot No. one hundred and fifty nine on the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, containing about 4 arpents in superficies; bounded on the south by the road, on the west by Mr. Langlois, on the north by the river and on the east by Abraham Gagnon;

2. A wooden house, shed and barn, erected on the lots Nos. 156 and 158 of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, belonging to Abraham Gagnon;

3. A barn erected on the lot No 192 of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle, belonging to Abraham Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angèle-de-Mérici, the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CHS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

872—10-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 223. } ULRIC MORIN, cultivateur et industriel, de Ham Nord, demandeur; contre HONORE ALIAS HENRY SEVIGNY, de Saint-Adrien-de-Ham, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un certain terrain à être pris et détaché du lot numéro neuf A (pt. 9*a*) du cinquième rang sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Ham, mesurant 90 pieds de front sur 180 pieds de profondeur; tient d'un côté à Marcellin Beauchesne, de l'autre par George Beauchesne, des côtés nord-ouest et nord-est à J.-Bte Beauchesne, avec le droit de passage sur un terrain réservé pour une rue sur le terrain cédé par le vendeur audit J.-Bte Beauchesne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adrien-de-Ham, JEUDI, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 15 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1027—11-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 223. } ULRIC MORIN, farmer and manufacturer, of North Ham, plaintiff; against HONORE ALIAS HENRY SEVIGNY, of Saint Adrien-de-Ham, defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff:

That certain parcel of land to be taken out of and detached from the lot number nine A (pt. 9*a*) of the fifth range on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ham, measuring 90 feet in front by 180 feet in depth; bounded on one side by Marcellin Beauchesne, on the other side by George Beauchesne, on the northwest and northeast sides by J. Bte Beauchesne, with a right of way over a piece of land reserved for a street on the land conveyed to the said J. Bte Beauchesne—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adrien-de-Ham, THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1028—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure

Saint-François, à savoir : No 138 } DAME AUGUSTA KING ALIAS ROY, demanderesse ; contre ALBERT-DANIEL CEASE, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis déjà annoncée comme devant avoir lieu le vingt-quatrième jour de jan-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Saint Francis, to wit: No. 138. } DAME AUGUSTA KING ALIAS ROY, plaintiff; against ALBERT DANIEL CEASE.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized formerly announced to take place on the twenty fourth day of January last,

vier dernier, le mardi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin-de-Martinville, à trois heures de l'après-midi, aura lieu le SAMEDI, VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin-de-Martinville.

Il sera aussi exigé de chaque enchérisseur un dépôt de $300.00.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 15 mars, 1922.

[Première publication, le 18 mars 1922]
1029

on Tuesday, at the church door or the parish of Saint Martin-de-Martinville, at three o'clock in the afternoon, will take place on SATURDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint-Martin-de-Martinville.

Each and every bidder shall make a deposit of $300.00.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, 15th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]
1030

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH PELCHAT, demandeur ; vs EUGENE BOULANGER, défendeur.
No 413. }

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un emplacement situé à Almaville, dans le comté de Champlain, sur le côté sud-ouest de la rue Marchand, contenant deux cent trente-trois pieds de largeur au front et cent quarante pieds de largeur en arrière, sur la profondeur de cent huit pieds dans la ligne sud, le tout plus ou moins, borné en front par ladite rue Marchand, en arrière par Archibald Hunter, du côté sud par Philippe et Urbain Fugère et du côte nord-ouest par le cordon des Grès, faisant partie du lot de terre numéro neuf cent-quinze (915) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel--avec ensemble la maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte, de l'église de la paroisse de Almaville, dans le comté de Champlain, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 8 mars 1922.

[Première publication le 18 mars 1922]
955—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. FRANK LESSARD, demandeur; vs EMILE LAFRENIERE, défendeur.
No 178. }

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le douzième rang du canton de Caxton, contenant six arpents et demi de largeur, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du lac Bellemare, à aller au cordon du treizième rang; tenant du côté nord à Pierre Gélinas et du côté sud à Joseph Dufresne—avec bâtisses dessus construites, connu et désigné, ledit terrain, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant partie du lot numéro deux (2) du douzième rang du canton de Caxton pour ladite paroisse de Saint-Mathieu;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le douzième rang du canton de Caxton, de la contenance de trois arpents et demi de largeur, plus ou moins, sur la profondeur

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Three Rivers, to wit: } JOSEPH PELCHAT, plaintiff ; vs EUGENE BOULANGER, defendant.
No. 413. }

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate at Almaville, in the county of Champlain, on the southwest side of Marchand street, containing two hundred and thirty three feet in width in front and one hundred and forty feet in width in rear, by a depth of one hundred and eight feet in the south line, the whole more or less; bounded in front by the said Marchand street, in rear by Archibald Hunter, on the south side by Philippe and Urbain Fugère and on the northwest side by the range line (cordon) of Les Grès, forming part of the lot of land number nine hundred and fifteen (915) on the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel—together with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Almaville, in the county of Champlain, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, March 8th, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
956—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. FRANK LESSARD, plaintiff; vs EMILE LAFRENIERE, defendant.
No. 178. }

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the township of Caxton, containing six arpents and a half in width by the depth existing from lake Bellemare to the range line (cordon) of the thirteenth range; bounded on the north side by Pierre Gelinas and on the south side by Joseph Dufresne—with the buildings thereon erected, known and designated, the said lot of land, on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint-Mathieu, as being part of the lot number two (2) of the twelfth range of the township of Caxton for the said parish of Saint-Mathieu;

2. A farm situate in the parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the township of Caxton, containing three arpents and a half in width, more or less, by the depth of the said ran-

dudit rang, tenant du côté sud à Eusèbe Lafrenière et du côté nord à Gédéon Lacombe, circonstances et dépendances, connue et désignée ladite terre aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint Mathieu, comme étant partie du lot numéro sept (ptie No 7) du douzième rang du canton de Caxton, pour ladite paroisse de Saint-Mathieu.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le VINGTIEME jour D'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 8 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

957—11-2

ge, bounded on the south side by Eusebe Lafrenière and on the north side by Gedeon Lacombe, circumstances and dependencies, known and designated, the said farm, on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint-Mathieu, as being part of the lot number seven (pt. No. 7) of the twelfth range of the township of Caxton, for the said parish of Saint Mathieu.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint Maurice, the TWENTIETH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, 8th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]

958—11-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, 13 février 1922.

M. James Mathewson, cultivateur. de Milan, comté de Portneuf, juge de paix pour le district de Saint-François. 967

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment, viz:

Quebec, 13th February, 1922.

James Mathewson, farmer, of Milan, county of Portneuf, to be a justice of the peace for the district of Saint Francis. 968

Département de l'instruction publique

No 343-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 10 mars 1922, de nommer M. Ulric Gauthier, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Châteauguay, dans le comté de Châteauguay. 1031

Department of Public Instruction

No. 343-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 10th ofn March, 1922, to appoint Mr. Ulric Gauthier, school commissioner for the school municipality of Chateauguay, in the county of Chateauguay. 1032

Avis divers

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 60 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de $82,500.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce treizième jour de mars mil neuf cent vingt-deux.

Le président,
ALFRED TESSIER.

Le secrétaire,
J.-A. PAUZE. 1033

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that „La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon" in the county of Berthier, in the Province of Quebec, has complied with the provisions article 6889 of Revised Statutes of Quebec, 1909, and that 60 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of $82,500.00.

Given pursuant to the article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this thirteenth day of March, one thousand nine hundred and twenty two.

ALFRED TESSIER,
President.

J. A. PAUZE,
Secretary. 1034

VENTES PAR LE SHÉRIF
CHICOUTIMI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 6928. } LIGUORI BERGERON, DELPHIS BERGERON JOSEPH BOUDREAULT, ADELARD CHAYER, VICTOR BOUCHARD ET JOSEPH BOUDREAULT, tous ouvriers, de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi, demandeurs; vs ARTHUR C. MARTEL, du même lieu, défendeur, à savoir :

Le numéro cent cinq (105) du cadastre officiel du village de Saint-Alexis—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi, LUNDI, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AVRIL 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 14 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]

1035—11-2

SHERIFF'S SALES
CHICOUTIMI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 6928. } LIGUORI BERGERON, DELPHIS BERGERON, JOSEPH BOUDREAULT, ADELARD CHAYER, VICTOR BOUCHARD AND JOSEPH BOUDREAULT, all workmen, of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, in the county of Chicoutimi, plaintiffs ; against ARTHUR C. MARTEL, of the same place, defendant, to wit:

The number hundred and five (105) of the official cadastre of the village of Saint-Alexis—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, county of Chicoutimi, MONDAY, the TWENTY FOURTH day of the month of APRIL, 1922, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, 14th March, 1922.

[First publication, 18th March, 1922]

1036—11-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 535
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 537
" Byrd vs Dyson..... 536
" Chamberland vs Gagnon..... 536
" Coutu vs Roberge..... 536
" Currier vs Campeau..... 537
" Dietcher vs Barbas..... 535
" Ducharme vs Boulé..... 535
" Goldberg vs Schwartz..... 534
" Goldberg vs Weiner..... 533
" Gosselin vs Lessard..... 537
" Grégoire vs Poirier..... 534
" Hirtz vs Knoff..... 536
" Kouri vs Jazzar..... 537
" Lafontaine vs Perusse..... 535
" Mercil vs Papineau..... 537
" Paquet vs Lehouiller..... 535
" Portugais vs Turcotte..... 534
" Pow vs Hutchins..... 536
" Provost vs Mousseau..... 535
" Thibodeau vs Roy..... 536
" Todd vs Stark..... 534
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 533
" Tremblay vs Nassif..... 534

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dame Champagne vs Cloutier..... 538

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 497

Index of the Quebec Official Gazette, No 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 535
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 537
" Byrd vs Dyson..... 536
" Chamberland vs Gagnon..... 536
" Coutu vs Roberge..... 536
" Currier vs Campeau..... 537
" Dietcher vs Barbas..... 535
" Ducharme vs Boulé..... 535
" Goldberg vs Schwartz..... 534
" Goldberg vs Weiner..... 533
" Gosselin vs Lessard..... 537
" Grégoire vs Poirier..... 534
" Hirtz vs Knoff..... 536
" Kouri vs Jazzar..... 537
" Lafontaine vs Perusse..... 535
" Mercil vs Papineau..... 537
" Paquet vs Lehouiller..... 535
" Portugais vs Turcotte..... 534
" Pow vs Hutchins..... 536
" Provost vs Mousseau..... 535
" Thibodeau vs Roy..... 536
" Todd vs Stark..... 534
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 533
" Tremblay vs Nassif..... 534

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier..... 538

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 497

AVIS DIVERS :—

Cie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-Gabriel-de-Brandon..... 577
Gosselin, Joseph..... 538
L. R. Steel Service Corporation, Limited. 538
Montreal Light, Heat & Power Consolidated..... 538

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

British Empire Steel Corporation, Limited..... 539
British Dystuffs Corporation, Limited.. 539
Oxford Paper Company..... 539

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Commissaire d'école, municipalité scolaire de Châteauguay..... 577
Commissaire d'école à Bas-de-la-Côte-Saint-Louis..... 532
Partie Sainte-Clotilde village à Sainte-Clotilde paroisse..... 532

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Avis de formation de société charitable. 533

ERRATUM :—

Enregistrement des véhicules-moteurs.. 539

LETTRES PATENTES :—

Beaver Trading Company, Lt'd..... 518
B. Trudel & Cie..... 512
Dérome, Limitée..... 502
D. Bouchard, Limitée..... 521
Dominion Grain & Provisions Co., Lt'd. 509
D. W. Ross, Company..... 500
E. D. Ouellet, Limitée..... 516
Gustave Beauchamp..... 525
Hochelaga Cement Co., Lt'd..... 506
J.-A. Perreault, Limitée..... 509
La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited.... 523
Latter Brothers, Limited..... 498
Lamothe et Vachon, Limitée..... 511
La Compagnie Electrique de Bellechasse. 529
Laiterie des Cultivateurs, Limitée..... 504
Maple Leaf Bottling Works, Limited... 510
Modern Service Laundry Company, Ltd. 525
Paige Montreal Motors, Limited..... 527
Prima, Limitée..... 518
The Thomas J. Dyer Company, Limited. 514
The Arrow Knitting Mills, Limited..... 502
Society Publishing Co., Limited..... 511

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

United Auto Supply Co., Lt'd..... 500

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE :—

Demande par M. Victor W. Meek..... 540
Demande par M. L.-Ed. Morier..... 540
Demande par M. Pierre-Edmond Durocher..... 540
Demande par M. Emile Hébert..... 540
En faveur de N.-Henri Tardif..... 540

NOMINATIONS :—

Juge de paix..... 557

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Cie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-Gabriel-de-Brandon..... 577
Gosselin, Joseph..... 538
L. R. Steel Service Corporation, Limited. 538
Montreal Light, Heat & Power Consolidated..... 538

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

British Empire Steel Corporation, Limited..... 539
British Dystuffs Corporation, Limited.. 539
Oxford Paper Company..... 539

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School Commissioner of the school municipality of Châteauguay..... 577
School commissioner at Bas-de-la-Côte-Saint-Louis..... 532
Part Sainte Clotilde, village to Sainte Clotilde parish..... 532

TREASURY DEPARTMENT :—

Notice of formation of a charitabe association..... 533

ERRATUM :—

Registration of motor-vehicle..... 539

LETTERS PATENT :—

Beaver Trading Company, Lt'd..... 518
B. Trudel & Cie..... 512
Dérome, Limitée..... 502
D. Bouchard, Limitée..... 521
Dominion Grain & Provisions Co., Lt'd. 509
D. W. Ross, Company..... 500
E. D. Ouellet, Limitée..... 516
Gustave Beauchamp..... 525
Hochelaga Cement Co., Lt'd..... 506
J. A. Perreault, Limitée..... 509
La Fonderie de Radiateurs, Limitée—The Radiators Foundry, Limited.... 523
Latter Brothers, Limited..... 498
Lamothe et Vachon, Limitée..... 511
La Compagnie Electrique de Bellechasse. 529
Laiterie des Cultivateurs, Limitée..... 504
Maple Leaf Bottling Works, Limited... 510
Modern Service Laundry Company, Ltd. 525
Paige Montreal Motors, Limited..... 527
Prima, Limitée..... 518
The Thomas J. Dyer Company, Limited. 514
The Arrow Knitting Mills, Limited..... 502
Society Publishing Co., Limited..... 511

SUPPLEMENTARY LETTERP PATENT :—

United Auto Supply Co., Lt'd..... 500

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

Application by Mr. Victor W. Meek.... 540
Application by Mr. L. Ed. Morier..... 540
Application by Mr. Pierre-Edm. Durocher..... 540
Application by Mr. Emile Hébert..... 540
In favor of N. Henri Tardif..... 540

APPOINTMENTS :—

Justice of peace..... 557

ORDRES DE COUR :—

Bujold vs Pratt..... 531
Lamy vs Singcaster..... 541
Toutloff vs Webster..... 541

SOUMISSIONS :—

Cité de Verdun..... 542
Municipalité scolaire de La Sarre..... 542
Municipalité scolaire de la cité de Verdun. 543

VENTES PAR LICITATION :—

Adelman vs Gibouleau..... 557
Keilty *et vir* vs Keilty *et al*..... 555
Ledoux vs Dme Ledoux *et al*..... 556
Vaillancourt *et al* vs Vaillancourt *et al*.. 554

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Atlas Printing Co..... 554
Chapdelaine, Louis..... 554
Bonneau, William..... 547
Dion, Adélard..... 545
Greenfield Land & Construction Co.... 513
Joyal, Agénor..... 548
Joyal, Edouard..... 551
Joyal, Hormisdas..... 549
Lambert, Agenor..... 552
Langlais, Arthur..... 546
Lemire, Agénard..... 550
Meunier, Ephrem..... 548
Payan, Ernest..... 550
Plante, Pierre..... 549
St-Germain, Amédée..... 551
Therrien, E.-A..... 549
Truteau, Alfred-Napoléon..... 553

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville de Dorval..... 558

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Lacasse vs Major..... 558

CHICOUTIMI :—

Bergeron *et al* vs Martel..... 578

GASPÉ :—

Dame Tremblay vs Roussy..... 559

IBERVILLE :—

Harbec vs L'Ecuyer..... 559

JOLIETTE :—

Forest vs Laurion..... 560

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau..... 560
Bourget vs Roy..... 561

MONTRÉAL :—

Cité de Montréal vs George..... 568
Cité de Montréal vs Richer..... 568
Cité de Montréal vs Thouin..... 568
Cité de Montréal vs Guérard..... 565
Cité de Montréal vs Guilbeault..... 565

RULES OF COURT :—

Bujold vs Pratt..... 541
Lamy vs Singcaster..... 541
Toutloff vs Webster..... 541

TENDERS :—

City of Verdun..... 542
School municipality of La Sarre..... 542
School municipality of the city of Verdun. 543

SALES BY LICITATION :—

Adelman vs Gibouleau..... 557
Keilty *et vir* vs Keilty *et al*..... 555
Ledoux vs Dme Ledoux *et al*..... 556
Vaillancourt *et al* vs Vaillancourt *et al*.. 554

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Atlas Printing Co..... 554
Chapdelaine, Louis..... 554
Bonneau, William..... 547
Dion, Adélard..... 545
Greenfield Land & Construction Co.... 513
Joyal, Agénor..... 548
Joyal, Edouard..... 551
Joyal, Hormisdas..... 549
Lambert, Agenor..... 552
Langlais, Arthur..... 546
Lemire, Agénard..... 550
Meunier, Ephrem..... 548
Payan, Ernest..... 550
Plante, Pierre..... 549
St-Germain, Amédée..... 551
Therrien, E.-A..... 549
Truteau, Alfred-Napoléon..... 553

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town of Dorval..... 558

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Lacasse vs Major..... 558

CHICOUTIMI :—

Bergeron *et al* vs Martel..... 578

GASPÉ :—

Dame Tremblay vs Roussy..... 559

IBERVILLE :—

Harbec vs L'Ecuyer..... 559

JOLIETTE :—

Forest vs Laurion..... 560

MONTMAGNY :—

Beaulieu vs Nadeau..... 560
Bourget vs Roy..... 561

MONTREAL :—

City of Montreal vs George..... 568
City of Montreal vs Richer..... 568
City of Montreal vs Thouin..... 569
City of Montreal vs Guérard..... 565
City of Montreal vs Guilbeault..... 565

Cité de Montréal vs Langelier..... 566
C. Lusignan & Cie vs Deserres..... 562
Côté vs De Grandpré..... 563
Holt & Gordon vs Ker..... 562
Howard vs les héritiers de Hughes..... 564
Larin vs St-Germain..... 568
National Brick Co. of Laprairie, Lt'd vs Choquette..... 561
Shearer vs City Development Co., Lt'd.. 564
St-James vs Upthegrove..... 566
The Brood Realty, Lt'd vs Comte..... 566
Ville de Montréal-Est vs Fournier..... 563

QUÉBEC :—

Barbeau vs Lemelin..... 573
Buteau vs Colston..... 574
Dame Kastner vs Beaubien..... 570
Roberge *et al* vs La Compagnie des Abattoirs de Québec..... 570
Sauvageau vs Huard..... 574
Trottier, Enr. vs Lambert..... 573

RIMOUSKI :—

Dame Landry vs Gagnon..... 575

SAINT-FRANCOIS :—

King vs Cease..... 575
Morin vs Sévigny..... 575

TROIS-RIVIÈRES :—

Lessard vs Lafrenière..... 576
Pelchat vs Boulanger..... 576

City of Montreal vs Langelier..... 566
C. Lusignan & Cie vs Deserres..... 562
Côté vs De Grandpré..... 563
Holt & Gordon vs Ker..... 562
Howard vs the heirs of Hughes..... 564
Larin vs St-Germain..... 568
National Brick Co. of Laprairie, Lt'd vs Choquette..... 561
Shearer vs City Development Co., Lt'd.. 564
St-James vs Upthegrove..... 566
The Brood Realty, Lt'd vs Comte..... 566
Town of Montreal East vs Fournier..... 563

QUEBEC :—

Barbeau vs Lemelin..... 573
Buteau vs Colston..... 574
Dame Kastner vs Beaubien..... 570
Roberge *et al* vs La Compagnie des Abattoirs de Québec..... 570
Sauvageau vs Huard..... 574
Trottier, Enr. vs Lambert..... 573

RIMOUSKI :—

Dame Landry vs Gagnon..... 575

SAINT-FRANCIS :—

King vs Cease..... 575
Morin vs Sévigny..... 575

THREE RIVERS :—

Lessard vs Lafrenière..... 576
Pelchat vs Boulanger..... 576

QUÉBEC.—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by LSA. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.